

Alors que l'ONU maintient son initiative de paix en Croatie

## L'armée fédérale reconnaît sa responsabilité dans la mort de cinq observateurs de la CEE

« Bavure » ou provocation ?

DEPUIS le 3 janvier, le quatrième accord de cessez-le-feu semble à peu près respecté en Croatie. L'ONU s'apprête à envoyer une cinquantaine d'observateurs militaires pour en contrôler l'application. M. Cyrus Vance envisageait sérieusement le déploiement d'une dizaine de milliers de « casques bleus » dans les zones de conflit. Pour la première fois depuis le début de la guerre, il y a six mois, la communauté internationale sortait de sa torpeur.

La destruction, mardi au nord de Zagreb, de deux hélicoptères de la CEE par un MIG-21 de l'armée de l'air yougoslave, autrement dit serbe, va-t-elle compromettre ces efforts en cours ? Plusieurs capitales européennes et le Conseil de sécurité ont vigoureusement condamné cette attaque, qui a fait cinq morts, mais personne ne semble vouloir remettre en cause le processus engagé. Il faut malheureusement s'attendre à d'autres « incidents » de ce genre tant que les soldats de l'ONU mèneront sur place une mission à risque.

Le fait que l'armée serbo-fédérale ait reconnu rapidement sa responsabilité dans cette triste affaire donne à penser qu'elle reste disposée à respecter les accords conclus avec la Croatie et les Nations unies. Certains dirigeants militaires et serbes peuvent en effet considérer que leurs objectifs sont maintenant atteints : ils contrôlent près d'un tiers du territoire croate et se rendent compte qu'ils n'auraient sans doute pas les moyens de conduire une autre guerre : en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, voire en Macédoine. D'autant plus que les descriptions se multiplient et que l'opposition, à Belgrade, commence à être entendue lorsqu'elle parle de conflit insensé et digne d'un autre siècle, qui ne fait qu'écarter la Serbie.

MAIS cette armée qui a bel et bien mené une guerre de conquête ne compte pas, loin s'en faut, que des « modérés ». La fraction « dure », conduite notamment par le général Adžić, l'un des chefs d'état-major, ne voit pas d'un très bon œil l'arrivée de casques bleus en Slavonie orientale et occidentale ainsi qu'en Krajina, où ils sont censés remplacer les forces fédérales. On ne peut donc pas exclure que la « bavure » de mardi soit en réalité une provocation visant à torpiller le processus en cours.

Les nationalistes serbes de la Krajina ont aussi annoncé qu'ils ne déposeraient pas les armes et les troupes « yougoslaves » ne renonceraient de leur « République autonome », et ces dirigeants jusqu'au-bourgeois ont des amis dans les rangs de l'armée. Quelques « éléments incontrôlés » - et ils sont nombreux dans cette guerre - auraient donc pu décider d'abattre les deux hélicoptères européens, pourtant aisément identifiables : une façon, pour eux, de dire que l'ONU et la CEE n'ont rien à faire en Yougoslavie... L'incident intervient d'ailleurs une semaine avant la réunion, à Bruxelles, des ministres des affaires étrangères des Douze, qui doivent se prononcer sur la reconnaissance de l'indépendance de la Slovénie, de la Croatie, et, éventuellement aussi, de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine.

M0147 - 0109 D - 6,00 F

L'armée serbo-fédérale a reconnu sa responsabilité dans la destruction en vol, mardi 7 janvier, en Croatie, d'un hélicoptère transportant des observateurs de la CEE par un MIG 21 yougoslave. Les cinq occupants de l'appareil - quatre militaires italiens et un français - ont péri. Un porte-parole de la mission de la CEE à Zagreb a annoncé que la surveillance du cessez-le-feu était provisoirement interrompue, le temps d'obtenir de nouvelles garanties pour la sécurité des observateurs.

BELGRADE

de notre correspondant

Les communiqués du gouvernement fédéral et du ministère de la défense à Belgrade sont tombés, mardi soir 7 janvier, six heures après l'attaque qui a coûté la vie à cinq observateurs de la CEE, et à la télévision de Belgrade a interrompu ses programmes pour les lire. « A l'occasion de cet événement regrettable et tragique, le ministère de la défense exprime ses profondes condoléances et annonce qu'une enquête va être ouverte d'urgence », disait l'un d'eux, tandis que le ministère des affaires étrangères de Belgrade exprimait l'espoir que « ce tragique incident n'entravera pas les efforts de la communauté internationale pour établir une paix stable et durable ».

Le drame de mardi n'en a pas moins ébranlé le fragile espoir de paix qui naissait dans le pays

après quatre jours d'un quatorzième cessez-le-feu, enfin respecté. Aux termes du communiqué officiel de l'armée fédérale publié dans la soirée de mardi, un avion yougoslave a, vers 14 heures, dans la région de Varazdin, à quelque 80 kilomètres au nord de Zagreb, abattu un hélicoptère de la Communauté européenne et touché un deuxième appareil qui a été contraint à un atterrissage forcé. Les cinq passagers de l'hélicoptère qui a explosé en vol - un officier français et quatre militaires italiens délégués en Yougoslavie dans le cadre de la mission d'observation - ont péri.

Regrettant cet événement « tragique et involontaire », l'armée yougoslave a annoncé qu'une enquête avait été ouverte d'urgence et que la présidence yougoslave en avait été informée.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite et nos informations page 3

## PS : entente au sommet

M. Mauroy a officialisé, mardi 7 janvier, outre son départ du poste de premier secrétaire du PS, la clause principale de l'accord permettant à M. Fabius de lui succéder : la reconnaissance du statut de M. Rocard comme « candidat virtuel » des socialistes à la future direction présidentielle. M. Fabius s'est entretenu avec M. Jospin, dont la couronne devrait hériter de la présidence de l'Assemblée nationale.

Lire page 8 l'article de PATRICK JARREAU

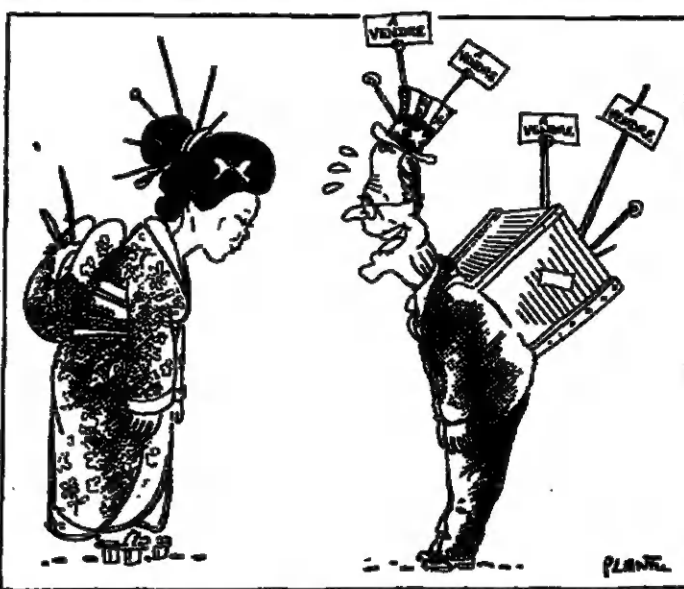
« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

« Le Monde des carrières » page 18  
« Le Monde insolite » page 19

La visite de M. Bush au Japon

## Accord américano-nippon pour « stimuler la croissance »

M. George Bush et le premier ministre japonais Kiichi Miyazawa se sont mis d'accord, le 8 janvier, sur une « déclaration commune d'économie globale » dont l'objectif est une « stratégie concertée destinée à stimuler la croissance ». Ils s'engagent à mettre de l'ordre dans leur économie : le Japon, en stimulant la demande interne ; les Etats-Unis, en réduisant le déficit budgétaire. Le secrétaire au Trésor a confirmé la tenue d'une réunion, vers le 25 janvier, des sept principaux pays industriels.



Lire page 26 l'article de notre correspondant PHILIPPE PONS et nos informations page 21

## EDUCATION • CORPUS

### « Sauve qui peut les profs... »

Nous poursuivons notre enquête sur le malaise et les attentes des enseignants par un coup de projecteur sur les instituteurs.

Contrairement à celles du collège et du lycée, les missions de l'école primaire n'ont pas fondamentalement changé dans les dix ou vingt dernières années. En revanche, la grande famille des « instituts » - ils sont plus de 300 000 - a volé en éclats. Alors qu'elle est restée très longtemps homogène, soudée par des idées communes, s'y côtoient aujourd'hui des styles de vie, des origines sociales, scolaires et professionnelles variées.

Une page est définitivement tournée dans l'école primaire.

Lire page 15 l'article de CHRISTINE GARIN

L'école s'oriente vers l'entreprise : patronat et syndicats renforcent leur partenariat à l'université sur écran : entre Libe et Dunkerque, une expérience originale d'enseignement à distance à distance : Les chou-chous du Musée d'Orsay : les étudiants grands absents des musées.

pages 15 à 17

## Algérie : comment contrer les islamistes ?

Interrompre ou non le processus démocratique : désarmés, les adversaires du FIS sont-ils plus divisés

ALGER

de notre correspondant

Une société se révèle aussi dans ses peurs. A Alger, aujourd'hui, à quelques jours d'une probable victoire électorale du Front islamique du salut (FIS), le propriétaire craint pour ses appartements ou ses villas inoccupées, l'intellectuel occidental pour sa langue - le français - et ses livres, la femme moderne pour son autonomie, l'ancien ministre ou le général pour ses biens acquis dans des circonstances douteuses, le cadre pour ses enfants promis à une école obs-

curantiste, le démocrate pour sa liberté et celle d'une société qu'il pressent en sursis.

L'angoisse, à laquelle se mêle parfois une féroce ironie, est partout palpable, alimentée par les déclarations de quelques dignitaires islamistes promettant aux « traitres » le châtiment et aux autres un mode de vie conforme à l'idée qu'ils se font de la loi divine. Les demandes de visa pour la France n'ont pas augmenté - elles sont même en légère régression par rapport aux chiffres de l'an dernier - mais, par dizaines, des Algériens viennent quotidiennement au consu-

lat de France s'enquérir des formalités à accomplir pour obtenir cette nationalité française que, sous certaines conditions, ils peuvent encore récupérer.

L'inquiétude n'épargne pas les membres du gouvernement. « Le FIS au pouvoir, c'est l'équivalent d'un billet sans retour », affirme tel ministre. « Avec lui, c'est la voie du drame ; ce sera pire que l'Iran », renchérit un autre. Rien ne semble pouvoir convaincre ceux qui, pour quelques jours encore, gouvernent l'Algérie, qu'en l'irréversible naufrage du pays qu'entraînerait une victoire des islamistes et un arrêt, plus ou

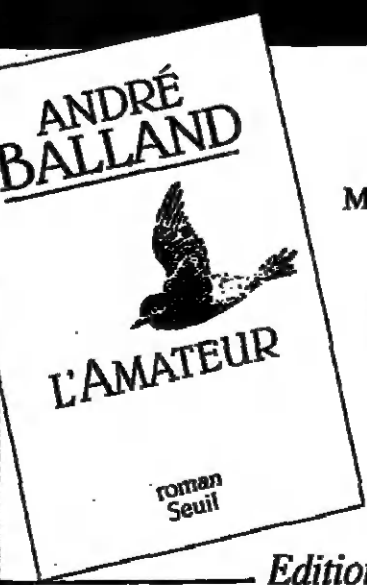
moins violent, du processus électoral en cours, il pourrait exister une autre voie.

« Les islamistes font toujours ce qu'ils disent, prévient encore un ministre. Ils nous ont promis l'Etat islamique, nous l'aurons. Aucune négociation n'est possible avec eux. Le FIS est un parti radical qui a gagné sur des positions radicales. Il ne changera pas, quelles que soient les assurances qu'il pourrait donner aux naïfs qui voudraient les entendre ».

GEORGES MARION

Lire la suite page 6

## ANDRÉ BALLAND



Comme si Monsieur Hulot abritait un Mister Hyde prêt à bondir. Michel Braudeau Le Monde

120 F

Editions du Seuil

## ARTS • SPECTACLES

### Les musées en Salon

Le troisième Salon international des musées et des expositions ouvre ses portes le 14 janvier au Grand Palais, à Paris. Plus de 280 musées et fondations français et étrangers y présenteront quelques « échantillons » de leurs collections qui font l'objet d'un immense engouement. Les musées se multiplient et sont devenus, pour la plupart, l'enjeu de telles luttes d'influence qu'on en oublierait presque leur première mission : la présentation au grand public de leurs collections. Certains, comme le Musée des arts et traditions populaires, connaissent dans ce contexte, des difficultés considérables.

Lire les articles d'EMMANUEL DE ROUX pages 27 à 29

### « Roberto Zucco » déprogrammé à Chambéry

L'ultime pièce de Bernard-Marie Koltès, inspirée de la vie du « tueur automatique » français Roberto Zucco, devait être présentée à la Maison de la culture de Chambéry les 8 et 9 janvier. A la suite de la protestation des familles des victimes et des appels à manifester d'un syndicat de policiers, M. Louis Besson, maire (PS) de Chambéry, a décidé le 7 janvier de ne pas « protéger les représentations ». Les responsables de la Maison de la culture ont donc annulé la présentation de cette production du TNP de Villeurbanne qui sera reçue à Paris, au Théâtre de la Ville, à partir du 5 janvier.

Lire les articles de ROBERT BELLERET et de COLETTE GODARD page 19







# ÉTRANGER

Le Monde • Jeudi 9 janvier 1992 • 3

YUGOSLAVIE : après la mort de cinq représentants de la CEE

## Le Conseil de sécurité de l'ONU maintient sa décision d'envoyer des observateurs

Le tragique incident survenu mardi 7 janvier en Croatie ne devrait pas remettre en cause les efforts de la Communauté européenne et de l'ONU en faveur du rétablissement de la paix en Yougoslavie. Le Conseil de sécurité des Nations unies a en effet réaffirmé mardi sa décision de dépêcher immédiatement en Yougoslavie une cinquantaine d'observateurs de la CEE, en attendant que la mission de la CEE à Zagreb a toutefois déclaré mercredi que la surveillance de la trêve était temporairement interrompue, jusqu'à l'obtention de garanties quant à la sécurité des observateurs. Il s'agit d'une décision opérationnelle qui ne remet pas en cause le principe de la mission.

« Cet incident tragique démontre eloquemment que les efforts de la communauté internationale pour garantir la paix en Yougoslavie doivent être doublement renforcés », a déclaré mardi le nouveau secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, qui s'est dit « choqué et attristé » par cet événement. La condamnation de l'incident par le Conseil de sécurité, nous indique notre correspondant à Belgrade Basir Pour, est venue après une réunion informelle sous la forme d'une déclaration de son président, l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir David Hannay. Dans cette déclaration, le Conseil demande des assurances aux autorités yougoslaves pour que de tels incidents ne se reproduisent plus et prend note du fait que ces dernières s'engagent à prendre « toutes les mesures nécessaires » après cette « violation flagrante » du cessez-le-feu.

Sir David Hannay a précisé que cet épisode n'aurait pas de conséquences négatives sur la décision d'envoyer 56 observateurs onusiens en Yougoslavie, figurant dans une résolution qui devait être adoptée mercredi après-midi. Ce texte, qui devait être approuvé « sans discussion » à l'unanimité, demande à toutes les parties du conflit yougoslave d'honorer les engagements pris à Genève et à Sarajevo et réaffirme la décision d'embargo sur les armes déjà en place depuis septembre dernier.

Le projet de résolution approuvé également le rapport préparé par M. Cyrus Vance, qui propose l'envoi de 10 000 « casques bleus » en Yougoslavie si le cessez-le-feu est respecté. Selon des diplomates à New-York, tous les membres du Conseil sont désormais en faveur de l'envoi d'une telle force, mais il se pourrait, après les événements de mardi, que certaines délégations exceptionnelles aux autorités yougoslaves.

Le représentant yougoslave à l'ONU, M. Darko Silovic, un Croate, a pour sa part estimé que la reconnaissance de la responsabilité de l'attaque contre les hélicoptères par l'armée yougoslave était « un grand pas en avant ». Pour M. Silovic, les sanctions prises contre le chef de l'aviation « montrent bien que les autorités entendent respecter le cessez-le-feu ».

Condamnations de la France et de l'Italie

A Paris, M. Roland Dumas a également déclaré que l'incident de mardi, qu'il a qualifié de « grave et inadmissible », devait « renforcer la Communauté européenne dans sa volonté de rechercher la paix ». Interrogé avant que les autorités de Belgrade aient réagi au drame, le ministre français a notamment déclaré : « Il est important que les responsabilités soient bien établies et que le gouvernement fédéral donne des explications ».

M. Dumas a indiqué que l'ambassadeur de France à Belgrade avait été chargé d'« élever une protestation ferme et de demander une explication au gouvernement ».

Le représentant tchécoslovaque doit prochainement se prononcer sur la démission du ministre tchèque de la justice, M. Léon Richter. Après avoir proposé sa démission pour « des raisons de santé » le 2 janvier, M. Richter est aujourd'hui l'objet d'une campagne d'accusation d'avoir collaboré avec la police politique (STB) du temps du régime communiste.

« J'ai les mains propres », a déclaré M. Richter au cours d'une conférence de presse tenue mardi 7 janvier. « Le seul moment où mon nom a pu apparaître dans les dossiers de la STB, a-t-il précisé, c'est en 1936, à mon retour de l'armée, lorsque on m'a proposé un emploi au Centre de recherche nucléaire en échange d'informations économiques. J'ai alors refusé. Cette information doit également figurer dans les archives de la STB ».

Autre éclaircissement apporté : l'ancien juge a reconnu avoir, au début de sa carrière, condamné un koulak — un riche fermier — pour « détention illégale d'armes et d'outils agricoles » à trois ans de prison, peine minimale en cette terrible période, devait-il souligner. Une confession publique aux accents d'autocritique qui en dit long sur le climat de suspicion qui règne en ce début d'année à Prague. Alors que la constitutionnalité de la loi d'épuration votée en octobre dernier n'a toujours pas été

Le projet de résolution approuvé également le rapport préparé par M. Cyrus Vance, qui propose l'envoi de 10 000 « casques bleus » en Yougoslavie si le cessez-le-feu est respecté. Selon des diplomates à New-York, tous les membres du Conseil sont désormais en faveur de l'envoi d'une telle force, mais il se pourrait, après les événements de mardi, que certaines délégations exceptionnelles aux autorités yougoslaves.

Le représentant yougoslave à l'ONU, M. Darko Silovic, un Croate, a pour sa part estimé que la reconnaissance de la responsabilité de l'attaque contre les hélicoptères par l'armée yougoslave était « un grand pas en avant ». Pour M. Silovic, les sanctions prises contre le chef de l'aviation « montrent bien que les autorités entendent respecter le cessez-le-feu ».

Condamnations de la France et de l'Italie

A Paris, M. Roland Dumas a également déclaré que l'incident de mardi, qu'il a qualifié de « grave et inadmissible », devait « renforcer la Communauté européenne dans sa volonté de rechercher la paix ». Interrogé avant que les autorités de Belgrade aient réagi au drame, le ministre français a notamment déclaré : « Il est important que les responsabilités soient bien établies et que le gouvernement fédéral donne des explications ».

M. Dumas a indiqué que l'ambassadeur de France à Belgrade avait été chargé d'« élever une protestation ferme et de demander une explication au gouvernement ».

Le représentant tchécoslovaque doit prochainement se prononcer sur la démission du ministre tchèque de la justice, M. Léon Richter. Après avoir proposé sa démission pour « des raisons de santé » le 2 janvier, M. Richter est aujourd'hui l'objet d'une campagne d'accusation d'avoir collaboré avec la police politique (STB) du temps du régime communiste.

« J'ai les mains propres », a déclaré M. Richter au cours d'une conférence de presse tenue mardi 7 janvier. « Le seul moment où mon nom a pu apparaître dans les dossiers de la STB, a-t-il précisé, c'est en 1936, à mon retour de l'armée, lorsque on m'a proposé un emploi au Centre de recherche nucléaire en échange d'informations économiques. J'ai alors refusé. Cette information doit également figurer dans les archives de la STB ».

Autre éclaircissement apporté : l'ancien juge a reconnu avoir, au début de sa carrière, condamné un koulak — un riche fermier — pour « détention illégale d'armes et d'outils agricoles » à trois ans de prison, peine minimale en cette terrible période, devait-il souligner. Une confession publique aux accents d'autocritique qui en dit long sur le climat de suspicion qui règne en ce début d'année à Prague. Alors que la constitutionnalité de la loi d'épuration votée en octobre dernier n'a toujours pas été

Le représentant tchécoslovaque doit prochainement se prononcer sur la démission du ministre tchèque de la justice, M. Léon Richter. Après avoir proposé sa démission pour « des raisons de santé » le 2 janvier, M. Richter est aujourd'hui l'objet d'une campagne d'accusation d'avoir collaboré avec la police politique (STB) du temps du régime communiste.

« J'ai les mains propres », a déclaré M. Richter au cours d'une conférence de presse tenue mardi 7 janvier. « Le seul moment où mon nom a pu apparaître dans les dossiers de la STB, a-t-il précisé, c'est en 1936, à mon retour de l'armée, lorsque on m'a proposé un emploi au Centre de recherche nucléaire en échange d'informations économiques. J'ai alors refusé. Cette information doit également figurer dans les archives de la STB ».

Autre éclaircissement apporté : l'ancien juge a reconnu avoir, au début de sa carrière, condamné un koulak — un riche fermier — pour « détention illégale d'armes et d'outils agricoles » à trois ans de prison, peine minimale en cette terrible période, devait-il souligner. Une confession publique aux accents d'autocritique qui en dit long sur le climat de suspicion qui règne en ce début d'année à Prague. Alors que la constitutionnalité de la loi d'épuration votée en octobre dernier n'a toujours pas été



vernement fédéral » et qu'il avait souhaité que le président en exercice de la Communauté internationale de son côté.

Des démarches similaires ont été faites par le gouvernement italien qui a rappelé en consultation son ambassadeur à Belgrade et demandé qu'une réunion d'urgence des ministres des affaires étrangères de la CEE soit organisée. La présidence portugaise avait prévu de réunir vendredi soir à Bruxelles les ministres des Douze pour parler à la fois des développements dans l'ex-URSS et de la situation en Yougoslavie, alors qu'on s'approche du délai que la Communauté s'est fixé à elle-même le 15 janvier, pour se prononcer sur la reconnaissance des Républiques qui en ont fait la demande. Cette réunion n'a pu être avancée qu'à « de quelques heures pour répondre à la demande italienne, en raison de l'emploi du temps de certains ministres, notamment M. Roland Dumas, retenu par sa visite en Israël. Le vice-ministre italien des affaires étrangères a qualifié l'incident d'acte « honteux » et de « sabotage prémédité contre les derniers efforts dans la recherche de la paix ».

Dans un communiqué, la Communauté européenne se déclare « horrifiée et extrêmement déçue » par les événements de mardi. Elle réclame que les responsabilités soient complètement établies et

annonce que les observateurs européens ont reçu pour instruction d'organiser immédiatement avec les autorités serbes et croates une commission d'enquête. L'ambassadeur portugais à Belgrade a été envoyé sur les lieux de l'incident, au nord de Zagreb.

Le département d'Etat américain a également condamné mardi l'attaque des hélicoptères, « violation flagrante du cessez-le-feu ».

(A.F.F. Reuters)

### Les victimes

Le lieutenant de vaisseau Jean-Loup Eyehenne, trente-quatre ans, qui a trouvé la mort mardi 7 janvier à bord de l'hélicoptère abattu en Croatie, était originaire de Toulon, marié et père de deux enfants. Il était entré dans la marine en 1979 et avait fait une carrière de fusilier marin. Sa dernière affectation avait été sur le porte-avions *Clemenceau*. Trois militaires et un assistant technique italien ont péri à bord du même hélicoptère. Trois autres observateurs italiens et un belge se trouvaient à bord de l'autre hélicoptère endommagé, dont ils ont pu sortir indemnes.

### Des émissaires clairement identifiables

Ce sont l'Italie et la France qui participent en plus grand nombre (une soixantaine d'hommes chacune, observateurs et assistants techniques) à la mission d'observation chargée par la Communauté européenne de surveiller l'application des accords de cessez-le-feu en Yougoslavie.

Au nombre de deux cents environ (diplomates et militaires) et accompagnés de quelque deux cents membres du personnel de soutien technique, les observateurs ont été parfois surnommés ironiquement « les marchands de glaces » en raison de leur tenue entièrement blanche qui devrait leur permettre, en principe, d'être clairement identifiés par les belligérants. Ils sont basés à Zagreb, Split et Belgrade, le plus fort contingent étant dans la capitale croate. Mais ils sont souvent en déplacement sur le terrain.

Les hélicoptères de la CEE en Yougoslavie sont également peints en blanc et arborent le

drapeau bleu à douze étoiles avec la mention « Communauté européenne » (en français et en anglais) qui est clairement lisible. Ils signalent en outre leurs déplacements aux autorités militaires. Les véhicules des observateurs européens — une centaine — sont aussi clairement identifiés.

A deux reprises au moins, des hélicoptères avaient été pris sous des tirs d'artillerie mais aucun observateur n'avait été alors blessé. La 22 octobre dernier, la CEE avait décidé de retirer de Yougoslavie six hélicoptères militaires (trois néerlandais et trois italiens) et un porte-avions néerlandais avait souligné le danger pesant sur de telles missions d'observation.

Après les Italiens et les Français, les plus forts contingents sont néerlandais, portugais, britannique et irlandais. Quatre pays non membres de la CEE, la Suède, la Pologne, la Tchécoslovaquie et le Canada, ont détaché des représentants.

## La responsabilité de l'armée fédérale

Suite de la première page

Désormais restreinte à la Serbie et au Monténégro, la présidence yougoslave s'est réunie mardi dans la soirée au titre de commandement suprême des forces armées yougoslaves. Elle a décidé de limoger le commandant de l'armée de l'air, qui se trouve être un Croate, le général Zvonko Jurjevic.

Selon le gouvernement de Zagreb, les deux hélicoptères de la mission européenne d'observation ont été touchés par un Mig 21 en provenance de l'aéroport militaire de Bihac, en Bosnie-Herzégovine. Les autorités croates ont précisé que le trajet des hélicoptères avait été signalé aux autorités compétentes ainsi qu'à l'état-major de l'armée yougoslave.

### Un drame non élucidé

Le premier ministre croate, M. Franjo Greguric, a accusé l'armée fédérale d'avoir cherché à provoquer « une escalade du conflit ». Le président croate, M. Franjo Tudjman, a pour sa part exprimé son « abaissement profond » dans une lettre adressée à l'émissaire spécial des Nations unies, M. Cyrus Vance,

et au président de la conférence sur la Yougoslavie, lord Carrington. Il demande dans cette lettre l'envoi « le plus urgent possible » de forces de paix en Croatie ainsi que le blocus de l'espace aérien. C'est le meilleur moyen, affirme M. Tudjman, de « contraindre la Serbie et l'armée yougoslave à mettre fin à leur agression contre la Croatie ».

Rare étaient cependant mardi soir, à Zagreb comme à Belgrade, ceux qui tiraient des conclusions définitives d'un drame non encore élucidé. Toutefois, M. Milan Babic, le président de la Krajina serbe, qui s'est, en décembre, constituée en République, a rejeté la responsabilité de « cet acte scandaleux » sur le haut commandement militaire yougoslave et, en particulier, sur le ministre fédéral de la défense, le général Kadijevic, et le chef de l'armée de l'air, le général Jurjevic. M. Babic s'était distingué ces derniers jours en prenant position contre le déploiement de casques bleus sur le territoire de la Krajina et en déclarant que les irréguliers serbes ne déposeraient pas les armes.

FLORENCE HARTMANN

TCHÉCOSLOVAQUIE : soupçonné d'avoir collaboré avec l'ancienne police politique

## Le ministre tchèque de la justice devrait quitter le gouvernement

PRAGUE

correspondance

Le Parlement fédéral tchécoslovaque doit prochainement se prononcer sur la démission du ministre tchèque de la justice, M. Léon Richter. Après avoir proposé sa démission pour « des raisons de santé » le 2 janvier, M. Richter est aujourd'hui l'objet d'une campagne d'accusation d'avoir collaboré avec la police politique (STB) du temps du régime communiste.

« J'ai les mains propres », a déclaré M. Richter au cours d'une conférence de presse tenue mardi 7 janvier. « Le seul moment où mon nom a pu apparaître dans les dossiers de la STB, a-t-il précisé, c'est en 1936, à mon retour de l'armée, lorsque on m'a proposé un emploi au Centre de recherche nucléaire en échange d'informations économiques. J'ai alors refusé. Cette information doit également figurer dans les archives de la STB ».

Autre éclaircissement apporté : l'ancien juge a reconnu avoir, au début de sa carrière, condamné un koulak — un riche fermier — pour « détention illégale d'armes et d'outils agricoles » à trois ans de prison, peine minimale en cette terrible période, devait-il souligner. Une confession publique aux accents d'autocritique qui en dit long sur le climat de suspicion qui règne en ce début d'année à Prague. Alors que la constitutionnalité de la loi d'épuration votée en octobre dernier n'a toujours pas été

Le représentant tchécoslovaque doit prochainement se prononcer sur la démission du ministre tchèque de la justice, M. Léon Richter. Après avoir proposé sa démission pour « des raisons de santé » le 2 janvier, M. Richter est aujourd'hui l'objet d'une campagne d'accusation d'avoir collaboré avec la police politique (STB) du temps du régime communiste.

vérifiées, les accusations se multiplient. Cette loi prévoit l'exécution des postes de la fonction publique, pendant une durée de cinq ans, de toute personne ayant collaboré avec la police politique entre 1948 et 1989 ainsi que celle des anciens hauts responsables communistes.

### Excès de clémence

En coulisse, on reproche en fait à M. Richter sa clémence à l'égard d'une dizaine de juges accusés d'avoir étroitement collaboré avec le régime communiste : leurs dossiers, qui traînent sur le bureau du ministre de la justice depuis des mois, n'auraient toujours pas été traités.

Au-delà de cette quête de justice, les intérêts politiques s'affichent désormais au grand jour. Dès que M. Richter a fait connaître son intention de quitter ses fonctions, le parti de la droite ultralibérale (ODS) du ministre fédéral des finances, M. Vaclav Klaus, rappelait que le poste de ministre de la justice lui revenait de facto.

A l'approche des élections législatives prévues en juin, l'ODS, créditée de 30 % des intentions de vote, tente de renouer ses positions en disqualifiant les représentants du Mouvement civique, l'aile gauche de l'ancien Forum civique, dont M. Richter est un des représentants au sein du gouvernement.

CATHERINE MONROY

ALLEMAGNE : procès pour fraudes électorales dans l'ex-RDA

## L'ancien maire de Dresde reconnaît avoir falsifié les résultats des élections municipales de 1989

DRESDÉ

de notre envoyé spécial

La décision de la justice allemande de demander des comptes pour toute action répréhensible commise sous l'ancien régime communiste de RDA a conduit, mardi 7 janvier, l'ancien maire de Dresde, M. Wolfgang Berghofer, et l'ancien responsable du Parti communiste (SED) pour la ville, M. Werner Moke, à répondre devant le tribunal de la falsification des résultats des élections municipales du 7 mai 1989, les dernières avant la réunification. Une procédure a également été engagée pour le même motif à Berlin contre l'ancien maire, M. Eberhard Krack, et dix de ses adjoints.

Le procès de Dresde met en cause des protagonistes qui ont joué un rôle important lors de l'effondrement du régime communiste en Allemagne. M. Berghofer est le premier responsable communiste à avoir accepté de discuter, début octobre 1989, avec les manifestants qui ne réclamaient encore que la démocratisation du régime. Il a fait partie ensuite de l'équipe de réformateurs « gorbatchéviens » qui avaient pris la tête du parti en décembre 1989, avant de démissionner un mois plus tard. Au moment des élections com-

munes de mai 1989, le responsable communiste de la région de Dresde était M. Hans Modrow, aujourd'hui député au Bundestag, qui était devenu à l'automne de la même année le dernier chef de gouvernement communiste de la RDA jusqu'aux premières élections libres de 1990.

La défense de M. Berghofer est assurée par le député social-démocrate Otto Schily, ancienne figure de proue des Verts ouest-allemands, qui a, d'emblée, refusé la possibilité pour le tribunal de juger les faits. « On ne fausse pas ce qui est falsifié », a-t-il estimé, en faisant remarquer que dans le système totalitaire de l'ex-RDA les élections n'avaient jamais été que des élections « fictives » au service du régime.

### Une épuration excessive ?

M. Berghofer n'a pas nié qu'il y ait eu fraude. Il en a longuement parlé lors du procès, il a mis en cause son concubine et l'ancien premier ministre Hans Modrow, chargés, selon lui, en tant que représentants tout-puissants du parti, de lui faire appliquer les directives de ce dernier.

Une fois de plus, la question est posée de savoir si l'on doit juger les maillons d'une chaîne où les décisions étaient centralisées au plus haut niveau du parti, à Berlin. Dans le procès, très controversé, des quatre gardes-frontières de Berlin, le procureur a ainsi réclamé en début de semaine deux ans de prison avec

sursis pour les trois gardes qui ont tiré, sur ordre, sur le jeune Chris Geoffroy, la dernière victime du mur en 1989, et vingt mois avec sursis à celui qui avait ordonné le tir. Leurs supérieurs ne figuraient au procès que comme témoins.

Le procès de M. Berghofer soulève une autre question importante : il s'agit de savoir comment juger ceux qui ont été impliqués dans le processus de réforme à l'intérieur du système est-allemand plutôt que sur une « révolution », à l'époque improbable. Or l'épuration menée contre les communistes dans les divers rouages de la société est-allemande n'a pas toujours fait la distinction. Le maire de Dresde, qui a abandonné toute activité politique depuis janvier 1990 et qui aujourd'hui recouvre dans les affaires, a soulevé le problème pour sa défense. Il a affirmé qu'il s'était prononcé à l'époque contre la fraude électorale, qu'il jugeait alors, ainsi que beaucoup d'autres fonctionnaires, comme une « erreur », en ajoutant qu'une démission n'aurait servi à rien. Elle l'aurait seulement empêché, a-t-il souligné, d'œuvrer de l'intérieur pour des réformes.

En 1989, M. Modrow lui-même était considéré par la presse ouest-allemande comme le Gorbatchev est-allemand. Seul dirigeant communiste à avoir échappé jusqu'à présent à l'opprobre, l'ancien premier ministre devait comparaître comme témoin mardi à la barre.

HENRI DE BRESSON

ab-el-Oued

sonnage de roman

Le Monde



• LES RÉSEAUX DE L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE — Pages 16 et 17

# LE MONDE

## diplomatique

N° 454 - 39<sup>e</sup> année

JANVIER 1992

Jérusalem :  
ville sainte,  
ville-forteresse

(Pages 22 et 23)

32 pages - 18 F  
Abonnements : voir page 28

Publication mensuelle - 5, rue Antoine-Sourdis, 75501 Paris Cedex 15

### Nouveau monde

Par IGNACIO RAMONET

**I**NCERTITUDE. Tel est le principe qui régit désormais la marche du monde. Le champ de l'instabilité s'est élargi aux dimensions de la planète et, dans presque tous les domaines, règne maintenant l'indétermination. A l'univers prévisible de la guerre froide - équilibré par la puissance militaire - succède un contexte politique fortement bouleversé, imprévisible, énigmatique.

Au cœur de ce nouveau panorama, un phénomène d'une amplitude exceptionnelle : la disparition brutale de l'Union soviétique. La mort de cette grande puissance et, tout simplement, de cet Etat (que la nouvelle Communauté d'Etats indépendants ne remplace pas) crée, à l'échelle planétaire, un vide stratégique dont on mesure à peine les conséquences. Il n'existe pas de précédent historique d'une fin aussi rapide - deux ans à peine - d'un redoutable empire.

Marshall. Celui-ci représentait 2 % du PNB des Etats-Unis, soit aujourd'hui quelque 100 milliards de dollars. Beaucoup trop pour une Amérique qui s'enfonce dans la plus longue récession de l'après-guerre et qui vient d'être secouée par l'annonce des 74 000 licenciements prévus chez General Motors. L'acquisition de la puissance industrielle des pays est affirmée ment et déclinée dix ans d'ici. La fin de la domination financière et économique de l'Occident - la régression laissent un déclin sur



JANVIER 1992  
ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

### LA LIQUIDATION DE L'UNION SOVIÉTIQUE

#### L'énigme russe

Le « coup d'Etat pacifique » de l'impulsif président de la Russie, M. Boris Eltsine, s'est parachevé le 25 décembre 1991 avec la démission de M. Mikhaïl Gorbatchev. Composée de Républiques peu soudées, privée de « centre », la nouvelle Communauté d'Etats indépendants (CEI) est dominée par la Russie qui, d'emblée, s'est saisie de l'héritage de l'Union soviétique, s'arrogeant même, sans précaution juridique, le siège de l'URSS au Conseil de sécurité de l'ONU - avec le consentement tacite des autres membres permanents. Le pouvoir de M. Eltsine, teinté d'autoritarisme, risque fort d'en venir prochainement à prendre des mesures d'exception si, comme tous le redoutent, les difficultés continuent de s'aggraver dans la Fédération de Russie.

Par AMNON KAPELIOUK

ment, au Kremlin, le drapeau tricolore de l'Etat s'est levé le 26 décembre 1991, le 26 décembre s'est achevé l'un des plus mouvementés de l'histoire. L'URSS n'a pas rayé de la carte ses vœux de l'indépendance de l'intérieur, et avec un traditionnel adversaire, la Fédération de Russie.

lui-même (1). A l'ami allemand, le nouveau maître du Kremlin voulait offrir un cadeau « humanitaire » : M. Erich Honecker, l'ex-président de RDA, l'un des dirigeants communistes les plus fidèles à Moscou. « C'était comme si vous donniez votre animal chéri pour des expériences de vivisection », selon l'expression de l'un des militaires soviétiques qui se sont opposés à l'ex-tradition du vieux leader est-allemand promise par M. Eltsine à M. Kohl.

### L'EXTENSION DU CONFLIT EN YOUGOSLAVIE

par Catherine Lutard. La reconnaissance de la Croatie et de la Slovaquie s'accompagne d'un durcissement de la guerre.

### L'ALLEMAGNE EN PREMIÈRE LIGNE POUR LA CONQUÊTE DES ÉCONOMIES DE L'EST

par Laurent Carroué. L'affirmation d'une puissance non seulement financière mais aussi politique.

### ÉMERGENCE DE L'ASIE CENTRALE

par Alain Gresh et Selig S. Harrison. Une nouvelle donne marquée par la fragmentation de l'Afghanistan et l'indépendance des Républiques musulmanes de l'ex-URSS.

### DEUX « AMÉRIQUES NOIRES » SÉPARÉES PAR LES INJUSTICES DE L'ÉCONOMIE

par Serge Halimi. La question raciale, de plus en plus une question sociale.

### LA RANÇON DE L'EUPHORIE FINANCIÈRE

par Denis Clerc. Après dix ans de débordements d'une finance débridée, la récession.

### LES OBSCURS DESTINS DE L'ARGENT DE LA DROGUE

par Alain Labrousse. Qui blanchit ces fabuleuses ressources ?

### QUELLE NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE POUR CUBA ?

par Janette Habel. La difficile reconversion du régime de M. Fidel Castro.

### AFRIQUE DES COMPTOIRS, OU AFRIQUE DU DÉVELOPPEMENT ?

par Achille Mbembe. Le débat sur l'avenir du continent n'a de sens que s'il intègre la question fondamentale du développement.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

صكزامن الأصل



## EUROPE

GÉORGIE : après la dispersion violente d'une manifestation de partisans du président déchu

### Des divergences apparaissent entre les dirigeants de l'opposition

Des négociations se sont déroulées, mardi 7 janvier, entre des représentants de l'opposition géorgienne et des responsables arméniens sur le sort du président Zviad Gamsakhourdia. Selon le ministre géorgien de la défense en exil, M. Charanidze, les deux parties ont décidé que le président déchu pourrait rester en Arménie pour le moment. Mais ses fidèles seraient démantés et renvoyés en Géorgie.

La guerre des chefs en un début de guerre civile. Les appels au calme lancés dans la soirée par le leader du gouvernement provisoire, M. Tengiz Sigoua, et sa promesse solennelle que « tout emploi d'armes à feu contre les manifestants sera sévèrement puni » ont été suivis par des milliers de personnes qui ont manifesté dans les rues de Tbilissi. Mais, dans la nuit, des coups de feu ont été entendus. M. Charanidze, le ministre de la Défense en exil, a déclaré que le président déchu pourrait rester en Arménie pour le moment. Mais ses fidèles seraient démantés et renvoyés en Géorgie.

contre qui se rebellerait-il une nouvelle fois ? Parmi les « militaires », il faut aussi parler de M. Vaja Adamia, dirigeant d'une autre milice - une de plus ! - la « société Merab Kocava », dont le rôle reste des plus obscurs. « Actif » dans la lutte contre les Osettes, accepterait-il les mesures d'ouverture décidées par le Conseil militaire et notamment la libération d'un des responsables de la rébellion de cette région ? « Il est très orgueilleux et n'est sans doute pas heureux de ne jouer qu'un second rôle dans le Conseil militaire », explique un journaliste de Tbilissi.

#### Des cravates et des kalachnikov

Parmi les civils, la personnalité principale reste M. Tengiz Sigoua. Ancien premier ministre de M. Gamsakhourdia, il est maintenant à la tête du gouvernement provisoire. Pragmatique, sérieux, cet ancien directeur de l'Institut de métallurgie essaie de donner une image un peu plus conventionnelle de l'équipe actuellement au pouvoir, bien que des divergences apparaissent de plus en plus entre les civils et les militaires. Dans son entourage, on voit ainsi plus de costumes que de cravates et de kalachnikov. Il a reçu, mardi, quelques architectes pour parler de la reconstruction du centre de Tbilissi détruit par les derniers combats. Peu connu en dehors de la capitale, il manque pour le moment de charisme si nécessaire dans un tel pays.

S'il existe actuellement plus de cent vingt partis politiques en Géorgie, aucun ne paraît en mesure de s'imposer dans les futures élections. « Si le scrutin avait lieu aujourd'hui, aucune formation ne dépasserait 10 % des voix », pronostique un député. A l'exception, peut-être, de M. Guis Tchakouria, chef du Parti national démocratique, figure de proue du combat pour l'indépendance, et de M. Gueorgui Khachava, peu de personnalités de l'opposition civile sont connues dans toute la Géorgie. Dans l'état actuel des choses, il ne pourrait pas eux non plus provoquer, sinon un raz-de-marée, du moins un courant susceptible de leur donner une majorité parlementaire stable.

Hypothèse bien lointaine puisque M. Sigoua a annoncé des élections pour le mois d'avril et que, d'ici là, la Géorgie risque de connaître encore bien des remous.

JOSÉ-ALAIN FRALON

TBILISSI

de notre envoyé spécial

« Il faut tous les tuer ! » « Gamsakhourdia, reviens ! ». Ils, ou plutôt elles, tant les femmes dominaient dans la foule, étaient plus de deux mille, mardi 7 janvier, dans le centre de Tbilissi pour manifester leur soutien à l'ancien président géorgien, moins de quarante-huit heures après sa fuite vers l'Arménie. Bravant l'interdiction de tout rassemblement édictée par le Conseil militaire et le gouvernement provisoire, les manifestants, regroupés devant la gare centrale, ont ensuite marché vers les faubourgs de la capitale, souvent applaudis par des gens depuis leur balcon. Vers 15 heures, une quinzaine d'hommes armés, en casque et long manteau, appartenant aux milices de l'opposition, sont arrivés en volature et ont obligé la foule à se disperser en tirant de nombreux coups de feu en l'air - mais plusieurs personnes furent tuées ou blessées. Des photographes de presse et des cameramen furent également pris à parti.

#### Un pays en décomposition

Cette manifestation, et la manière dont elle a été réprimée, prouve à tout le moins que les partisans de l'ancien président n'ont pas désarmé. La situation est d'autant plus incertaine que des incidents ont éclaté dans plusieurs régions du pays, principalement dans l'Ouest, d'où est originaire M. Gamsakhourdia (traîne arriérée, barbares sur les routes, affrontements armés qui auraient fait une dizaine de morts).

Les partisans de l'ancien président manifesteraient-ils de nouveau mercredi en début d'après-midi comme ils l'avaient annoncé ? Que feraient dans ce cas les dirigeants militaires ? Une répression violente risquerait de transformer un combat limité pour le moment à une

MADRID

de notre correspondant

De Marbella, sur la côte sud de l'Espagne, le prince Georges suit de très près l'évolution de la situation dans son pays. Une terre qu'il ne connaît pas mais qu'il espère fouler bientôt cet héritier de la couronne géorgienne. Et puis, pourquoi pas, si le peuple le veut, si c'est dans l'intérêt de la nation, Georges Bagration de Mukhrani pourrait devenir Georges XIV. Il succéderait à Georges XII, évincé du pouvoir après l'annexion de la Géorgie par la Russie en 1801. Le numéro XII, il préfère l'éviter.

Néanmoins, ce prince de quarante-sept ans ne veut pas précéder les choses. « Je suis prêt à rentrer comme simple citoyen », nous a-t-il confié. « Le pays a déjà suffisamment de problèmes, ce n'est pas la peine d'en ajouter d'autres. J'ai donc quand on me le demandera, mais certainement en 1992, car je meurs d'envie de visiter mon pays. » Georges Bagration n'a rien d'un

farouche partisan d'un retour à la royauté. Mais tout de même, une monarchie parlementaire ou constitutionnelle est une possibilité tout à fait envisageable pour le prince, qui prend l'exemple de l'Espagne et rappelle qu'une monarchie parlementaire existait au treizième siècle en Géorgie avec la reine Tamara. En avril dernier, le président du Parlement est venu lui rendre visite et lui a dit que la monarchie serait restaurée « avant la fin du siècle ». Georges Bagration ne se prononce pas sur la possibilité d'un retour, mais il sait, en plus de son pays. Sur les conseils d'amis, il a quitté la vie madrilène et son travail de relations publiques chez Fiat-Lancia

#### Héritier et pilote de course

Depuis presque trois ans, le prince héritier se prépare à un retour et il constate que les événements le rapprochent de plus en plus de son pays. Sur les conseils d'amis, il a quitté la vie madrilène et son travail de relations publiques chez Fiat-Lancia

pour « étudier son pays » et depuis un an apprendre la langue, ce qui, il en convient, n'est pas facile. Devenu consultant de la firme automobile, le prince se prépare dans le calme au grand retour, aux retrouvailles avec ses racines.

Il est né à Rome en 1944. Sa mère est morte lors de l'accouchement et son père est venu s'installer en Espagne - « seul pays qui n'était pas en guerre » - où il a épousé l'infante Mercedes de Bavière. La princesse a passé sa vie en Espagne, s'y est mariée deux fois avec deux Espagnols dont il a eu au total quatre enfants. Pilote de course de 1963 à 1982, il a été deux fois champion d'Espagne dans diverses catégories, sans pouvoir toucher à la formule 1 faute de moyens.

MICHEL BOLE-RICHARD

(Publicité)  
CENTRE RACHA 61 RADIO  
COMMUNAUTÉ JUDÉOQUE FM 94.2  
JEUDI 9 JANVIER 1992 à 20 h 30  
FACE À LA PRESSE  
FRANÇOIS LÉOTARD  
président d'honneur du PR  
Shimon PERES, Radio Communauté  
Oscar AKOUM, Judéiques FM  
Marc KRAVETZ, « Libération »  
Roger ASCOT, L'Arche  
Philippe BERNARD, Le Quotidien de Paris  
Yves DERRAL, Actualité Jeune  
Alain ROLLAT, « Le Monde »  
Animé par Olivier GULLAND  
P.A.F.  
Centre Rachá, 30 bd de Port-Royal 75005 Paris.  
TEL : 43-51-55-47.

## AMÉRIQUES

HAÏTI

### Les négociations pour résoudre la crise piétinent

Plusieurs centaines de manifestants néo-dualistes ont défilé, mardi 7 janvier, dans les rues de Port-au-Prince. Ils entendaient protester contre un éventuel retour au pouvoir du président renversé Jean-Bertrand Aristide et contre les nouvelles négociations entamées lundi à Caracas en vue de la nomination d'un premier ministre de consensus.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Depuis quelques jours, des rumeurs circulent en Haïti prédisant un nouveau coup d'Etat du secteur jusqu'au-boutiste de l'armée, qui refuse toute solution négociée à la crise. Le but des négociations entre le président Aristide et la délégation dirigée par les présidents du Sénat et de la Chambre des députés, MM. Déjean Bédizaire et Duly Brutus, est de nommer un nouveau premier ministre qui formerait un « gouvernement d'union nationale ». Selon le schéma mis au point par l'Organisation des Etats américains (OEA), l'embarquement imposé à Haïti par la communauté internationale serait ensuite levé, avant un « retour différé » du président Aristide renversé le 30 septembre 1991.

Les candidats au poste de premier ministre proposés par le président en exil au Venezuela ont tous été rejetés par un petit groupe de sénateurs et de députés, sans que l'ensemble des parlementaires aient pu exprimer librement leur choix. Sous la pression du médiateur de l'OEA, le colombien Augusto Ramirez Ocampo, et de l'ambassadeur des Etats-Unis en Haïti, M. Alvin Adams, le président Aristide avait annoncé à la fin décembre qu'il était prêt à envisager la candidature du « communiste modéré » René Théodore, ferme opposant au père Aristide. Interrogé sur ce choix, le porte-parole du département d'Etat,

M. Joe Snyder, a souligné que les Etats-Unis « appuyaient fortement ce qui apparaît comme un pas en avant dans la solution négociée de la crise ».

En raison de l'hostilité d'une partie de l'armée et des milieux d'affaires à la nomination d'un communiste, la candidature du conservateur Marc Bazin, opposé au retour du président Aristide, a refait surface ces derniers jours. Consulté à ce sujet par M. Ocampo, le président Aristide a répondu que son candidat demeurait le social-démocrate Victor Benoit, tout en ajoutant qu'il était prêt à rencontrer M. René Théodore.

Face aux pressions des Etats-Unis, qui insistent pour qu'un adversaire du père Aristide occupe le poste de premier ministre pour lui faire contrepoids, un certain nombre de partisans du président constitutionnel se résignent au choix de M. Théodore. « L'important, c'est la réouverture de l'espace démocratique, le rétablissement des libertés fondamentales et le retour du président Aristide », souligne M. Evans Paul, le maire de Port-au-Prince, qui participe aux négociations de Caracas.

En échange de l'acceptation de M. Théodore, le président Aristide et son équipe exigent le départ du général Raoul Cedras, qui a pris la tête du coup d'Etat, et des officiers les plus compromis.

Selon un rapport récemment rendu public par trois organisations américaines de défense des droits de l'homme, Haïti est retourné depuis le coup d'Etat « aux jours les plus sombres de son histoire ». Americas Watch, la Coalition nationale pour les réfugiés haïtiens et Médecins pour les droits de l'homme affirment que « les assassinats, les disparitions, les mauvais traitements et les arrestations politiques se poursuivent ». D'après le rapport, le but de la répression est double : « Détruire les conquêtes politiques et sociales obtenues depuis la chute de la dynastie Duvalier, et s'assurer que, quel que soit l'avenir politique d'Haïti, toutes les structures capables de reproduire ces conquêtes soient anéanties ».

JEAN-MICHEL CAROIT

ÉTATS-UNIS

### A la demande du pape sursis pour un condamné à mort

A la demande du pape Jean-Paul II, le gouverneur du Texas, M. Ann Richards, a accordé lundi 6 janvier au soir un sursis de trente jours à un condamné à mort qui devait être exécuté mardi matin pour le viol et le meurtre d'une religieuse. C'est la première fois depuis la réintroduction de la peine de mort au Texas en 1982 qu'un gouverneur intervient pour sursis à une exécution. Depuis l'arrivée de M. Richards au poste de gouverneur l'an dernier, il y a eu cinq exécutions au Texas.

Johnny Frank Garrett a été condamné pour le viol et le meurtre d'une religieuse âgée de soixante-seize ans dans un couvent d'Amarillo en 1981. Il avait dix-sept ans au moment des faits. M. Richards a expliqué qu'elle avait accordé ce sursis à la demande du pape et pour permettre à la défense de faire à nouveau appel. Les avocats du jeune homme affirment que celui-ci souffre de troubles mentaux et ne devrait pas être exécuté. - (AP)

## ASIE

NÉPAL : difficiles premiers pas de la démocratie

### Le royaume himalayen demeure lourdement tributaire de l'Inde

Naguère royaume théocratique, le Népal vient d'achever sa première année de monarchie constitutionnelle « à la britannique ». Le roi Birendra a annoncé, le 30 décembre, le départ de six des dix-sept ministres en fonctions depuis mai. Ils étaient en désaccord avec le chef du gouvernement, M. G. P. Koirala, à qui il reprochait de prendre des libertés croissantes avec la ligne du parti du Congrès, principale formation politique du pays. Un cabinet élargi, comptant désormais vingt-quatre membres, a été nommé.

Par ailleurs, M. Koirala a fait, en décembre dernier, son premier voyage officiel en Inde. Les rapports avec le grand voisin du Sud, par lequel transite l'essentiel du commerce, restent le souci majeur de la politique népalaise. De nouveaux traités économiques ont été signés à cette occasion.

KATMANDOU

de notre envoyé spécial

Depuis son entrée en fonctions, fin mai, à la suite de la victoire du Congrès aux premières élections démocratiques organisées depuis trente-deux ans, le premier ministre a donné la priorité à la normalisation avec son grand voisin méridional. « Coincé entre les deux principales puissances de l'Asie, nous a-t-il expliqué, nous devons tenir compte de cette réalité et ne pouvons nous permettre d'indisposer ni l'un ni l'autre ».

C'est précisément parce qu'elle avait pris ombrage d'un important achat d'armes chinoises par Katmandou que l'Inde avait décidé, en mars 1989, de ne pas reconduire les traités de commerce et de transit entre les deux pays, fermant ainsi la plupart des postes de pas-

sage frontaliers. La désorganisation de l'économie provoquée par ce quasi-blocus devait alimenter le mécontentement populaire et précipiter le mouvement en faveur de la démocratie qui a amené le roi Birendra à accepter la transformation du royaume en une monarchie constitutionnelle.

En juin 1990 déjà, la visite en Inde du premier ministre du gouvernement intérimaire formé par le Congrès et les communistes avait permis la réouverture des points de transit frontaliers. La signature des nouveaux traités devrait accélérer la réconciliation, favorisée par l'arrivée au pouvoir de l'ancien roi, traditionnellement proche de son homonyme indien. M. Koirala a, ainsi, passé plusieurs années en exil en Inde.

Mais ces bons rapports entre partis n'excluent pas des divergences d'intérêts entre voisins au poids forcément inégaux, et encore moins les frictions. C'est ce qu'avait rappelé un premier report de la visite de M. Koirala, motivé par le refus indien de donner son agrément au nouvel ambassadeur de Katmandou, M. Chakra Bastola, impliqué en 1973 dans le détournement d'un avion. L'Inde a finalement accepté les lettres de créances de M. Bastola après qu'un tribunal eut décidé de classer l'affaire.

#### Le poids des marxistes

Avec ses 110 sièges sur 205 au Parlement, le Congrès ne dispose pas de la majorité des deux tiers nécessaire pour la ratification des traités avec l'Inde. Il doit compter avec l'opposition résolue de la puissante Union marxiste-léniniste (UML), coalition de divers groupes communistes qui a recueilli 69 sièges, dont 8 sur 10 dans la vallée de Katmandou, où flottent toujours des drapeaux rouges frappés de la faucille et du marteau.

Les marxistes n'ont pas l'inten-

tion de faire de cadeaux à un premier ministre qui se proclame anti-communiste. Brahmane de l'est du pays, comme M. Koirala, le secrétaire général de l'UML, M. Madan Bandari, ne se sent nullement ébranlé par les bouleversements du monde communiste : « Seul le socialisme scientifique est capable de libérer l'homme de l'exploitation », proclame-t-il. Si le communisme a failli en URSS, c'est parce que le parti est devenu anti-peuple. Ici, il est pour le peuple et pour la nation ».

Au sujet des relations avec New Delhi, M. Bandari accuse le Congrès de « brader les intérêts du Népal et de vouloir le rendre encore plus dépendant de l'Inde ». « Si les traités ne nous satisfont pas nous les rejetterons », ajoute-t-il. Le premier ministre ne désespère pourtant pas de réunir la majorité nécessaire à leur ratification en exploitant les divisions des communistes. Ainsi, à la mi-octobre, un groupe de militants du PC, dont des membres du comité central, ont annoncé qu'ils le quittaient pour rejoindre le Congrès, « en raison de l'échec du communisme en URSS et pour renforcer la démocratie ».

Sept mois après les élections, le Népal n'a pas fini de faire l'apprentissage de la démocratie. « Avec une économie au bord de l'abîme, remarque M. Koirala, il n'est guère aisé de répondre à l'impatience populaire ». Alors que 70 % des dix-neuf millions de Népalais ne parviennent pas à se nourrir correctement, le chômage et l'inflation sont en effet durement ressentis par la population. N'ayant d'autres sources de devises que le tourisme, les exportations de tapis et les fonds envoyés par les Népalais établis en Inde, l'économie reste largement tributaire de l'aide étrangère.

JEAN-CLAUDE BUHRER



## AFRIQUE

## Algérie : comment contrer les islamistes ?

Suite de la première page

Quelques centaines de mètres plus loin, dans le palais roccoco du bord de mer où le Front de libération nationale (FLN) a élu domicile, M. Mouloud Hamrouche n'a pas de telles frayeurs. Détendu, tirant avec rapidité sur un gros cigare, l'ancien premier ministre rit de toutes ses dents. « Il faut rendre cette justice à la direction du FIS qu'elle a réussi à imposer une discipline à sa base, dit-il. Les quelques menaces entendues jusqu'ici ne sont pas représentatives. Leur sang-froid est pour moi le signe qu'ils ont conscience de leurs futures responsabilités. »

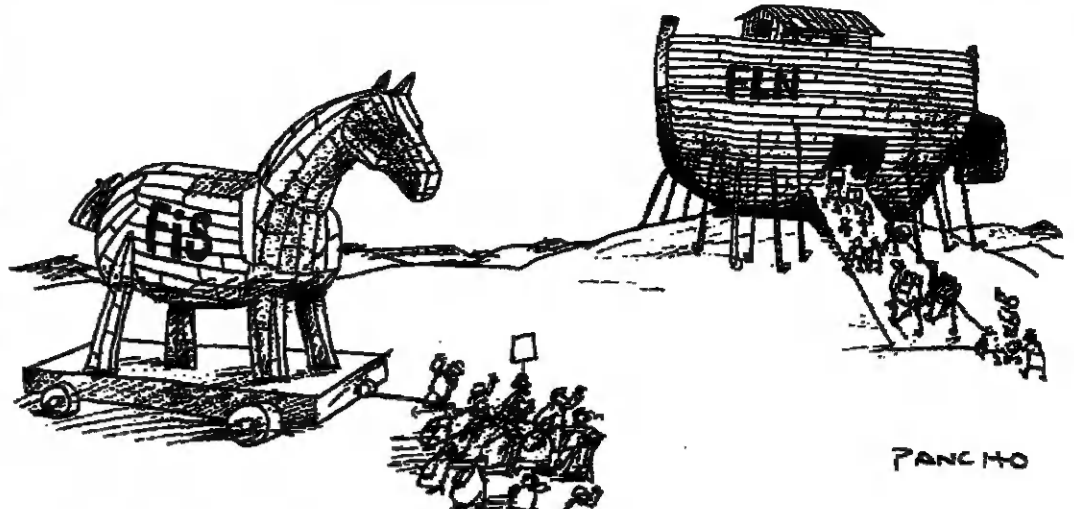
Quelques heures plus tôt, au cours

d'une conférence de presse, le secrétaire général du FLN, M. Abdelhamid Mehri, avait pincé la même corde en affirmant sa certitude que face à la réalité du pouvoir les discours changent. Y compris ceux du FIS. « Il faut continuer dans la voie tracée, aller au second tour, ne pas faire des raisonnements superficiels, a-t-il affirmé. Nous ne pouvons nous écarter de la légalité constitutionnelle, c'est notre garantie à tous. »

Car, aujourd'hui, deux tendances s'affirment avec force. L'une, qui groupe la majorité des membres du gouvernement, les partis démocratiques défaits, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et une

myriade d'associations socioprofessionnelles, admet, avec à peine quelques nuances, qu'il est urgent de stopper le processus, même s'il faut mettre une nouvelle fois, les chars dans la rue. Pour eux, le virus islamiste est, à coup sûr, mortel. L'autre tendance, où se retrouvent le FIS, le FLN et le Front des forces socialistes (FFS) de M. Hocine Aït Ahmed, soutient qu'il faut, coûte que coûte, aller de l'avant : le FIS parce qu'il n'attend pas de laisser voler sa victoire, le FLN et le FFS (qui ont obtenu respectivement 15 et 25 sièges au premier tour) parce qu'un coup d'Etat serait, pour eux, pire que le mal.

Semblable à un médecin qui teste un vaccin dont il ne connaît pas tous les effets, M. Hamrouche est, quant à lui, prêt à prendre le risque d'un pouvoir islamique. Le vaccin emportera-t-il le malade ou, comme il l'espère, produira-t-il des anticorps qui sont aujourd'hui l'unique gage de la guérison ?



PANC HO

Entre ces deux factions, soumis à une constante pression, campe le président de la République, M. Chadli Bendjedid. Ses ministres et leurs amis lui conseillent de démissionner dans les prochains jours, de créer une situation institutionnelle nouvelle qui justifierait une intervention de l'armée, la nomination d'un gouvernement de transition élargi et le gel du processus démocratique, jusqu'à la chute de la fièvre, dans six mois ou un an. Il faut savoir que c'est le dernier service qu'il peut rendre au pays s'il ne veut pas passer dans l'Histoire comme celui qui aura ouvert la porte à la dictature islamique et à la guerre civile qui risque de s'ensuivre.

M. Chadli sait-il qu'en privé les propos de certains membres du gouvernement sont autrement plus rudes ? « Ces élections, c'est lui qui les a voulues ; il doit en assumer les conséquences », soutient un ministre. « Sous le couvert d'élections législatives, ce scrutin était en fait une élection présidentielle, écrivait un autre. Les électeurs n'ont pas voté pour élire des députés, mais pour exprimer leur

défiance à celui qui incarne un système qu'ils exècrant. » Et, croit-il, ajoute : « Ce n'était pas un vote, mais un vote de révolte. »

L'Histoire, M. Hamrouche l'irrite aussi pour connaître le président de rétro à son poste. Quelle image gardera-t-on de lui s'il fait ses responsabilités ? se demande-t-il. Quel respect pourra-t-il espérer ? L'ancien premier ministre assure que l'argument porte, que M. Chadli est décidé à poursuivre le processus électoral, à rester aux commandes. « Sans ingratitude », conclut-il.

Samedi 11 janvier, au plus tard, cet impératif peut prendre la forme d'une décision du Conseil constitutionnel chargé de rendre un avis sur les 341 recours en annulation concernant 142 circonscriptions (le Monde daté 5-6 janvier). Si, comme le croient certains, plusieurs dizaines d'élus étaient invalidés, la régularité du premier tour pourrait s'en trouver fortement affectée, comme vient de le suggérer, à plusieurs reprises, le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali. Il ne manquerait alors pas de voix pour demander l'annulation

de l'ensemble du scrutin, à commencer par le tout récent Comité pour la sauvegarde de l'Algérie qui, autour de l'UGTA et d'autres organisations socioprofessionnelles, semble avoir pour ambition ultime de créer les conditions permettant de tout arrêter.

La suite est des plus incertaines. L'armée, dont les chefs penchent pour une intervention, mais dont la base et l'encadrement subalterne y regardent peut-être à deux fois, se saisi-t-elle de l'occasion pour faire bonjour aux islamistes, quitte à imposer au président de la République un départ qu'il n'aurait pas souhaité ? Le FIS, et surtout ses troupes les plus jeunes, se laisserait-il déposséder de sa victoire toute proche sans réagir violemment ? Rares sont en tout cas l'Algérie aura connu un tel danger dans une telle atmosphère de fin de règne. Depuis plusieurs jours, divisée et hésitante, l'armée est en état d'alerte et ses troupes sont cantonnées dans les casernes.

GEORGES MARION

## Le mutisme craintif de Paris

ALGER

de notre correspondant

Peu de temps après les résultats du premier tour, un émissaire de l'Etat algérien a discrètement cherché à savoir ce que serait la réaction française en cas d'arrêt du processus électoral en Algérie. Paris s'est bien gardé de répondre à une telle question. Quelques bonnes paroles prononcées, depuis, sur les vertus de la démocratie et les dangers qu'elle court à Alger cachent mal, en effet, l'embarras français.

Consterné par le score inattendu des islamistes au premier

tour, Paris n'est, pour le moment, qu'un spectateur passif, craignant par-dessus tout que la situation algérienne ne profite au Front national, qui saurait exploiter de main de maître le « danger-islamiste » à une heure de vol de la France ». Le coût financier d'un changement de route n'est pas, non plus, étranger au mutisme de la France, qui craint qu'une stabilisation politique en Algérie ne passe par une aide extérieure massive. Or ni la France et ses quelques trois millions de chômeurs, ni les autres pays européens, déjà engagés sur d'autres fronts ou peu concernés

par l'évolution du Maghreb, ne paraissent être en mesure de consentir un effort supplémentaire.

Pour l'instant, Paris ne peut qu'ouvrir ses portes aux quelques personnalités qui, dans la crainte de représailles islamistes, ont pris la précaution d'y envoyer leur famille. Des mesures de prévention analogues sont en cours de réflexion à l'ambassade de France à Alger où, à la suite de sombres pronostics sur la future situation politique, on vient de décider le recensement des tentes et couvertures disponibles.

G. M.

## Libéria : plongée dans le « Taylorland »

Charles Taylor, qui contrôle toujours 90 % du Libéria, retarde l'application des accords de paix. Ses hommes n'ont pas désarmé

GBARNGA

correspondance

L'Executive Mansion, le sanctuaire de Charles Taylor, se donne des airs de résidence officielle. Un bulldozer a récemment ouvert, dans la lairie, une avenue bordée de mâts chargés de guirlandes de Noël. Le bâtiment, une villa assez quelconque, juchée au sommet d'une colline qui surplombe Gbarnga, est solidement protégé. De jeunes combattants, armés de fusils AK 47 et de lance-roquettes, montent la garde.

Dans un coin de la cour poussiéreuse, encombrée de véhicules tous terrains, sous un abri de fortune, une batterie anti-aérienne pointe ses deux canons vers le ciel. Au crépuscule, deux maquisards, engoncés dans des uniformes visiblement récupérés, amènent les couleurs. Des officiers de l'ECOMOG, la force ouest-africaine d'interposition, observent la scène, au garde-à-vous.

Ce samedi 4 janvier, Charles Taylor reçoit dans son salon aux murs roses et à la moquette rouge cramoisi, une délégation comprenant le ministre ivoirien des affaires étrangères, M. Amara Essy, son homologue burkinabé, M. Dominique Issa Konopé, le général nigérien Ishaya Bakut, commandant en chef de l'ECOMOG. Les trois hommes ont les traits tirés et sont visiblement irrités par la « mise en scène » que leur hôte a préparée pour leur prouver que toute la population est acquiescée à sa cause. Sans savoir exactement où ils allaient, ils ont parcouru plus de 250 kilomètres, depuis Monrovia, avant de se retrouver à Gbarnga, une grosse bourgade poussiéreuse non loin de la frontière guinéenne où les attendaient plusieurs centaines de manifestants qui scandaient : « Pas de Taylor, pas de paix ». « Plus de Sawyer ! Nous voulons Taylor. »

## « Problèmes psychologiques »

Une manifestation « spontanée » qui a agacé les visiteurs du « président » - autoproclamé - Taylor. Et puis, ultime vexation, avant de pénétrer dans l'Executive Mansion : le général Bakut a dû, sous la pression d'un maquisard excité, les yeux injectés de sang, descendre de son command car que le jeune homme a tenté de fouiller, son escorte étant consignée au poste de garde.

Les rapports entre les « comman-

dos » du Front national patriotique du Libéria (FNPL), qui contrôlent toujours 90 % du territoire libérien, et les soldats de l'ECOMOG - cantonnés depuis l'été 1990 à Monrovia - sont empreints de méfiance et de suspicion. Le désarmement des maquisards de Charles Taylor par la force d'interposition, comme le prévoient les accords de « Yamoussoukro-4 », signés fin octobre 1991 en Côte-d'Ivoire (le Monde du 1<sup>er</sup> novembre 1991), n'a toujours pas eu lieu, et risque fort de ne pas se réaliser, en tout cas dans l'immédiat.

Plus personne ne dément le blocage de la situation. « Nous nous concertons pour voir pourquoi la mise en place du plan ne se fait pas aussi vite que prévu », reconnaît le chef de la diplomatie ivoirienne, qui estime qu'il y a « des problèmes psychologiques » et qu'il « faut créer la confiance entre les deux parties ».

Le général Bakut a presque la même analyse de la situation. « Je pense que la durée de la période pour établir la confiance a été sous-estimée », déclare cet homme affable, au visage rond, qui a servi dans les rangs de la FINUL au Liban, en 1980. L'arrivée de quelques cents soldats sénégalais pour contre-balancer l'influence du Nigeria au sein de l'ECOMOG n'a pas, pour l'instant, détendu l'atmosphère.

A l'exception de quelques patrouilles de reconnaissance et de l'ouverture de bureaux de liaison de l'ECOMOG à Gbarnga et à Buchanan - le port en eaux profondes sur l'océan Atlantique contrôlé par Charles Taylor - le déploiement massif des « casques blancs » sur l'ensemble du territoire libérien, qui devait être terminé le 15 janvier, n'a pas débuté.

Le président du Front national patriotique affirme pourtant qu'il fait « tout son possible pour permettre la réalisation du plan de paix », mais, explique-t-il dans une allusion aux récents combats qui ont opposé, à la frontière sénégalaise, ses troupes aux rebelles de l'ULIMO, essentiellement d'anciens soldats de l'ex-président Samuel Doe, « ce que nous essayons de faire c'est que plus aucune vie humaine ne soit perdue dans ce pays ».

La situation dans cette zone sert de prétexte à Charles Taylor pour retarder la mise en application du plan de paix. Sa promesse de réouverture des routes, vendredi 10 janvier, notamment l'axe Monrovia-Gbarnga où une vingtaine de barrages ont été installés, est, fraîchement accueillie par M. Amos Sawyer, le président du gouvernement intérimaire, dont les membres sont qualifiés par

M. Taylor de « menteurs marxistes entraînés en Bulgarie et en Roumanie ».

Le professeur Sawyer qui, à Monrovia, s'est installé dans le palais présidentiel, une pâle copie en béton et en aluminium de la Maison Blanche, estime que « l'ouverture des routes ne représente qu'un des aspects de l'accord ». « Il y a aussi le désarmement et le cantonnement de tous ceux qui se baladent dans ce pays », ajoute-t-il. Il ne cache pas son pessimisme sur la tenue d'élections générales au mois d'avril, comme le prévoient les accords de Yamoussoukro, constatant qu'« il a fallu deux mois à Charles Taylor et à ses acolytes pour accepter une réunion de la commission électorale ».

## Malnutrition évidente

Depuis quelques semaines, les rapports entre les deux camps se dégradent. Le gouvernement intérimaire a visiblement décidé d'asservir économiquement le « Taylorland », en imposant un embargo total sur les marchandises à destination des zones sous contrôle du FNPL et en remplaçant les coupures de 5 dollars libériens, les plus utilisés, par de nouveaux billets. Cette mesure a été très mal

accueillie à Gbarnga, où l'on estime que cette décision pourrait « faire dérailler le processus de paix ».

Pendant ce temps, le drame des Libériens se poursuit. Si, à Monrovia, les quelque six cent mille habitants arrivent à se nourrir grâce aux dons de la communauté internationale, il n'en va pas de même pour les autres, ceux qui vivent à l'intérieur du pays. Les Nations unies ont en effet décidé de suspendre, provisoirement, leurs opérations dans les zones contrôlées par Charles Taylor, pour protester contre l'attitude des « freedom fighters » (combattants de la liberté) du FNPL, qui rançonnent et parfois agressent. Lors d'une tentative de distribution de nourriture dans le comté de Grand Geddeh, non loin de la frontière ivoirienne, un responsable - britannique - des Nations unies a été giflé par un jeune maquisard.

« Vous venez nourrir les Krahns » (les membres de l'ethnie du défunt président Samuel Doe) lui a lancé le petit seigneur de guerre qui régnait sur son « check point », son barrage routier. Dans cette région, les enfants, les cheveux décolorés et le ventre ballonné, souffrent de kwashiorkor. Ils manquent de protéines. Si l'on ne peut pas encore parler de famine, les signes de malnutrition sont évidents.

JEAN-KARIM FALL

## EN BREF

■ ANGOLA : ouverture d'une enquête après la mort de quatre touristes britanniques. - Les autorités angolaises ont ouvert une enquête, lundi 6 janvier, à la suite de la mort de quatre touristes britanniques, tués vendredi alors qu'ils circulaient en convoi près de Quiquén, dans le sud du pays. Selon différentes sources, ces touristes auraient été victimes d'anciens soldats regroupés dans le cadre du plan de paix des Nations unies, qui auraient quitté leur cantonnement pour s'approvisionner. - (AFP.)

■ CAMEROUN : report des élections législatives. - Le gouvernement camerounais a décidé de reporter à une date indéterminée les élections législatives prévues pour le 16 février. Plusieurs partis politiques, dont l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP), avaient appelé au report de ces élections. - (AFP.)

■ DJIBOUTI : les maquisards aléas d'avoir capturé tout ca-

quant militaire. - Les maquisards aléas du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD) ont fait savoir, lundi 6 janvier, dans un communiqué publié à Paris, qu'ils avaient capturé quelque cent cinquante soldats gouvernementaux, depuis jeudi dernier, dans la région de Tadjourah. Les pertes de l'armée djiboutienne seraient de « plusieurs dizaines de morts » et de « plus de cent blessés », précise le communiqué.

■ TOGO : série d'attentats à la bombe. - Le ministre togolais de la sécurité a annoncé, mardi 7 janvier, la nomination d'une commission qui sera chargée d'enquêter sur une série d'attentats à la bombe contre les domiciles de membres de l'opposition. Deux attentats ont eu lieu les jours précédents à Atakpame, à 170 kilomètres au nord de Lomé, et trois à Sokode, à 300 kilomètres au nord de la capitale. - (Reuters, AP.)

■ COLOMBIE : Pablo Escobar se dissocie des menaces de son cartel. - Le principal « baron » de la drogue colombienne, Pablo Escobar, a affirmé depuis sa prison, mardi 7 janvier, être étranger à une déclaration de guerre du cartel de Medellín contre son rival de Cali. Le « capo », qui s'est livré à la justice le 19 juin dernier et doit prochainement être jugé, a assuré qu'il entendait respecter « la paix, la justice et la démocratie en Colombie ». - (AFP, Reuters.)

■ COMORES : formation d'un gouvernement de réconciliation nationale. - Un nouveau gouvernement, composé de membres de douze partis politiques, a été formé, lundi 7 janvier, aux Comores, conformément à un pacte de réconciliation nationale conclu huit jours plus tôt. M. Mohamed Taki Abdulkarim dirige ce gouvernement qui comprend douze ministres, dont M. Saïd Hassan Saïd Hachim (affaires étrangères) et M. Moh-

med Saïd Abdallah Mchamgams (finances). - (Reuters.)

■ MEKIQUE : mini-remaniement ministériel. - Le président Salinas de Gortari a procédé, mardi 7 janvier, à un réaménagement de son cabinet, fusionnant les ministères des finances et du plan sous la houlette de M. Pedro Aspe, personnalité montante du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir. Ancien adversaire malheureux de M. Salinas lors de la désignation du candidat du PRI à la dernière élection présidentielle, M. Manuel Bartlett Diaz a démissionné de son poste de ministre de l'éducation, après l'annonce de ce remaniement. - (UPI, Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
DES LIVRES

صكنا من الأصل



Aujourd'hui, L'Expansion réinvente L'Expansion.

# L'EXPANSION

9/22 JANVIER 1992 • 25F



**FRANCE-RFA  
DEUX MODELES  
DE PATRONS**



**PREVISIONS  
LA CRISE  
S'INSTALLE**



**PHILIPS  
LE GRAND  
MENAGE**



**LE CAPITALISME  
EST-IL MORAL ?**

André Comte-Sponville

GRUPE EXPANSION

L'Économie ignore les frontières. L'Expansion observe les entreprises, leurs dirigeants et leurs produits à l'échelle du monde. Le monde change. L'Économie explique plus et mieux. Avec l'Expansion vous

ne vous contentez plus de savoir, vous comprenez. Les chiffres ne suffisent pas. Dans l'économie, dans l'entreprise, il faut aussi des idées. L'Expansion donne aux décideurs les moyens de réfléchir et d'anticiper.

**L'EXPANSION**

Les idées font avancer le monde.



## POLITIQUE

La succession du premier secrétaire du PS

## M. Mauroy présente M. Rocard comme le « candidat virtuel » des socialistes à la future élection présidentielle

Les discussions sur les conditions de l'accession de M. Laurent Fabius à la tête du Parti socialiste continuaient à la veille de la réunion du comité directeur, convoqué jeudi 9 janvier. Le président de l'Assemblée nationale s'est entretenu mardi avec M. Lionel Jospin. Pour M. Pierre Mauroy, qui a présenté M. Michel Rocard comme le « candidat virtuel » des socialistes à la future élection présidentielle, la reconnaissance de ce fait est la clé de l'accord permettant à M. Fabius de prendre la direction du parti. Socialisme et République, le courant de M. Jean-Pierre Chevènement, envisageait, mercredi, de présenter un candidat contre M. Fabius.

En désignant M. Michel Rocard, mardi 7 janvier, après la réunion du bureau exécutif du PS, comme le « candidat virtuel » des socialistes à l'élection présidentielle, M. Mauroy se voulait porteur d'un message de M. François Mitterrand, qu'il avait déjà délivré en privé à l'ancien premier ministre. Pour le maire de Lille, les conditions de son départ et de la transition qu'il assure en faveur de M. Fabius sont celles d'un accord politique, dont il se considère comme le garant et dont la clé est la reconnaissance, par le président de la République d'abord, de la vocation de M. Rocard à lui succéder. Démentant le point de vue exprimé à l'Élysée, selon lequel M. Mitterrand lui aurait demandé de se retirer, M. Mauroy réaffirme qu'il a lui-même décidé de partir, qu'il en a informé le chef de l'État et énoncé les conditions.

Ces conditions sont aussi celles de l'accord entre MM. Fabius et Rocard, dont ce dernier estime qu'il lui a permis d'éloigner la menace d'une « opération Delors », destinée à lui barrer la route. La mise hors jeu de M. Michel Delebarre, favorisée par l'annonce prématurée de sa candidature, à la fin de la semaine dernière, aurait été la première traduction de l'efficacité du dispositif Fabius-Rocard contre M. Jacques Delors. En revanche, la portée exacte du refus commun, par les deux anciens premiers ministres, de la représentation proportionnelle pour les élections législatives est moins nette. Selon diverses sources, les deux hommes seraient convenus de se référer aux termes de la résolution adoptée par le congrès extra-

ordinaire du PS, en décembre dernier, affirmant le souhait d'un scrutin mixte, qui permette de remédier à certaines lacunes de la représentation politique tout en conservant la capacité de gouverner. Cette formule exclut, en tout état de cause, le retour pur et simple à la proportionnelle départementale de 1986.

M. Jospin a reçu, mardi, au ministère de l'Éducation nationale, M. Fabius, venu s'entretenir avec lui de la succession de M. Mauroy. L'arrivée du président de l'Assemblée nationale rue de Solferino constitue, objectivement, un revers pour M. Jospin et pour ses amis, qui s'y étaient opposés en 1988 et, de nouveau, en 1990. Mardi soir, lors d'une réunion des parisiens du ministre de l'Éducation nationale, des voix se sont fait entendre pour rappeler que cette opposition était fondée sur une différence de conception du parti — différence dont rien n'indique qu'elle ait été effacée — et pour critiquer le comportement de M. Mauroy, porté à la tête du PS par les jospinistes contre M. Fabius, auquel il livre aujourd'hui la place.

Ces observations ont été, néanmoins, minoritaires. Les jospinistes prennent acte de « la quasi-unanimité du parti pour soutenir la candidature » de M. Fabius, selon le constat fait, mardi matin, par M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, à la sortie de son entretien hebdomadaire en compagnie de son homologue de l'Assemblée nationale, M. Jean Auroux — avec M<sup>me</sup> Edith Cresson. « J'espère que l'arrivée de M. Fabius permettra de donner une nouvelle dynamique au parti », a ajouté M. Estier.

## Quelle place pour les jospinistes ?

C'est sur ce point que M. Jospin et ses amis s'interrogent et posent des conditions. S'ils sont, de fait, débarrassés de ce qui était devenu pour eux le fardeau de la « résistance » à M. Fabius — et, à travers lui, à la volonté présidentielle — deux votes s'ouvrent aux jospinistes. Ils peuvent être les porteurs de ce que le ministre de l'Éducation nationale analyse comme le début de cet « engagement plein et entier du président sur la scène intérieure du pays », qu'il avait appelé de ses vœux au congrès extraordinaire. Ils peuvent, aussi, se retrouver dans une situation similaire à celle des fabusiens jusqu'à maintenant, c'est-à-dire formellement partie prenante d'un second général, ou réalité extérieure à la marche des affaires du parti.

Le sens du processus au terme duquel M. Fabius devrait accéder

à la direction du PS se joue sur deux postes, celui de numéro deux du parti et la présidence de l'Assemblée nationale. Du côté fabusien, la répartition est présentée comme simple : le numéro deux aux rocardiens (ce pourrait être M. Gérard Lindeberg, leur coordinateur dans le secrétariat national actuel), le « perchot » aux jospinistes, M. Mauroy ayant fait savoir qu'il ne le revendique ni pour lui-même, ni pour l'un de ses proches. La fonction reviendrait à M. Henri Emmanuelli, président de la commission des finances de l'Assemblée, candidat malheureux à la présidence du groupe socialiste en octobre 1990. Ce dernier poste, selon les fabusiens, resterait acquis à M. Auroux, l'un des leurs.

Cette répartition convient, naturellement aux rocardiens, mais ils se gardent d'en faire une affaire. Les jospinistes, en revanche, estiment qu'en réservant le poste de numéro deux à un rocardien, M. Fabius ferait clairement le choix d'un « axe » avec le maire de Conflans-Sainte-Honorine, au détriment du rassemblement du parti. Ils tiennent, aussi, à conserver la responsabilité des fédérations actuellement exercée par M. Daniel Vaillant. Ils s'interrogent, enfin, sur le calendrier du remplacement de M. Fabius à la présidence de l'Assemblée nationale. Selon l'entourage de l'actuel titulaire du « perchot », un nouveau président n'est pas élu pendant la session extraordinaire qui commence mercredi, l'ordre du jour de celle-ci étant fixé par un décret du président de la République qui, bien sûr, ne le prévoyait pas. Il faudrait donc attendre le début de la session ordinaire de printemps, en avril, ce qui permettrait d'ailleurs à M. Fabius de nommer lui-même le membre du Conseil constitutionnel que le président de l'Assemblée nationale devra désigner le mois prochain. Les jospinistes observent que l'ordre du jour de la session extraordinaire peut être modifié par un nouveau décret présidentiel.

M. Fabius se souviendra-t-il du « pacte d'unité mitterrandiste » qu'il avait proposé avant le congrès de Rennes, en mars 1990, ou bien cherchera-t-il à tirer le profit maximal de son entente avec M. Rocard pour réduire le courant formé, à l'origine, contre lui par M. Jospin ? Les amis du ministre de l'Éducation nationale estiment que la réponse n'apparaît pas seulement à M. Fabius, mais aussi à M. Mitterrand et que l'impulsion qui viendra, ou non, de celui-ci révélera la nature du processus engagé cette semaine.

PATRICK JARREAU

Après la démission du premier adjoint

## Le maire RPR d'Asnières est contesté par sa majorité

La démission de M. Yves Cornic, premier adjoint au maire d'Asnières (Hauts-de-Seine), mis en minorité à deux reprises par le conseil municipal sur ses projets d'urbanisme, ouvre la succession de M. Michel Maurice-Bokanowski, maire RPR de la ville depuis 1959, sénateur, ancien ministre.

Depuis plusieurs mois, une dizaine d'associations se battent contre le plan d'urbanisme de M. Yves Cornic, premier adjoint au maire d'Asnières, accusé de favoriser le « tout-béton » au détriment des zones pavillonnaires et du patrimoine immobilier ancien. Les associations dénoncent notamment « la création de dix ZAC en trois ans, synonymes de pavillons détruits, de quartiers rudes, de maisons éphémères ». Le 23 décembre, date du dernier conseil municipal, MM. Michel Maurice-Bokanowski, maire de la ville, et Yves Cornic avaient été mis en minorité lors du vote du rapport sur la voirie et l'urbanisme (vingt-huit voix contre, dix-huit pour). Le conseil avait déjà refusé d'adopter le rapport d'urbanisme de M. Cornic sur la ZAC du métro, quelques jours auparavant.

C'est cette opération qui a cristallisé les oppositions. « Sur les 8 hectares de la ZAC, seuls 1 270 mètres carrés sont occupés par des pavillons », déclare M. Cornic. Mais on y trouve les locaux de la société Logos, une secte de Kurdes chutes très puissante, qui a utilisé tous les moyens de pression possibles.

L'association est pilotée par M<sup>me</sup> Marion Sarraut, petite-fille d'Albert Sarraut, figure de la III<sup>e</sup> République. Certains élus ont

profité de cette polémique pour déstabiliser M. Maurice-Bokanowski. « En réalité, les projets d'urbanisme proposés n'avaient rien de démesuré », affirme l'adjoint démissionnaire. Cette ville a longtemps eu un plan d'occupation des sols très dissuasif, qui n'aurait pratiquement aucune possibilité de construire. La commune a vieilli, il y a resté plus de logements sans confort qu'ailleurs. La nouvelle politique d'urbanisme voulait favoriser la création de logements, supprimer les îlots insalubres et attirer des entreprises.

Outre son départ du conseil municipal, M. Yves Cornic a annoncé qu'il ne se représenterait pas, en mars prochain, aux élections cantonales. Il était vice-président du conseil général, chargé des transports.

M. Maurice-Bokanowski, pour sa part, se borne à déclarer qu'il est en train de constituer une commission, qui devra statuer dans les jours à venir sur la conduite de l'urbanisme à Asnières. Les élus qui se sont désolidarisés de la majorité, conduits par MM. Manuel Aeschlimann (RPR) et Frantz Taittinger (non-inscrit), ne cachent pas leur volonté d'obtenir la démission de M. Maurice-Bokanowski. « Le maire a été littéralement conquis par ses administrés lors d'une réunion publique sur l'urbanisme le 19 décembre dernier », rapporte M. Aeschlimann. Il n'a pas compris la nécessité de changer de politique. Au contraire, il applique les mêmes méthodes autoritaires que son ancien premier adjoint.

La guerre de succession est bel et bien ouverte à Asnières. Le 6 janvier, trois des élus dissidents étaient exclus du RPR. Ils ne cachent pas leur volonté de remplacer M. Maurice-Bokanowski par

M. Taittinger et déclarent être largement soutenus au sein du conseil municipal. M. Maurice-Bokanowski, âgé de soixante-dix-neuf ans, baron du gaullisme, après s'être illustré pendant la seconde guerre mondiale, a été ministre des PTT de 1960 à 1962, puis ministre de l'Industrie jusqu'en 1966. Il est sénateur des Hauts-de-Seine depuis 1968.

M. Frantz Taittinger, fils de M. Jean Taittinger, ancien maire de Reims, et neveu de M. Pierre-Christophe Taittinger, maire du seizième arrondissement de Paris, n'ignore pas que M. Charles Pasqua, président du conseil général, « patron » politique du département, n'est pas prêt à laisser une ville de soixante-dix mille habitants, où ses amis sont largement majoritaires, entre les mains d'un maire non inscrit, fût-il de droite. M. Taittinger rappelle ses liens familiaux avec le RPR, et notamment le poste de secrétaire général qu'occupait son père. « Le RPR est le parti dont je suis le plus proche, et je suis prêt à m'y inscrire », dit-il. Il ajoute vouloir rencontrer M. Pasqua, puis M. Juppé, rapidement. Le message ne peut être plus clairement formulé.

JOSÉE POCHAT

□ Rectificatif. — Nous avons repris, dans le Monde du 8 janvier, page 9, une version erronée de l'échange entre M. Michel Rocard et M. Laurent Fabius en 1979. Le premier avait déclaré qu'entre le rattachement [et non : le plan] et le marché, il n'y a rien, et le second lui avait répondu, à la tribune du congrès de Metz : « Entre le rattachement et le marché, Michel Rocard, il y a le socialisme ».

La préparation des élections régionales

## La Réunion : la droite joue la carte de l'union

C'est M. Pierre Lagourgue, président sortant du conseil régional, qui conduira la liste de droite aux élections régionales. MM. Jean-Paul Virapoulle et André Thien-Ab-Koon, députés, ainsi que M. Eric Boyer, président du conseil général, ont décidé de faire cause commune avec lui.

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

de notre correspondant

Longtemps rongée par ses divisions internes, relevant plus de différends d'ordre personnel que du débat d'idées, la droite réunionnaise s'achemine vers une liste commune pour les élections régionales. Si le principe de l'union n'est plus discuté, ni disputé, tant dans les rangs du RPR que dans ceux de la gauche locale centriste, il reste à peaufiner une liste pour satisfaire les aspirations des maires départementalistes, qui veulent tous au moins une place honorable pour leurs plus proches compagnons de route.

Depuis l'éviction de l'ancien premier ministre, M. Michel Debré, de l'échiquier politique local en 1988 à l'occasion des élections législatives, les formations de la droite, à la Réunion, cherchaient leurs marques respectives à défaut de trouver l'unité sur le nom d'un rassemblement. Depuis l'ancien premier ministre du général de Gaulle de longues années durant, aucun homme providentiel n'étant apparu, il a bien fallu forger une stratégie de cohésion au sein de troupes disparates, peu enclines à partager.

Dans cette course à l'union, quatre personnalités ont joué un rôle-clé. Ce sont elles qui porteront la flamme de la droite aux prochaines échéances. Tout d'abord le président sortant du conseil régional, M. Pierre Lagourgue, proche de Raymond Barre, élu sous l'étiquette d'une coalition centriste, « France-région-avenir ». M. Lagourgue gère depuis 1986 l'assemblée régionale après avoir réussi à former auprès de lui un consensus réunissant toutes les grandes formations politiques locales. Porté à la présidence par les communistes, les socialistes et les centristes, M. Lagourgue a fait patienter les élus du RPR plus d'une année au purgatoire régional avant de les intégrer au sein du bureau de la droite. Le président sortant désigné pour conduire la liste d'union à droite, soucieux de conserver son indépendance vis-à-vis des partis politiques, a posé comme préalable à son engagement la poursuite de l'action menée par le conseil régional sous son impulsion.

Deux parlementaires, M. Jean-Paul Virapoulle, député UDC, maire de Saint-André, et M. André Thien-Ab-Koon, député non inscrit, maire du Tampon, ont mis fin à leurs querelles personnelles pour mieux se consacrer à l'union. L'un et l'autre ambitionnent de fédérer

les diverses composantes de l'opposition réunionnaise. En fait, ces deux députés sont les principaux architectes d'une stratégie qui veut concilier la représentativité de chaque courant et la répartition géographique de la population électorale sur l'île.

Les socialistes plus menacés que les communistes

Un moment tenté de compter ses voix, à la tête d'une liste concurrente, M. Eric Boyer, président « divers droite » du conseil général, a finalement préféré faire cause commune avec MM. Lagourgue, Virapoulle et Thien-Ab-Koon. Il est vrai que sa position fragile à la présidence du département (il lui interdisait toute manœuvre solitaire, pour ne pas perdre ce fauteuil après les élections cantonales. Les quatre « locomotives » de la liste essaient donc, à présent, de raccrocher au train de l'union l'ancien maire de Saint-Denis, M. Auguste Legros, ex-RPR, député non inscrit. Celui-ci espère surtout voir rouler sa circonscription pour empêcher toute autre candidature que la sienne, à droite, en 1993.

Si cette stratégie d'union de la droite résiste au poids du passé, c'est tout l'échiquier politique qui en sera bouleversé. En effet, l'existence d'une liste commune mettrait l'opposition en mesure de remporter une majorité de sièges au conseil régional. Elle marquerait ainsi une rupture puisque, depuis plusieurs années, la composition du bureau des assemblées départementales et régionales (divers droite-

PCR pour la première ; divers droite-PCR-PS-RPR pour la seconde) illustrait l'éclatement de la droite locale en plusieurs courants souvent hostiles. Cette situation était habilement exploitée, d'ailleurs, par le Parti communiste réunionnais (PCR) : par un jeu d'alliances calculées, la formation de M. Paul Vergès avait pu obtenir des positions de force au sein des deux Assemblées.

Cette nouvelle configuration est donc suivie avec attention par les communistes locaux, qui ne ménagent pas leurs critiques tant à l'adresse de M. Virapoulle qu'à celle de M. Thien-Ab-Koon. Mais, paradoxalement, l'union de la droite risque d'être plus préjudiciable à la fédération socialiste qu'au PCR. Compte tenu de son implantation sur le terrain, la formation dirigée par M. Vergès devrait conserver ses positions pour l'essentiel. En revanche, pris en tenaille entre une droite réunie et un PCR encore puissant, les socialistes devront resserrer les rangs s'ils veulent confirmer leurs acquis de 1988. Leur situation est d'autant plus difficile que des listes secondaires, comme celle que M. Camille Sudre veut lancer sous l'égide de Radio Free-Dom, pourraient cristalliser une partie de l'électorat de gauche.

ALIX DJOUX

(1) Comme chacun des autres DOM, l'île de la Réunion est une région métropolitaine.

## Languedoc-Roussillon : M. Claude Allègre conduira la liste socialiste dans l'Hérault

MONTPELLIER

de notre correspondant

On attendait M. Georges Frêche, le maire de Montpellier, et c'est finalement M. Claude Allègre qui a été officiellement investi par la fédération socialiste de l'Hérault pour conduire la liste du PS aux élections régionales en Languedoc-Roussillon. Actuel conseiller municipal d'opposition de la commune de Lodève, M. Claude Allègre va ainsi tenter une entrée sur la scène politique régionale. Conseiller spécial auprès du ministre de l'Éducation nationale, M. Lionel Jospin, il a mené localement un travail dans l'ombre, se faisant notamment l'avocat de la ville de Montpellier pour obtenir la construction d'une nouvelle faculté de droit, dans le nouveau quartier de Port-Marianne, chère au maire de Montpellier. Il a également été l'artisan de l'obtention d'un pôle d'excellence européen. Sa désignation devrait être l'occasion pour lui d'être plus présent sur le terrain, même si, parmi ses amis, nombreux sont ceux qui lui reconnaissent de

grandes qualités politiques mais qui ne voient pas en lui un leader de campagne électorale.

Sa désignation met fin à un long suspense savamment entretenu par M. Georges Frêche, que beaucoup, chez les socialistes de l'Hérault, voyaient comme le candidat le mieux placé pour affronter M. Jacques Blanc, actuel président (UDF) de la région. En refusant de prendre la tête de la liste, le maire de Montpellier met ses actes en conformité avec ses paroles. Il a toujours considéré l'abandon de la réforme du mode de scrutin comme une erreur politique et pense qu'aujourd'hui les régions n'ont pas les moyens de leurs ambitions. Mais il espère aussi se mettre à l'abri d'une éventuelle défaite ou, au mieux, d'une trop courte victoire, faute d'une réelle majorité. En se contentant d'un rôle secondaire, il risque cependant de se voir reprocher de reculer devant l'adversité, la conjoncture ne donnant pas, en effet, l'avantage au Parti socialiste.

JACQUES MONIN

## BIBLIOGRAPHIE

## Comment moderniser la Constitution

L'intérêt du livre de Jean Glavany est qu'il propose de façon concrète les moyens pratiques de « moderniser » la Constitution qui peuvent éviter de déclencher une guerre civile institutionnelle. Le livre a été écrit avant que M. Mitterrand ne s'exprime sur le sujet, mais M. Glavany, qui fut jusqu'en 1989 son chef de cabinet, connaît assez bien la pensée du chef de l'État sur ces problèmes. Pourtant, il ne la reproduit pas forcément sur tous les points et il fait même preuve d'originalité à plusieurs reprises.

Afin de maintenir les consensus qui s'établissent depuis trente ans, il ne propose de réformer ni la procédure référendaire, ni le vote des étrangers, ni la composition et le rôle du Sénat, ni même le mode de scrutin. Toutefois, à la faveur d'un article paru dans le Monde du 28 décembre, il a choisi de prendre plus nettement position en faveur d'un scrutin mixte, tout en se gardant d'évoquer les obstacles constitutionnels à une telle réforme.

Quelques membres du comité directeur du Parti socialiste, M. Glavany n'en porte pas moins un grand respect aux institutions gaulliennes, au point de se demander si, en 1969, le Parti socialiste n'a pas eu tort de voter contre le référendum sur le Sénat et les régions proposés par de Gaulle, il

n'en propose pas moins une vingtaine de réformes dont chacune, travaux d'experts, sorte d'états généraux incontestables, la définition d'un programme minimum de réforme. Un comité consultatif constitutionnel composé de parlementaires et de représentants du pouvoir donnerait ensuite son avis. Le Conseil d'État serait alors consulté sur un projet que le gouvernement aurait établi au vu des travaux d'experts. C'est alors, mais alors seulement, que le texte serait soumis à l'Assemblée nationale et au Sénat selon la procédure de l'article 89 et, s'il était voté en termes identiques, proposé ensuite au référendum populaire pour ratification.

Les propositions de Jean Glavany ne sont pas d'une application aisée ; elles ont au moins le mérite d'ouvrir le débat.

ANDRÉ PASSERON

► Vers une nouvelle République, de Jean Glavany, Grasset, 214 p., 98 F.

□ M. Marchand « satisfait » de la réforme des listes électorales en Corse. M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, s'est déclaré « satisfait », lundi 6 janvier, de l'opération de réforme des listes électorales en Corse, qui s'est soldée par une diminution d'environ cinquante mille électeurs (-25 %) par rapport aux inscriptions antérieures. Après la radiation de l'ensemble de l'électorat insulaire (soit près de deux cent mille personnes) en application de la loi portant statut de collectivité territoriale de Corse, près de cent cinquante mille électeurs corses se sont en effet inscrits en réinscrivant avant le 31 décembre 1991 — sous réserve des recours qui pourraient être déposés en janvier.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**LA JUSTICE ET LE CITOYEN**

Envoyer 80 F (francs) à 2,80 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dulac, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel 60 F d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

صكزامن الأصل



hors régionales  
e la carte de l'union

Les élections régionales ont été marquées par une victoire sans précédent de la gauche, qui a obtenu la majorité absolue dans 13 régions sur 22. Cette victoire est le résultat d'une coalition entre le Front national, le Front de gauche et le Parti communiste. Le Front national a obtenu 31,5 % des voix, le Front de gauche 28,5 % et le Parti communiste 15,5 %.

Maguador-Boussillon :  
Bande Allègre conduira  
le socialiste dans l'Hérault

Le député socialiste de l'Hérault, Maguador-Boussillon, a été élu député régional. Il a été élu avec une majorité absolue de 13 voix. Cette victoire est le résultat d'une coalition entre le Front national, le Front de gauche et le Parti communiste.

ation

Après-demain  
LA JUSTICE  
ET LE CITOYEN

J E U X O L Y M P I Q U E S 1 9 9 2

ILS FONT VIVRE LA LEGENDE



3 M, L'INNOVATION À VOS CÔTÉS



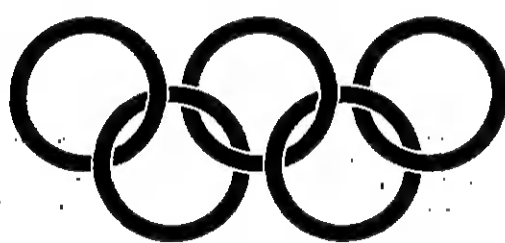
LA SANTÉ ET L'OPTIQUE  
DANS LE MONDE  
BAUSCH  
& LOMB



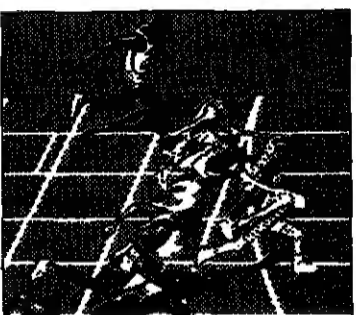
CETTE SENSATION S'APPELLE COKE



LES MAÎTRES DU TEMPS  
EMS  
CHRONOPOST



Partenaires Officiels  
des Jeux Olympiques de 1992



KODAK  
TOUJOURS UN DÉCLIC D'AVANCE



PANASONIC, QUEL BONHEUR  
Panasonic



RICOH, LA SOLUTION POUR GRANDIR  
RICOH



VISA, PARTOUT DANS LE MONDE  
VISA

LES JEUX OLYMPIQUES ONT  
UNE HISTOIRE, CELLE DES  
HOMMES ET DES FEMMES QUI  
ONT OUVERT POUR OFFRIR AU  
MONDE L'OCCASION DE SE

RETROUVER AUTOUR  
D'EXPLOITS SPORTIFS QUI SONT  
AUTANT DE SENSATIONS FORTES  
ET D'ÉMOTIONS INOUBLIABLES.  
AUJOURD'HUI DES SOCIÉTÉS

INTERNATIONALES SONT  
RÉUNIES POUR METTRE LEURS  
TALENTS ET LEURS RESSOURCES AU  
SERVICE DU MOUVEMENT  
OLYMPIQUE.

POUR 3M - BAUSCH & LOMB -  
COCA-COLA - EMS CHRONOPOST -  
KODAK - PANASONIC - RICOH  
ET VISA, UN SEUL PROJET :  
FAIRE VIVRE LA LEGENDE.



## JUSTICE

Les liens entre Paul Touvier et l'Eglise

Les réactions  
des avocats des parties civiles...

Après la publication du rapport de la commission d'historiens sur les liens entre Paul Touvier et l'Eglise catholique, nous publions les réactions de plusieurs avocats parties prenantes dans le dossier judiciaire de l'ancien milicien actuellement examiné par la chambre d'accusation de Paris.

M. Joël Nordmann, avocat de la FNDIRP (Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes) constituée partie civile dans le dossier Touvier, nous a déclaré : « Touvier s'est toujours prévalu de la protection de hautes autorités religieuses. Abusées ou complices, il est vrai que certaines lui ont offert un concours efficace, comme si les crimes de Touvier avaient mérité l'absolution, sinon la faveur, de l'Eglise. Puisse le souci de transparence et de vérité historique qui marque le rapport remis à Mgr Decourtray inspirer à son tour la chambre d'accusation dans l'arrêt qu'elle rendra le 26 février. »

M. Charles Libmann, l'un des avocats de l'association des fils et filles des déportés juifs de France, partie civile, indique pour sa part : « Le rapport de la commission historique ne nous étonne pas. Il met en cause, d'une manière précise et après un long travail minutieux, la responsabilité d'un certain nombre de responsables de l'Eglise, même si toute généralisation est condamnable. Cette complexité d'une partie de la hiérarchie a permis à Touvier de se soustraire pendant plusieurs décennies à la justice. Outre la condamnation morale que doit entraîner une telle attitude, il ne faut pas oublier que ces religieux étaient passibles de poursuites correctionnelles et de prison. L'article 61 du code pénal prévoit à juste titre de sanctionner toute initiative permettant à un condamné sous mandat d'arrêt de s'enfuir. » M. Libmann ajoute : « Je ne peux

q Mme Simone Veil salue « le courage de l'Eglise ». — Mme Simone Veil, députée européenne et membre du groupe libéral, a rendu hommage, mardi 7 janvier, au « courage » de l'Eglise après la publication du rapport d'historiens demandé par Mgr Decourtray. Elle a ajouté : « Ces complicités avec Touvier ne sont pas seulement dans l'Eglise. A travers certaines personnalités, le pouvoir politique a été complice. »

m'empêcher de rapprocher, en le regrettant, ce comportement de celui qui a permis à Klaus Barbie de s'enfuir en Amérique du Sud et de ne connaître un déroulement normal de la justice que plusieurs dizaines d'années plus tard. »

M. Ugo Ianucci, avocat de M. Jean de Filippis, ancien résistant arrêté par la Gestapo à Lyon en 1944 et partie civile, déclare : « Autant on peut concevoir que des hommes d'Eglise aient protégé, dans les maquis, des résistants, un homme qui risquait sa vie — une exécution sommaire ou

une procédure sommaire étaient possibles en cette période trouble — autant quarante ans après, et alors qu'il y a un mandat d'arrêt qui date de 1981, il est inadmissible que l'on ait aidé un homme à se soustraire à la justice. C'est d'autant plus inadmissible de la part d'hommes haut placés dans l'Eglise ou de la part d'institutions, alors que toutes les garanties d'un Etat de droit sont là. Cela revient à dire que ces hommes ou ces institutions ne reconnaissent pas l'Etat de droit. »

## ... et celle du défenseur de l'ancien milicien

De son côté, le conseil de l'ex-milicien, M. Jacques Trémolet de Villers, a publié le communiqué suivant :

« Je ne connais ni ce rapport ni ses auteurs. Ils n'ont pas jugé nécessaire d'entendre Paul Touvier, sa famille ou son avocat. Mais les quelques extraits de sa conclusion publiés par le journal Le Monde dans son numéro du 7 janvier 1992 ont suffi à provoquer en moi un sentiment de profonde indignation. Indignation de l'avocat. Indignation du Français. Indignation du chrétien. »

« L'avocat que je suis constate qu'à aucun moment, dans cette conclusion, les rédacteurs de ce rapport n'envisagent une hypothèse qui devrait pourtant s'imposer avant toute autre : et si Paul Touvier était innocent ? Je sais, moi, que le dossier d'une instruction que ces historiens n'ont pas connue confirme cette innocence. Je l'ai dit, écrit et publié. Mais les évêques et les prêtres qui, avant moi, ont connu et aidé Paul Touvier n'avaient pas à faire cette vérification. A leurs yeux, il était, légalement, présumé innocent. Et ce ne sont pas des condamnations à mort, prononcées par contumace, par les cours de justice de répression qui pouvaient combattre cette présomption. »

« Le Français que je suis a les motifs développés par Georges Pompidou dans sa conférence de presse de septembre 1972 pour expliquer la grâce qu'il avait accordée à Paul Touvier. Il en a mesuré la hauteur et la gravité. Il ne peut qu'être parfaitement scandalisé de voir qu'on fait reproche à des hommes d'Eglise d'avoir méconnu

les réalités politiques de la France en aidant Paul Touvier alors que leur attitude, même si elle n'était pas dictée par des considérations de cet ordre, était en harmonie avec celle du président de la République (...).

« Mais c'est surtout le chrétien qui s'indigne lorsqu'il lit que ces ecclésiastiques auraient agi par un sens exagéré du pardon, de la souffrance rédemptrice et une trop grande considération accordée aux nécessités de la foi et du salut personnel par rapport aux contingences politiques. »

« C'est l'honneur de l'Eglise — et ce fut et cela demeure l'honneur de ces hommes d'Eglise dont beaucoup sont morts et ne peuvent pas répondre à leurs détracteurs — d'être la mère du pardon, l'épouse du Rédempteur souffrant dont le royaume n'est pas de ce monde et le refuge des pécheurs, quel que soit leur parti politique. »

« Je salue donc ici, en réparation et en hommage, comme avocat, comme Français et comme chrétien, ces hommes et femmes, évêques, religieux, religieuses, prêtres et laïcs qui ont porté secours à un de leurs frères innocents et injustement persécutés (...).

« L'ancien milicien Paul Touvier, qui fut notamment responsable du service de renseignements de la milice pour la région de Rhône de la fin de l'année 1943 à la Libération, a été l'objet de crises contre l'humanité en mai 1989. Le juge Jean-Pierre Gotti a été saisi d'une instruction en septembre 1991 et a remis sept charges à son encontre, dont la complicité dans l'assassinat de Victor Bach, ancien président de la Ligue des droits de l'homme et de son épouse, la complicité dans la fuite de sept otages juifs à Billancourt et la déportation du résistant Jean de Filippis. »

Polémique entre le châtelain et le maire d'un village gascon

## Querelle de clocher

Le petit village de Lass, en Gascogne, est au centre d'une polémique. Le propriétaire du château, incommode par le son des cloches de l'église proche, a intenté un procès à la commune. Le tribunal administratif de Pau a renvoyé l'affaire devant le juge des référés d'Auch, qui vient de mettre l'affaire en délibéré pour le 21 janvier.

AUCH

de notre correspondant

C'est Clochemerle-en-Gascogne. Depuis que le conseil municipal de Lass, un petit bourg d'une trentaine d'âmes dans la Gers, a installé un nouveau système de sonnerie électrique des cloches, les vacances de M. Claude Monnayeur (qui vit habituellement à Paris) ne sont plus ce qu'elles étaient. Et le litige qui le met aux prises avec la municipalité est aujourd'hui entre les mains de la justice. Un violent orage a détruit, en 1988,

l'ancienne sonnerie. La commune l'a remplacée, au prix d'un gros investissement que justifie le maire, M. Maurice Cailles : « Les villageois sont contents d'entendre sonner les cloches. Cela met un peu d'animation dans notre coin si calme. »

Un précédent expéditif

Tintements toutes les heures et les demi-heures, plus trois engins par jour : c'est plus que le châtelain, à 40 mètres du clocher, n'en peut supporter. Après une entrevue avec le maire en mars 1989, il obtient la suppression du son des cloches entre 22 heures et 7 heures. Mais M. Monnayeur ne veut rien entendre. Il finit par exiger l'arrêt total des cloches, sauf pour les urgents.

C'en est trop pour le conseil municipal qui, cette fois, sonne le tocsin du refus. « Nos cloches ne font pas plus de bruit que partout ailleurs, remarque le maire. Pas question d'arrêter

total. » Certes, un rapport d'experts commis à la demande des deux avocats parisiens du châtelain conclut à « des nuisances sonores graves », allant jusqu'à reconstruire trois cent vingt coups de cloches par jour ! Mais, au sein du village, les autochtones ont le sentiment d'être victimes du « bon plaisir » de l'un de ces nouveaux ruraux qui investissent la campagne et veulent « imposer la loi. »

En attendant un délibéré délicat, une seule certitude : le juge des référés ne suivra pas l'exemple du général Antoine de Paradihan, seigneur de Boccas, non loin de Lass, qui n'hésita pas, en 1717, à faire raser, puis à entourer tout le village sous des milliers de mètres cubes de terre déversés jusqu'au ras des murailles. Motif : il ne supportait pas le bruit causé par le passage des paysans sous ses fenêtres... et par le son des cloches de l'église. Rude époque...

DANIEL HOURQUEBIE

Le procès de la Cogedim au tribunal de Paris

Les oracles  
de Don Carino Cesco

La société holding Cogedim SA occupe le devant de la scène depuis mardi 7 janvier à la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris. Deux de ses dirigeants, MM. Gilbert Chapron et Bernard Roth, s'expliquent tant bien que mal sur les factures que le ministère public déclare fausses.

« Vous êtes malade. » Don Carino Cesco s'est posé lourdement sur la chaise avancée par l'huissier. « Si vous voulez ne pas trop parler, tout le monde sera d'accord. M. Cesco. » Don Carino croise lentement ses lourdes mains de démonstrateur. « Ne vous levez pas. » Don Carino hoche la tête. « Votre adjoint peut répondre à votre place. »

Mardi 7 janvier, Don Carino Cesco, gérant de la société CTMT, n'a pas raté son entrée. Un Don Carino dont le témoignage accable la Cogedim mais que sa voix, épuisée à cause d'une trachéotomie, trahit. Un souffle au timbre métallique d'outre-tombe qui, sans votre honneur M. Cesco, rappelle étrangement le Don Corleone du Parrain. Terrible handicap, non pas tant pour le démonstrateur que pour MM. Gilbert Chapron et Bernard Roth, respectivement responsable de la direction des appels d'offres de la Cogedim et directeur de la filiale Paris, conduits à livrer un combat inégal contre un accusateur devenu malgré lui quasi muet mais dont chaque mot, comme tombé d'un compte-gouttes, grésille longtemps dans le micro.

Traitement de faveur

Ce fut une étrange partie que de voir les deux promoteurs tenter de convaincre la présidente de leur bonne foi, expliquer avec autorité qu'ils firent bel et bien neutraliser puis démolir des bâtiments sur quantité de chantiers, assurer que les factures réglées à M. Cesco — pour un montant global de 25 millions de francs — n'avaient rien d'excessif comparées aux prix du marché parisien, pour finalement se heurter aux oracles murmurés de Don Carino : un non sans appel.

A l'en croire, les fameux travaux de neutralisation, consistant à rendre inhabitables des bâtiments afin qu'ils ne soient pas investis par des squatters, étaient purement fictifs et permettaient de gonfler les factures. M. Claude Nocquet, la présidente, consulte la facture du chantier du parc de Vaugirard et se tourne vers M. Chapron : « Vous trouvez normal de payer 1,7 million hors taxes pour démolir une chaufferie et une morgue ? »

« Je ne me souviens pas de cette morgue, mais un squatter, cela coûte très cher. S'il s'installe, ça coûte beaucoup plus cher que 1,5 million. »

« Les travaux ont seulement duré une semaine. »

« Le prix est correct. Il correspond aux prix de la démolition sur la place de Paris. Vous savez — M. Cesco peut vous le dire — les prix vont de 1 à 5, de 1 à 6. »

« Je ne vous le fais pas dire. » La Cogedim éprouvait visiblement un faible pour les services de la CTMT de M. Carino Cesco. Tous ses marchés lui revenaient et M. Chapron le réglait fréquemment à hauteur de 80 % dès le début des travaux. Don Carino ne refusait pas ce curieux traitement de faveur sous réserve, selon lui, de gonfler ses factures, une « coutume... ». On n'en apprit guère plus, la mémoire de Don Carino ayant elle aussi, apparemment, subi quelques dommages.

Suite des débats mercredi 8 janvier.

LAURENT GRELSAMER

Une expérience dans le Val-de-Marne

## Effacer les graffitis ou être déferé au parquet

Dans le Val-de-Marne, les auteurs de graffitis sur les voitures de métro, de RER ou de bus ont désormais la possibilité de réparer les dégâts plutôt que d'encourir les rigueurs de la justice. Une convention signée entre le tribunal de grande instance de Créteil et la RATP permet, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, aux « taggers » majeurs ou mineurs de plus de quinze ans, pris en flagrant délit ou interpellés après enquête préliminaire, de négocier et remettre en état les biens dégradés par des graffitis. S'ils acceptent — avec l'accord des parents pour les mineurs — ils doivent se rendre sous huit jours dans un dépôt de la RATP et effectuer un travail dont la durée maximale est de quatre demi-journées. L'affaire sera alors classée. S'ils refusent, leur dossier sera transmis au parquet.

A la fin du premier trimestre, le tribunal de grande instance de Créteil et la RATP établiront un bilan. S'il est positif, des conventions du même type pourraient être proposées à la SNCF, à des offices publics d'HLM et à des communes.

## DÉFENSE

Selon l'amiral Alain Coatanea

## « La marine ne parvient plus à faire face qu'en déployant des trésors d'ingéniosité »

« Dans ses structures actuelles, la marine ne parvient plus à faire face qu'en déployant des trésors d'ingéniosité et en demandant toujours plus à ses équipages. Aujourd'hui, la limite est proche d'être atteinte dans certains domaines », a déclaré l'amiral Alain Coatanea, chef d'état-major de la marine, dans un entretien à l'hebdomadaire Cols bleus.

« Notre stratégie de moyens, explique-t-il, doit donc s'insérer dans le cadre de restrictions budgétaires durables. Le format de la marine se réduira dans les années à venir. » A propos du budget, précisément, l'amiral Coatanea note que les dépenses de fonctionnement augmentent moins vite que le coût de la vie et que les dépenses d'in-

vestissement, reconduites en francs courants, traduisent « une perte du pouvoir d'achat » qui conduit à réviser la suite à donner aux différents projets. Ainsi, la construction des sous-marins nucléaires lance-missiles stratégiques de nouvelle génération « est légèrement ébréchée », comme l'avait déjà annoncé (Le Monde du 21 décembre) le responsable du programme. « La flotte des sous-marins nucléaires d'attaque, ajoute le chef d'état-major, est amortie de sa huitième année, le Diamant, et peut-être de sa septième, la Turquoise, dont la construction est suspendue. (...) Nous allons vers une marine plus restreinte, que l'on pourra de moins en moins isoler d'un contexte international et européen. »

## La Ligue des droits de l'homme critique les atteintes à la liberté d'expression des militaires

La Ligue des droits de l'homme (LDH) critique, dans un communiqué publié mardi 7 janvier, les atteintes à la liberté d'expression des militaires, « contraires au statut des militaires » et qui « témoignent de la persistance d'un arbitraire inadmissible en démocratie ». Ces atteintes sont d'autant plus inadmissibles qu'elles visent « une communauté déjà exclue du droit de s'associer pour se défendre, pourtant reconnue sans exception par la Constitution à tous les citoyens », selon la LDH, qui rappelle que sa mission, il y a près de cent ans, a été provoquée par le

« mépris de l'institution militaire pour la liberté, lors de l'affaire Dreyfus ».

A l'appui de ses critiques, la LDH cite deux faits récents : une directive d'avril 1991 du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, enjoignant aux militaires d'obtenir son accord de principe avant d'évoquer des sujets de leur responsabilité, et le pouvoir devant le conseil d'Etat d'un officier de marine, le capitaine de frégate Roger Martin, sanctionné pour avoir manqué un devoir de réserve en publiant une lettre dans un quotidien.

## SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Des centres agréés trop peu nombreux

Le contrôle technique des véhicules  
se met en place difficilement

Le nombre des tués sur les routes, en 1991, a diminué de 9,8 % par rapport à l'année précédente. Il s'élève à 9 534. Le nombre des accidents corporels a baissé de 11,6 %, soit 19 201 de moins. L'effort de sécurité routière ne s'en poursuit pas moins. Mais la mise en place du contrôle technique des véhicules de plus de dix ans, obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier, connaît des difficultés, sur lesquelles s'est expliqué, mardi 7 janvier, M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.

Beaucoup d'automobilistes se sont mépris sur la nouvelle réglementation. Propriétaires de véhicules de plus de dix ans, ils ont cherché, souvent en vain comme à Paris dans les premiers jours de l'année, des centres de contrôle agréés. Le service ministériel de la sécurité routière (36-15 ROUTE) a reçu 24 500 consultations en moins d'une semaine. Le numéro vert mis en place (05-14-16-18) est pratiquement saturé avec plus de 3 000 appels par jour. En fait, le 6 janvier, seuls 568 centres (dont 4 seulement à Paris et 42 en région parisienne où se trouve pourtant près du quart du parc automobile) étaient ouverts. Un chiffre insuffisant par rapport à l'objectif de 1 700 centres pour fin 1992 que se sont fixés les pouvoirs publics.

Cinq départements ne disposent d'un seul centre. L'utilisateur devra s'y rendre pour une visite qui ne devrait certes pas dépasser la demi-heure, mais il devra y retourner s'il doit effectuer, dans un délai de deux mois, une réparation du système de freinage. Ce dernier élément est le seul, pour l'instant, qui doit être mis en conformité avant que le propriétaire obtienne une vignette à apposer sur son pare-brise et un tampon sur sa carte-grise, indispensables pour pouvoir circuler sans risquer une amende de 900 F.

## Dès 1998, de nouvelles directives européennes

En attendant la mise en place d'un véritable réseau de centres agréés (835 demandes ont été déposées dans les préfectures), le secrétaire d'Etat aux transports a donné des consignes aux préfets pour que la réglementation soit « appliquée, avec le maximum de bon sens, pendant cette période ingratte de rodage ». Il rappelle que le contrôle technique n'est obligatoire que pour les véhicules particuliers de plus de dix ans après la date anniversaire de la première mise en circulation : un véhicule immatriculé, par exemple, avant le 4 avril 1982 devra être présenté au contrôle technique au plus tard le 4 avril 1992.

Aux six millions de voitures particulières concernées par cette réglementation, s'ajoutent deux millions de « camionnettes » de plus de quatre ans (parmi elles, seules doivent être contrôlées en 1992 les camionnettes

qui ont été mises en circulation une année pleine). Cela ne dispense évidemment pas les propriétaires qui désirent vendre un véhicule de plus de cinq ans de continuer à faire effectuer un contrôle technique dans les six mois qui précèdent la transaction. C'est pour faire face à cette demande que les pouvoirs publics ont décidé de prolonger, jusqu'au 15 février, l'autorisation accordée aux 4 000 centres qui étaient habilités à effectuer, jusqu'au 31 décembre 1991, les contrôles de véhicules d'occasion. Le secrétariat d'Etat aux transports explique la lenteur de la mise en place du nouveau réseau par la séparation des fonctions de contrôle technique (dans des centres spécialisés) et de réparation. Cette nouvelle réglementation devrait toucher dix-huit millions de véhicules dans les trois prochaines années, mais les directives européennes imposent dès 1998 un contrôle technique périodique tous les deux ans pour toutes les voitures de plus de quatre ans.

M. Georges Sarre évoque la création de plus de deux mille emplois et un chiffre d'affaires de près de 2 milliards de francs par an. Des chiffres à rapprocher du coût de l'insécurité routière qui serait de l'ordre de 100 milliards de francs, et pour laquelle les mauvais entretiens des véhicules interviendraient (selon l'enquête de l'association Réagir) pour 21 %.

CHRISTOPHE DE CHENAY

سكزامن الأصل



## SOCIÉTÉ

Un sondage du secrétariat d'Etat aux droits des femmes

### Près d'une femme active sur cinq est victime de harcèlement sexuel

En France, 19 % des femmes ont été victimes de harcèlement sexuel sur leur lieu de travail, ce que révèle un sondage rendu public, mardi 7 janvier, par M<sup>me</sup> Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes.

Ce sondage réalisé par l'Institut Louis-Harris, du 1<sup>er</sup> au 15 décembre, auprès d'un échantillon représentatif de dix-huit mille Français, hommes et femmes, révèle que 19 % des femmes ont été victimes de harcèlement sexuel sur leur lieu de travail. Ce chiffre est de 12 % pour les hommes. Les victimes sont répartis de la manière suivante : 12 % ont subi des avances non désirées, 6 % ont subi des commentaires ou des remarques déplacés, 1 % ont subi des gestes ou des attitudes déplacés, et 1 % ont subi des propositions de mariage ou de mariage forcé.

Il n'y a pas de différence plus exposée que les autres à ce harcèlement sexuel. L'industrie, le milieu médical ou

l'hôtellerie et la restauration. Pour sortir, les victimes ont dû compter sur elles-mêmes (70 %), car l'entourage est encore loin de vouloir regarder la réalité en face dans ce domaine. La famille n'a été un soutien que dans un cas sur cinq, et les collègues un cas sur dix. Quand on leur demande qui doit assurer la défense et la protection des victimes de harcèlement, les personnes sondées mettent à peu près sur le même plan la justice, l'inspection du travail et l'employeur. Arrivent ensuite les associations féminines et, loin derrière, les syndicats.

#### La responsabilité de l'employeur

Ce sondage confirme M<sup>me</sup> Neiertz dans sa volonté de réformer le droit du travail afin d'introduire la notion de harcèlement sexuel. La définition qu'elle propose se limite aux relations hiérarchiques (tout patron, gérant, directeur, etc.) ou à une relation de dépendance (un(e) salarié(e) à l'égard d'un(e) sollicitant d'un(e) service). Elle s'explique : « Je ne dis pas qu'il n'y a pas de harcèlement sexuel entre collègues, mais quand il y a un rapport de pouvoir et de dépendance économique, la femme ou l'homme

## MÉDECINE

Après l'intervention des forces de l'ordre

### Des infirmières campent toujours devant le ministère de la santé

Les CRS sont intervenus, mardi 7 janvier dans la nuit, pour démanteler le campement des infirmières de la Coordination nationale, installées depuis quatre-vingt-huit jours devant le ministère de la santé. A la préfecture de police de Paris, on précise que l'intervention des forces de l'ordre a été motivée par le fait que les infirmières ont refusé de quitter le campement (y compris les réserves de vivres et les caisses de matériel). Sept infirmières et un CRS ont été blessés au moment de l'intervention. Aucune d'elles n'a été interpellée, il n'y a pas eu d'incident et elles ont pu rester sur place. Le lendemain matin, elles étaient une quinzaine, cette fois sous de simples couvertures.

Dans un communiqué, la Coordination nationale a annoncé un rassemblement infirmières, vendredi 10 janvier à 18 heures, devant le ministère de la santé pour demander l'ouverture des négociations.

## SPORTS

RAID-MARATHON : le Paris-Synte-Le Cap

### Gilles Lalay, la mort d'un vainqueur

La troisième étape, disputée mardi 7 janvier en forêt gabonaise, entre Francville (Gabon) et Pointe-Noire (Congo), a été endeuillée par l'accident du français Gilles Lalay, vainqueur du Dakar en 1989, qui a heurté un plein fût d'un véhicule de l'assistance médicale pendant le dernier secteur de liaison. Un autre motard, Jean-Christophe Wagner, devait être rapatrié en France mercredi 8 janvier, après avoir été blessé aux reins lors d'une chute dans le secteur chronométré. Enfin, le motard américain Daniel LaPorte a fait une chute sans gravité, mais qui le relègue à plus d'une demi-heure de Stéphane Peterhansel avec lequel il est en duel pour la victoire finale.

POINTE-NOIRE (CONGO)  
de notre envoyé spécial

Le Paris-Synte-Le Cap est nouveau en duel, mais pour la première fois depuis l'origine de l'épreuve organisée par Thierry Sabine Organisation (TSO) en 1979, il pleut. L'un de ses vainqueurs, le motard Gilles Lalay. Comme pour Jean-Marie Souillac et Laurent Lebourgeois qui s'étaient tués à l'arrivée à Sabah (Libye), l'accident du motard français s'est produit dans une zone de brousse. Gilles Lalay, 34 ans, a perdu le contrôle de son véhicule lors d'une chute dans le secteur chronométré. Il a été transporté à l'hôpital de Pointe-Noire, mais il est décédé peu après. L'accident s'est produit à 130 km de l'étape de liaison, à l'entrée du Loubombou, indiquait Thierry Sabine. En coupant un virage, il a pris de plein fouet un « tango » (véhicule de l'assistance médicale du rallye) qui se trouvait à l'arrêt. Le choc a été fatal. A l'arrivée de la troisième étape, les organisateurs ont tenu une cérémonie pour honorer le vainqueur. Gilles Lalay a été inhumé à Pointe-Noire.

### La vingt-neuvième victime

Depuis son création en 1979, le rallye Paris-Dakar, devenu Paris-Synte-Le Cap, a été marqué par vingt-neuf accidents mortels. Neuf concurrents ont trouvé la mort. Mais les engagés ne sont pas les seuls à risquer leur vie dans cette épreuve. Une mort a été enregistrée en 1986 par le décès du fondateur Thierry Sabine, le chanteur Daniel Belvoine. Quatorze victimes ont été recensées parmi les membres de

l'organisation, les journalistes et les équipes d'assistance. Enfin, on dénombre six victimes « civiles », selon l'expression employée dans les médias : des spectateurs imprudents, des gendarmes ou militaires entrés par le bruit et les couleurs du rallye, ou plus simplement des enfants fauchés par des véhicules en tonneaux, comme ce fut le cas en 1984 au Burkina-Faso.

« Accepter son sort »

L'annonce de sa mort, à la mi-journée, a jeté la consternation sur le rallye. A peine l'annonce de la mort de Gilles Lalay a-t-elle été faite, que les organisateurs ont décidé de modifier le programme. La troisième étape a été raccourcie de 100 km, et la quatrième étape a été allongée de 100 km. Les organisateurs ont également décidé de modifier le classement. Gilles Lalay a été déclaré vainqueur de la troisième étape, et Jean-Christophe Wagner a été déclaré vainqueur de la quatrième étape.

« L'accident s'est produit au kilomètre 130 de l'étape de liaison, à l'entrée du Loubombou, indiquait Thierry Sabine. En coupant un virage, il a pris de plein fouet un « tango » (véhicule de l'assistance médicale du rallye) qui se trouvait à l'arrêt. Le choc a été fatal. A l'arrivée de la troisième étape, les organisateurs ont tenu une cérémonie pour honorer le vainqueur. Gilles Lalay a été inhumé à Pointe-Noire. »

« L'accident s'est produit au kilomètre 130 de l'étape de liaison, à l'entrée du Loubombou, indiquait Thierry Sabine. En coupant un virage, il a pris de plein fouet un « tango » (véhicule de l'assistance médicale du rallye) qui se trouvait à l'arrêt. Le choc a été fatal. A l'arrivée de la troisième étape, les organisateurs ont tenu une cérémonie pour honorer le vainqueur. Gilles Lalay a été inhumé à Pointe-Noire. »

## COMMUNICATION

Après le désengagement du groupe Hachette

### Vœux et polémiques pour La Cinq

Le sort de La Cinq continue de susciter de multiples réactions. Les personnels de la chaîne ont monté une association de défense, dont le président Jean-Claude Bourrel, journaliste de la chaîne, affirme qu'elle a reçu plus de cent mille lettres de soutien en quelques jours. Sollicités par les journalistes de La Cinq, plusieurs hommes politiques ont soutenu qu'une solution soit trouvée. M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la culture et de la communication, a déclaré qu'il ne pouvait pas intervenir dans une affaire de ce genre. M. Jacques Barrot (UDF-CDS) a déclaré qu'il ne pouvait pas intervenir dans une affaire de ce genre. M. Gérard Longueux (UDF-PR) a déclaré qu'il ne pouvait pas intervenir dans une affaire de ce genre.

Le ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang, a été beaucoup plus réservé en présentant ses vœux à la presse mardi 7 janvier. « Fini le temps où le gouvernement régentait l'organisation, les programmes de télévision et de radio. Nous avons parlé sur la liberté (...). Nous avons fait voter voici un mois une loi d'assouplissement [qui] serait déjà promulguée si un groupe parlementaire [le RPR] n'avait déposé un recours devant le Conseil constitutionnel. » Son ministre délégué, M. Georges Kiejman, a pour sa part

déclaré que « le gouvernement n'est pas prêt à se prononcer sur la solution de remplacement ». Questionné sur une éventuelle nationalisation de La Cinq par la culture SEPT, hypothèse de plus en plus répandue dans les milieux professionnels, M. Kiejman répond prudemment qu'il ne faut pas s'engager, d'autant que les problèmes sont limités. Il faudrait aussi savoir quelle serait la solution économique d'un projet. Enfin, le groupe Hachette a vivement réagi dans un communiqué aux propos du président de la République sur la gestion de La Cinq (le Monde du 8 janvier). « Contrairement à nos affirmations, nous ne sommes pas en mesure de verser à La Cinq, nous ne sommes pas en mesure de verser à La Cinq, nous ne sommes pas en mesure de verser à La Cinq. »

Dans un communiqué, les dirigeants opérationnels du réseau Hachette ont affirmé leur « totale confiance » dans la gestion et la stratégie suivie par leur patron M. Jean-Luc Lagardère, qui est « le plus grand garant de l'intégrité, de la pérennité et de la réussite du groupe Hachette ».

Menacée d'être attaquée en justice par des concurrents

### Antenne 2 rétablit en 1992 le concours « Chefs-d'œuvre en péril » de 1991

L'oubli est une mauvaise méthode. Si Antenne 2 espérait se débarrasser ainsi de l'émission « Chefs-d'œuvre en péril » et du concours du même nom, c'est raté. Depuis presque trente ans, Antenne 2 organise un concours qui récompense des personnes ou des associations qui sauvent de la ruine des éléments du patrimoine historique. Ce concours, doté de nombreux prix, accompagne l'émission « Chefs-d'œuvre en péril », produite par M. Pierre de Lagarde. Or, pour 1991, les associations et les personnes privées qui avaient envoyé leur dossier dans les délais légaux ont eu la surprise de voir que le jury n'avait pas été réuni. La remise des prix, destinée à récompenser le service rendu ainsi à la collectivité, n'a donc pu avoir lieu. Fort mécontents,

cinquante-deux des quatre-vingt-sept concurrents ont confié à un avocat, M<sup>re</sup> Patrice Cournot, le soin d'attaquer la société Antenne 2 en justice. Ils réclament 100 000 francs d'indemnités morales, soit l'équivalent du premier prix. M. Pierre Dussan, directeur des programmes d'Antenne 2, leur a répondu, expliquant mardi 7 janvier que toute cette affaire reposait sur un « malentendu » et que le concours 1991 « aurait lieu en temps et en heure... » en 1991. Sans doute les services juridiques d'Antenne 2 se sont-ils trompés qu'en décembre 1991 le tribunal de grande instance de Paris avait condamné, pour des mêmes raisons, les ORTF à payer des dommages et intérêts aux candidats.

YVES MAMOU

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5890

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

I. Terme d'origine... II. Qui... III. Qui... IV. Qui... V. Qui... VI. Qui... VII. Qui... VIII. Qui... IX. Qui... X. Qui... XI. Qui...

## EN BREF

□ Découverte d'un stock d'armes de la seconde guerre mondiale dans une rivière du Gers. - Vingt-deux fusils, deux mitrailleurs, vingt-sept mitrailleurs, trois canons de fusil-mitrailleur, cent quarante chargeurs, plusieurs milliers de munitions allemandes et anglaises datant de la deuxième guerre mondiale ont été retrouvés dans la rivière Arros, sur la commune de Villecomtal-sur-Arros (Gers). Si ces armes ont été fabriquées en 1942 et 1943, les premiers examens font apparaître qu'elles n'ont pas séjourné très longtemps dans l'eau. En outre, des balles ont été retrouvées à l'intérieur d'une pochette plastique récemment mise en service par un commerçant local.

□ Geste dans les lycées et collèges le 30 janvier, à l'appel du SNES. - Le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) a lancé un appel, mardi 7 janvier, à une manifestation dans les lycées et collèges, avec manifestation à Paris, pour le jeudi 30 janvier, ainsi qu'à des manifestations départementales lors de la première quinzaine de janvier et des opérations « portes ouvertes » entre le 20 et le 25. Le SNES réclame un collectif budgétaire permettant d'améliorer les moyens en postes et en recrutements et demande que soient respectés les engagements pris en matière de revalorisation des traitements.

□ Echec du lancement d'un satellite chinois. - Le mauvais fonctionnement d'une fusée Longue Marche 3, tirée le 28 décembre dernier du centre spatial de Xichang, dans l'ouest de la Chine, a entraîné l'échec du lancement d'un satellite de télécommunication, a indiqué mercredi 8 janvier l'agence Chine nouvelle. Un moteur du troisième étage de la fusée s'est arrêté prématurément et le satellite a été placé sur une mauvaise orbite. - (AFP)

## GERARD ALBOUY

(1) Pour éviter de faire... en course les plus peuplées, les organisateurs ont imposé un parcours... (2) L'histoire qu'il peuvent parcourir... (3) L'histoire qu'il peuvent parcourir... (4) L'histoire qu'il peuvent parcourir... (5) L'histoire qu'il peuvent parcourir... (6) L'histoire qu'il peuvent parcourir... (7) L'histoire qu'il peuvent parcourir... (8) L'histoire qu'il peuvent parcourir... (9) L'histoire qu'il peuvent parcourir... (10) L'histoire qu'il peuvent parcourir...

## CLASSEMENT

Troisième étape : 177 km dont 354 chronométrés. Autos. - 1. Saby-Haimon (Fra.), 1 h 10 min 58 s ; 2. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 3. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 4. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 5. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 6. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 7. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 8. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 9. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 10. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 11. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 12. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 13. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 14. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 15. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 16. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 17. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 18. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 19. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 20. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 21. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 22. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 23. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 24. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 25. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 26. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 27. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 28. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 29. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 30. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 31. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 32. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 33. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 34. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 35. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 36. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 37. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 38. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 39. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 40. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 41. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 42. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 43. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 44. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 45. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 46. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 47. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 48. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 49. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 50. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 51. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 52. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 53. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 54. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 55. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 56. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 57. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 58. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 59. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 60. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 61. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 62. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 63. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 64. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 65. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 66. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 67. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 68. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 69. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 70. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 71. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 72. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 73. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 74. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 75. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 76. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 77. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 78. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 79. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 80. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 81. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 82. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 83. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 84. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 85. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 86. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 87. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 88. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 89. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 90. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 91. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 92. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 93. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 94. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 95. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 96. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 97. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 98. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 99. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 100. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 101. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 102. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 103. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 104. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 105. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 106. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 107. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 108. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 109. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 110. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 111. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 112. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 113. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 114. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 115. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 116. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 117. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 118. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 119. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 120. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 121. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 122. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 123. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 124. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 125. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 126. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 127. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 128. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 129. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 130. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 131. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 132. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 133. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 134. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 135. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 136. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 137. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 138. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 139. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 140. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 141. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 142. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 143. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 144. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 145. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 146. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 147. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 148. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 149. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 150. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 151. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 152. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 153. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 154. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 155. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 156. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 157. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 158. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 159. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 160. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 161. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 162. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 163. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 164. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 165. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 166. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 167. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 168. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 169. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 170. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 171. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 172. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 173. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 174. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 175. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 176. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 177. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 178. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 179. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 180. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 181. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 182. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 183. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 184. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 185. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 186. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 187. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 188. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 189. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 190. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 191. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 192. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 193. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 194. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 195. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 196. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 197. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 198. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 199. Weber-Hiemer (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 1 h 10 min 58 s ; 200. Weber-Hiem



# PUBLICITÉ COMM

Paru dans l'Express  
**1985**



100 francs, c'est le prix d'une communication d'un peu plus de 7 minutes entre Paris et New York. Et 7 minutes, cela donne le temps de décrocher un rendez-vous d'affaires auprès d'un client potentiel à New York.

Parce qu'il est pratique, rapide et efficace, le téléphone, c'est votre premier outil pour exporter.

Alors, pour décrocher de nouveaux marchés, décrochez le téléphone.



## FRANCE TELECOM, LES GRANDES

ANCES

صكزامت الاصل



هكذا من الأصل

• Le Monde • Jeudi 9 janvier 1992 13

# ÉCOMPARATIVE

1992

50 F<sup>(\*)</sup>

POUR UNE MÊME COMMUNICATION

DEPUIS LE 1<sup>er</sup> JANVIER :  
DE NOUVELLES BAISSSES

Chaque année, FRANCE TELECOM avance avec la mise en œuvre de nouveaux centraux, de nouvelles liaisons et de nouveaux services. Aussi, régulièrement, les tarifs téléphoniques baissent.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1992, les prix du téléphone enregistrent une nouvelle baisse de 18 % vers les Etats-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Hong Kong, la Corée du Sud, Taiwan, Singapour et de 13 % vers plus de 75 autres destinations.

Au total depuis 1985, le prix du téléphone a baissé de 40 % vers l'Amérique du Nord et de 43 % vers l'Extrême-Orient industrialisé.

Pour les entreprises qui peuvent récupérer la TVA depuis le 1/11/87, la baisse des prix vers ces destinations est donc respectivement de 50 % et de 53 %.

\* Tarifs H.T. en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1992 en France Métropolitaine.

PERCEVAL

100 francs, c'est le prix d'une communication de moins de 7 minutes vers Paris et New York. Et 7 minutes, c'est le temps de découvrir un nouveau visage d'affaires, d'un client potentiel à New York.

Parce qu'il est rapide et efficace, le téléphone, c'est votre meilleur outil pour exporter.

Alors, pour bénéficier de nouveaux tarifs, décrochez le téléphone.

GRANDES DISTANCES À PETITS PRIX.

FRANCE  
TELECOM





# La décennie télévisuelle

■ la même heure, ou « Youpi! »  
sur La Cinq qui embraye pour une  
heure ■ demie ■ les mettra  
entendre tendre que ■ les années

[illegible]















### DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Société d'économie mixte  
BOUCHES-DU-RHÔNE

recherche son D.A.F. (H/F)  
KF +

Nous réalisons :  
des programmes de logement, locaux, accession, opérations  
d'aménagement, des activités.

Nous nous :  
tout particulièrement à l'équilibre économique et dans  
le développement local.

Votre mission :  
prendre en mains tous les aspects de la gestion de l'entreprise :  
gestion financière, organisation, mise en valeur des  
humaines ;  
mettre place outils gestion analyse finan-  
cière, contrôle gestion et budgets.

Votre profil :  
une formation supérieure en gestion, une expérience  
professionnelle mettant en œuvre rigueur et votre capacité  
d'adaptation ;  
un esprit collectif et un esprit communicatif ;  
un intérêt pour le développement local (une  
collectivité territoriale constituerait un atout).

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous le n° 8453  
le Monde Publicité, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis, 75002 Paris Cedex 15.

### Emploi et réinsertion sociale

Préparé au sein du Ministère de la Justice, le Bureau du Travail et de  
la Formation professionnelle a pour mission de préparer la  
réinsertion socioprofessionnelle des détenus en leur procurant du  
travail et des emplois formateurs et rémunérés pendant leur  
détention. Il recrute un Délégué régional au Travail, pour les régions  
de France et Centre.

Disposant d'une grande autonomie, vous serez chargé de la mise en  
œuvre de cette politique, en liaison permanente avec les institutions  
administratives et les équipes de formation professionnelle pour  
acquiescer une connaissance précise des qualifications de la  
population concernée. Vous développerez les contacts avec les  
entreprises régionales et négociez des sous-traitances ;  
vous contrôlerez et optimiserez la bonne réalisation des opérations  
conclues.

Après un baccalauréat d'enseignement supérieur,  
vous êtes, par votre expérience professionnelle, PME-PMI,  
familiarisé avec les problèmes de production, de gestion humaine  
et les contacts-clients. Organisé, concret dans votre approche des  
situations, vous savez faire preuve d'une grande disponibilité et  
souplesse dans une mission passionnante.

Merci d'adresser sous réf. C.138M à : conseil C. CHARVET  
OBERTHUR CONSULTANTS 49 rue Saint Roch, 75001 Paris

Oberthur Consultants

L'AGENCE CENTRALE DES ORGANISMES  
D'INTERVENTION DANS LE SECTEUR AGRICOLE  
(ETABLISSEMENT PUBLIC)  
**ACOFA**  
RECRUTE

### 1 ASSISTANT

chargé de la gestion  
des Ressources Humaines

- Suivi des problèmes juridiques relatifs au statut du  
Personnel (statut de droit public)  
- Collaboration à la gestion administrative de la paie  
(fonctions utilisateurs).

Agé de 35 ans maximum, vous possédez une maîtrise  
en droit public ou équivalent. Vous connaissez  
la gestion informatisée de la paie et  
micro-informatique.

Merci d'adresser plus tard le 17 janvier 1992,  
votre candidature (c.v., diplômes universitaires ou  
professionnels) à A.C.O.F.A., 11 rue Saint-Charles,  
75740 Paris CEDEX 15

### CASINO DE DIVONNE-LES-BAINS

RECHERCHE

### UN(e) DIRECTEUR(ICE) COMMERCIAL(E)

DÉPARTEMENT HOTELLERIE ■ RESTAURATION  
Notre complexe de loisirs comprend : le casino,  
2 hôtels 4 étoiles (140 chambres), 4 restaurants, 1 golf  
18 trous, 1 cinéma-théâtre. Situé à proximité de Genève,  
nous voulons développer notre activité hôtelière classique  
et congrès/séminaires.

Nous créons le poste de DIRECTEUR COMMERCIAL :  
homme ou femme de 35/40 ans, diplômé(e) de l'hôtellerie,  
et/ou ayant une expérience dans la fonction  
marketing et commercialisation, dans des établissements  
de haute envergure et de haute qualité.

Le/la candidat(e) bilingue (français, anglais, allemand)  
devra avoir le sens du contact et de l'organisation. La  
connaissance de la clientèle internationale serait un  
atout supplémentaire. Déplacements fréquents à prévoir.

Merci d'envoyer dossier de candidature à : S.T.T.H.  
Direction du Personnel - Avenue des Thermes  
01220 DIVONNE-LES-BAINS



### LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CREUSE

recrute un

### LA CREUSE

Chargé de mission

animateur coordonnateur contractuel  
du programme européen de développement rural  
LEADER-CREUSE (1992-1994)

- de formation supérieure en développement rural ;  
- avec une expérience dans le développement  
local, de suivi et de mise en œuvre de programmes européens ;  
- fortes qualités relationnelles, aptitude à travailler en équipe,  
pratique soucieuse de l'écologie.

Les candidatures sont à adresser à :  
M. le Président du Conseil Général de la Creuse  
HOTEL DU DÉPARTEMENT  
CHATEAU DES COMTES DE LA MARCHE  
BP 250 - 23011 GUÉRÉT Cedex  
Avant le vendredi 24 janvier 1992 à 16 h.



### CHAMBRE RÉGIONALE DE MÉTIERS D'AQUITAINE

recrute son

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- Formation supérieure (bac + 4) et expérience exigées.  
- Bonne connaissance des problèmes économiques et de la formation  
dans les petites entreprises.  
- Sens de la synthèse et de la négociation interne et externe.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à :  
M. le Président de la Chambre Régionale des Métiers d'Aquitaine  
139, boulevard du Maréchal-Ledoux - 33000 Bordeaux

Premier Organisme Européen de Formation dans les  
domaines du Transport et de la Logistique. Nous  
recherchons pour notre département Enseignement  
Supérieur un

### INTERVENANT

basé à Paris ou Proche Banlieue

Agé de 30/35, diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous  
possédez une expérience réussie acquise dans l'un des  
domaines suivants : Logistique, Transport, Technologie  
(Génie Mécanique et Électrique).

Si moi-même, vous appréciez les contacts à tous les niveaux,  
nous vous proposons d'assurer des missions  
d'enseignement dans le cadre de la Formation continue.

Par ailleurs, vous vous verrez également confier des  
interventions auprès des universités en ce qui concerne  
diplômes de la logistique et du transport.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :  
Groupe AFT-IFTIM - Direction des Ressources Humaines  
46, rue de Villiers - 75017 PARIS

AFT-IFTIM

La formation transport logistique



CHOLET

55.000 habitants

recrute pour sa

Direction des Finances

CHEF DU SERVICE

DES FINANCES

PREVISIONNELLES

(Attaché ou contractuel)

Principales Missions :  
- Mise en place et gestion de la planification des  
investissements.  
- Préparation et suivi des budgets (primitif,  
supplémentaire et rectificatif).  
- Conseil fiscal, analyse et étude des textes.

Expérience de la fonction en formation supérieure  
(BAC + 4 minimum) en Gestion - Finances.  
Renseignements : M. BOUVET,  
Finances, (16) 41.65.01.47, poste 1253.

Adresser votre candidature avant le 15 janvier à :  
le Département, Hôtel de Ville, BP  
49331 CHOLET

### FORMATION PROFESSIONNELLE

### COMMUNICATION RESEAUX CABLES-ENTREPRISES

FORMATION DIPLOMANTE POUR  
DEMANDEURS D'EMPLOI

1100 heures du 10 Février au 10 Septembre 1992. Niveau requis : BAC + 3  
ou expérience professionnelle en communication, presse, radio, TV, etc...  
Possibilité de rémunération pour les personnes ayant déjà travaillé.

RESEAU CABLES-ENTREPRISES

UNIVERSITÉ DE LYON III - INSTITUT D'ÉTUDES COMMERCIALES  
2, rue de la Liberté - 69622 SAINT-DENIS CEDEX 02  
Tél : 49 40 55 50 - 49 40 55 52 FAX : 49 40 55 57

### DEVENEZ RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

IPREX Cycle intensif de Commerce International

Durée : 15 semaines

Prochaine session : le 16 janvier 1992

Sélection : 15 jours avant le début de la session

Rémunération : par l'Entreprise ou l'Etat

Stage agréé au titre du Congé individuel de Formation

CDM

Centre de Développement du Management

23 av. Guy de Collongue - B.P. 174

69132 ECULLY CEDEX

Tél : (16-1) 72 25 21

Groupe ESC Lyon

UNIVERSITÉ DE LYON III

Je désire recevoir un dossier d'inscription

Nom, Prénom :  
Adresse :  
Tél : \_\_\_\_\_

### SOCIÉTÉ D'IMM 3 500 LOGEMENTS

Recherche

Pour son service de

gestion de Dordogne

GÉRANT

D'IMMEUBLES

Missions : Assurer

la gestion administrative (paci-

fiquement, encaissements, recouvrement, entretien et

technique (entretien comm.)

des lieux, etc...)

- Les relations avec les

locataires et les tiers.

- L'encadrement du personnel (17 personnes).

Conditions : Agé de 30 ans ou

plus, le candidat devra posséder une

bonne connaissance de la gestion

immobilière, une pratique de

l'outil informatique, des qualités

d'organisation, d'adaptation et

d'analyse, le sens du relationnel.

Veuillez indiquer votre

adresse et vos coordonnées.

Adresser votre candidature

+ C.V. et prétentions à :

LE MONDE PUBLICITÉ

sous réf. 8450

15-17, rue du Col-P-P-Avis

75002 Paris Cedex 15

### IMPE STÉ IMMOBILIERE

Rech. Pour Paris 14<sup>e</sup>

NÉGOCIATEUR (H/F.)

Formation assurée, salaire avanta-

geux. P. 15-17, rue du Col-P-P-Avis,

75002 Paris Cedex 15.

RECHERCHE

Journalistes confirmés

3 ans d'expérience minimum

en gestion administrative

placements

et macro-économique

Envoyer CV, photo, et

prétentions à :

LE MONDE PUBLICITÉ

15-17, rue du Col-P-P-Avis,

Pierre-Avis, 75015 Paris.

Envoyer CV, photo, et

prétentions à :

LE MONDE PUBLICITÉ

15-17, rue du Col-P-P-Avis,

Pierre-Avis, 75015 Paris.

Envoyer CV, photo, et

prétentions à :

LE MONDE PUBLICITÉ

15-17, rue du Col-P-P-Avis,

Pierre-Avis, 75015 Paris.

Envoyer CV, photo, et

prétentions à :

LE MONDE PUBLICITÉ

15-17, rue du Col-P-P-Avis,

Pierre-Avis, 75015 Paris.

Envoyer CV, photo, et

prétentions à :

LE MONDE PUBLICITÉ

15-17, rue du Col-P-P-Avis,

Pierre-Avis, 75015 Paris.

### DEMANDES D'EMPLOIS

H. 37 ans. Dyt. b. cult. gla.

18 ans exp. prof. + initiat.

all. + angl. Étude en proth.

Tél. : 45-39-85-87.

Formation assurée, salaire avanta-

geux. P. 15-17, rue du Col-P-P-Avis,

75002 Paris Cedex 15.

RECHERCHE

Journalistes confirmés

3 ans d'expérience minimum

en gestion administrative

placements

et macro-économique

Envoyer CV, photo, et

prétentions à :

LE MONDE PUBLICITÉ

15-17, rue du Col-P-P-Avis,

Pierre-Avis, 75015 Paris.

Envoyer CV, photo, et

prétentions à :

LE MONDE PUBLICITÉ

15-17, rue du Col-P-P-Avis,

Pierre-Avis, 75015 Paris.

Envoyer CV, photo, et

prétentions à :

LE MONDE PUBLICITÉ

15-17, rue du Col-P-P-Avis,

Pierre-Avis, 75015 Paris.

Envoyer CV, photo, et

prétentions à :

LE MONDE PUBLICITÉ

15-17, rue du Col-P-P-Avis,

Pierre-Avis, 75015 Paris.

### L'AGENDA

Animaux

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Vacances

Tourisme

Loisirs

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE

Recherche

pour la région

PARISIENNE







## ÉCONOMIE

## BILLET

## La démocratie en grève

Record une fois battu ! Les statistiques portant sur les journées de travail perdues pour fait de grève confirment l'effondrement de la conflictualité dans les entreprises du secteur privé. Entre janvier et octobre 1991, les journées non travaillées ne dépassent pas 37 000 en moyenne mensuelle, soit le niveau le plus bas jamais atteint depuis 1982.

Longtemps réputée pour être un secteur instable, la France est devenue un pays de paix au travail. Or, cette situation a été confirmée par M. Merline Aubry. Non pas que la situation du travail soit parfaite, mais elle ne présente plus de tensions majeures. Les entreprises ont d'un côté, et le ministre, qui s'exprime mardi 7 janvier devant l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS), l'endophagisme pratiquement plat de la

conflictualité constitue un élément de la crise de la démocratie. Elle n'est pas, bien sûr, n'est pas nouvelle. Ce qui l'est, en revanche, c'est qu'un ministre du travail s'inquiète publiquement du manque de réactivité des salariés du privé. Evidemment, M. Aubry ne se contente pas de se confronter à une vague de grèves. Ce qui le préoccupe, c'est que la démocratie, elle, puisse se mettre en grève du fait de la désindustrialisation et de l'effacement des collectifs.

L'irruption de conflits localisés (le plus récent dans le secteur nationalisé) comme celui qui a récemment secoué Renault ne sont pas des signes de la démocratie en grève. Si l'on veut parvenir à « changer le travail », comme le dit M. Aubry, il faudrait que les entreprises soient davantage « sur des revendications qualitatives » ou sur des revendications de solidarité, avec les chômeurs, par exemple.

Le plaidoyer du ministre n'est pas sans risques. Il ne faut pas reprocher au ministre de ne pas être à la hauteur de la rigueur économique pour permettre de lutter contre le chômage. Quoi qu'il en soit, les données de M. Aubry ont un mérite : elles nous font plus dangereusement imaginer que l'on ne peut pas tout faire pour la grève du travail, vers la fin des temps.

JEAN-MICHEL NORMAND

## M. Marchelli (CFE-CGC) demande le départ du premier ministre

M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, a demandé, mardi 7 janvier, au cours d'une conférence de presse, « le départ le plus vite possible du premier ministre ». Cresson a fait preuve de courtoisie et a déclaré qu'il n'importe pas de le faire pendant la période d'apprentissage. M. Marchelli a en effet indiqué que la CGC avait décidé d'« infléchir » sa position vis-à-vis de M. Cresson.

« La France économique est en train de se déliter », a déclaré le président de la CFE-CGC, qui a notamment déploré que M. Cresson « n'importe quoi » en la cogestion, laisse le chômage financier, une politique économique catastrophique et ne cesse de créer des chômeurs supplémentaires chaque mois.

## Les difficultés du marché automobile mondial

## Les ventes de voitures ont chuté de 11,4% aux Etats-Unis et de 20,7% en Grande-Bretagne en 1991

Les statistiques publiées lundi 6 janvier par les constructeurs automobiles américains ont sans appel : le marché automobile outre-Atlantique a chuté de 11,4% en 1991, atteignant son niveau le plus bas depuis 1983. Cette morosité n'est plus forte encore en Grande-Bretagne. Selon les chiffres publiés mardi 7 janvier, par la Fédération nationale des constructeurs (SMMT), le marché automobile britannique a enregistré une baisse de 20,7% en 1991, son plus mauvais score depuis 1982.

Les marchés anglo-saxons de l'automobile ont retrouvé en 1991 leurs plus bas niveaux ces dix dernières années. Avec 12,4 millions de véhicules (voitures, camionnettes et minibus) vendus en 1991, soit une baisse de 11,4% par rapport à 1990 (13,9 millions d'unités), le marché des Etats-Unis a atteint son plus bas niveau depuis 1982. Les ventes de voitures particulières ont baissé de 11,7% par rapport à 1990. Les trois premiers constructeurs nord-américains - General Motors, Ford et Chrysler - ont reculé de 12,6% par rapport à 1990.

Sur l'ensemble de l'année 1991, General Motors a enregistré une baisse de 12,5% de l'ensemble de ses ventes, soit 2,9 millions de voitures particulières vendues, soit un repli de 12,1% par rapport à l'année précédente. En revanche,

## Les constructeurs français s'attendent à une croissance de 2% à 3% en 1992

Pas de reprise fulgurante pour le marché automobile français. Le CCEA (Comité des constructeurs français d'automobiles) a publié, mardi 7 janvier, ses perspectives 1992 très mesurées. L'organisme professionnel prévoit une croissance de 2% à 3% des ventes de voitures particulières en France pour l'ensemble de l'année 1992. Le marché, qui a enregistré en 1991 un repli de 12%, atteindrait ainsi les 2 100 000 unités.

Cette timide reprise hexagonale - si elle se confirme - donnera une bouffée d'oxygène aux constructeurs français, dont les perspectives de l'exportation devraient être moins optimistes qu'en 1991. L'an passé, la France a enregistré une baisse de ses exportations de voitures neuves. A 1 970 000 unités, les ventes à l'étranger ont enregistré une progression de 1% par rapport à 1990. Et le CCEA estime à 11 milliards qu'a atteint la branche automobile en 1991, soit 7 milliards de plus que l'année précédente.

Les constructeurs français ont surtout profité du boom de la construction provoqué par la réunification allemande, doublant leurs exportations outre-Rhin. En 1992, cet effet d'entraînement jouera moins. « Le marché européen global pourrait reculer de 3% », indique l'organisme professionnel. Le CCEA estime cependant que « les constructeurs français devraient réussir à maintenir leurs volumes d'exportation au même niveau global qu'en 1991 ».

Les deux autres géants américains ont enregistré des baisses plus fortes que le secteur de voitures particulières : alors que Ford accuse une baisse totale de 13,6% par rapport à 1990, ses ventes de voitures ont baissé de 15,8% (1,6 million d'unités). De même, les ventes globales de Chrysler ont chuté de 11,2% pour un volume de ventes de voitures en repli de 18,4% (702 000 unités vendues).

Les firmes américaines des groupes japonais n'ont pas été épargnées par la déprime du marché américain. Les ventes de Toyota sont en baisse de 4,4%, de même que celles de Honda, avec des baisses respectives de 6% et 6,3%. Dans l'ensemble, cependant, la pénétration des marques japonaises a progressé de trois points par rapport à l'année 1990, atteignant 31% du marché nord-américain, contre 28% en 1990.

## Avantages fiscaux

Au moment même de la visite de M. George Bush au Japon (jusqu'au 10 janvier), ces mauvais résultats n'ont pas manqué de provoquer de nouvelles réactions aux Etats-Unis. « Ce n'est pas la première fois que nous entendons des propos alarmistes sur un redressement du déséquilibre des ventes automobiles vers le Japon », déclare, sceptique, le directeur général de Chrysler, M. Robert Lutz. Le

constructeur japonais Nissan a pourtant répondu, mardi 7 janvier, aux journalistes japonais par Tokyo (le Monde du 8 janvier).

Même s'il est vrai que, pour 1995, un objectif d'achat de pièces automobiles d'équipements automobiles de 3,7 milliards de dollars (19,2 milliards de francs), soit un montant deux fois et demi supérieur à celui de 1991 (6,7 milliards de francs). Dans la nuit, mercredi 8 janvier, les autres constructeurs japonais annonçaient un total d'achat aux Etats-Unis de 18 milliards de dollars (92 milliards de francs) en 1995.

Les résultats des ventes d'automobiles en Grande-Bretagne ne sont guère plus encourageants. Avec 1,6 millions d'unités vendues en 1991 - en baisse de 20,7% - le marché outre-Manche a ainsi baissé de 30,8% par rapport à 1990. En plus de l'anémie générale, les constructeurs japonais ont subi la sévère récession en Grande-Bretagne, ainsi qu'à la fin de l'année 1990, le montant de la TVA à 17,5% et la hausse de 20% des taxes sur les ventes de fonction (le Monde du 11 mars 1991). Ces avantages fiscaux avaient jusqu'ici permis aux voitures destinées aux sociétés de représenter, en 1990, plus de la moitié des ventes de voitures en Grande-Bretagne.

OLIVIER PIOT

## Début d'année

Alors que l'année démarre sur de nouvelles perspectives, il faut se dire que, pour le moment, les ventes de voitures particulières en France (autour de 80 000 unités) et environ 100 000 à l'étranger en 1991) et que Fiat en présentant sa Cinquecento à Rome, a prévu une version à piles, les Japonais, qui viennent de lancer des modèles plus chers, Toyota fait avancer sa Camry, une berline cossue, sans grands défauts ni grandes qualités sinon le silence et le confort; Honda livre ses nouvelles Civic, des véhicules familiaux et utiles à la fois, qui ont du style; Mazda, grâce à une version, vise pour sa part le parc des voitures européennes dites « moyennes supérieures », qui connaît aujourd'hui une violente bague entre marques.

En faisant ce choix, la marque japonaise ne se contente pas de produire le modèle, en diverses versions, placé entre les grosses 929 et les 323 qui, de gabarit moindre, ont connu la gloire dans les rallyes. Cette décision est plus subtile qu'on pourrait le penser. Car une nouvelle grosse berline va arriver dans les mois prochains sur le marché sous une autre appellation et que produira néanmoins... Mazda elle-même. Mais au Lexus, Toyota ou au Nissan, il y a une autre chose à l'astuce.

Quoi qu'il en soit, le 626 mérite une certaine attention. D'abord parce qu'elle vient d'être lancée sur les terres des BMW.

OLIVIER PIOT

## La préparation du prochain budget aux Etats-Unis

## Le plan d'« assouplissement fiscal » de l'administration Bush vise la relance de l'économie

Alors que le président George Bush se fait en Asie l'avocat des exportateurs américains (lire en première page), la Maison Blanche a avancé ces derniers jours dans la préparation du prochain budget - celui de l'année fiscale 1993 - avec un objectif prioritaire : la relance de l'économie.

## WASHINGTON

de notre correspondant

De l'Union à Tokyo, le président est en route. M. Bush, secrétaire général de la Maison Blanche, et M. Richard Darman, directeur du budget, pour esquisser les grandes lignes des deux documents qui vont marquer le débat économique des semaines à venir : le discours sur l'état de l'Union (que M. Bush doit prononcer le 28 janvier) et le projet de loi de finances (que l'excécutif doit soumettre en février à la Chambre des représentants). Ces deux projets - très similaires puisque le 15 janvier du 28 janvier dévoilera les grandes lignes du budget - ont, en cette année de campagne présidentielle, un caractère manifestement électoral. Grosso modo, M. Bush mène campagne sur le programme suivant : la fin de la guerre froide permet des réductions dans le budget de la défense qui doivent, à leur tour, alléger le fardeau du contribuable américain.

## « Le dividende de la paix »

Le plan d'« assouplissement fiscal » a pour objet de donner un coup de pouce à la consommation et à la sortie de l'économie de deux années de torpeur. Les experts économiques sont plutôt sceptiques sur la pertinence d'un budget de relance, mais les « politiques » font valoir que l'excécutif comprendrait mal que le président reste inactif face à la récession.

La marge de manœuvre de la Maison Blanche est étroite. Le président et ses amis républicains n'ont cessé de répéter que l'accord de discipline budgétaire, laborieusement négocié avec la majorité démocrate au Congrès en 1990, était un document « intouchable », « tabou ». Il établit un programme de contrôle et de réduction du déficit budgétaire (qui n'est attendu qu'en 1995) sur cinq ans. Le petit coup de pouce conjoncturel que veut donner la Maison Blanche ne doit donc pas bouleverser les grands équilibres - notamment les limites fixées à la progression des dépenses publiques - définies dans cet accord. Faut-il de quoi l'administration risque de provoquer un vent de panique dans les milieux financiers et quelques remous à Wall Street.

La Maison Blanche et les démocrates peinent à se mettre d'accord.

## Séminaire

à Wall Street

Dans un entretien accordé à la presse à Singapour, M. Bush a déclaré : « Je n'ai rien fait d'imbécile » - qui comprend « d'électoralisme » - qui puisse compromettre les perspectives d'une reprise à moyen terme. Aucun ministre précis n'a encore été avancé dans ce programme de mini-relance qui devra continuer l'année du discours sur l'état de l'Union et se retrouver dans le projet de loi de finances de février. Les milieux financiers ne semblent pas s'inquiéter outre mesure d'un éventuel accroissement du déficit de 1990 et Wall Street craint ces jours-ci des secousses.

ALAIN FRACHON

## Le Japon lance un nouveau projet de train Shinkansen à grande vitesse

Une compagnie japonaise de chemins de fer vient de présenter un projet destiné à développer un nouveau train Shinkansen ayant une vitesse commerciale de croisière maximum de 350 km/h, soit 30 km/h de plus que le TGV français. Ce train le plus rapide du monde.

Le projet, Atlas, débute en avril avec pour objectif de mettre sur pied ce nouveau train japonais à grande vitesse d'ici à la fin de l'année fiscale 1996, a déclaré le représentant du groupe Japan Railway. Ce train devrait être opérationnel en 1999.

Une vitesse de croisière de 350 km/h

Les trains rapides Shinkansen qui circulent actuellement au Japon ont une vitesse de croisière maximum de 270 km/h. Après avoir été dans le passé le plus rapide du monde, le Shinkansen avait été progressivement dépassé par le TGV français, qui a roulé à 315 km/h en 1990, lors d'un test expérimental et qui est exploité à la vitesse de 300 km/h sur la ligne Atlantique.

Au terme du projet Atlas, la vitesse commerciale du Shinkansen devrait être portée à 350 km/h, alors que dans le même temps les chercheurs de Japan Railway s'efforcent de mettre au point des dispositifs pour réduire le bruit et les vibrations provoqués par le train. (AFP)

Le gouvernement brésilien accorde 147 % d'augmentation aux retraités de Rio. - Après plus de quatre mois d'une véritable guérilla judiciaire entre le ministre du travail et les retraités, le gouvernement brésilien a été contraint de payer, à partir du 7 janvier, 147,06 % d'augmentation aux 441 000 retraités en pensionnés de l'Etat de Rio-de-Janeiro. Le gouvernement de M. Collor sera vraisemblablement obligé d'accorder dans les jours qui viennent la même augmentation aux 14 millions de retraités en pensionnés. Il devrait alors lui verser 7,3 milliards de dollars (38 milliards de francs). Le gouvernement voulait concéder que 54,6 % d'augmentation.

## Même si la CGT ne veut pas négocier

## M. Le Drian réaffirme sa volonté de soumettre la réforme portuaire au Parlement en avril

Le secrétaire d'Etat à la mer, M. Jean-Yves Le Drian, a réaffirmé, mardi 7 janvier, son intention de mener à bien la réforme de l'organisation portuaire qui sera présentée au Parlement en avril, que la Fédération nationale des ports et docks CGT accepte de négocier ou non.

La veille, les responsables du port de Dunkerque avaient présenté leur projet de relance par lequel les entreprises de maintenance s'engagent à mensualiser au moins 550 dockers. D'autres ports, comme Le Havre, Marseille ou Bordeaux, devraient être concernés dans les jours qui viennent.

En effet, ces propositions, les

négociations restent bloquées. La Fédération nationale des ports et docks, qui est en ce moment en grève à raison de 48 heures par semaine, s'oppose aux négociations décentralisées, port par port, ainsi qu'à la décentralisation des dockers. Elle devrait décider, le 9 janvier, des suites à donner à son mouvement. Selon le secrétaire d'Etat, le coût total direct de ces onze grèves s'élève à 150 millions de francs, et au Havre soixante-dix navires ont dû être déchargés depuis le début du mouvement.

« Les ports qui n'auraient pas mené des négociations à la date du 15 février ne pourront bénéficier du plan social », a affirmé M. Le Drian.

Mais, si l'organisation syndicale représentative pratique la politique de la « non-négociation », n'empêche un certain nombre de dockers d'aller discuter. Pour faciliter les contacts avec les représentants portuaires, des « téléphones rouges » ont été mis en place dans plusieurs grands ports où beaucoup de dockers ont demandé à ne pas être « le diable », a déclaré le ministre.

A Lorient, le vice-chef de la

M. L.



# ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

La demande d'adhésion au FMI de plusieurs Républiques de la CEI

## La conférence internationale sur l'aide à l'ex-URSS se réunira le 22 janvier à Washington

« Le but de la conférence est de mieux définir notre travail et nos responsabilités », a déclaré mardi 7 janvier le porte-parole du département d'État, Margaret Tutwiler, en confirmant la tenue d'une conférence internationale les 22 et 23 janvier à Washington. Annoncée le 12 décembre dernier par M. Baker, la conférence sera organisée à l'aide aux Républiques de l'ancienne Union soviétique accueillera une soixantaine de participants, représentants d'États et d'organismes internationaux. Les participants seront représentés par leur ministre des affaires étrangères.

L'annonce du projet de conférence avait reçu un accueil réservé de la part de plusieurs pays européens, qui estimaient qu'une telle réunion n'avait pas de raison d'être, car une coordination internationale de l'aide à l'Est existe d'ores et déjà. Certains avaient été jusqu'à dénoncer une opération de *fund raising* (appel de fonds) organisée par Washington afin de faire contribuer les partenaires États-Unis à l'effort financier des anciennes Républiques soviétiques.

Selon M. Tutwiler, il s'agit davantage de coordonner les efforts des fonds. L'analyse des besoins à court terme dans les domaines de l'alimentation, de la médecine, de l'énergie seront au cœur des discussions, a-t-elle souligné.

Depuis la disparition formelle de l'URSS et les débuts difficiles de la CEI (Communauté des États indépendants), l'attitude des États-Unis à propos de l'aide à l'ancienne Union soviétique a considérablement évolué. Après avoir insisté pour que M. Gorbatchev obtienne seulement un statut d'observateur au Fonds monétaire international (FMI), M. Nicholas Brady, secrétaire américain au Trésor, a appelé les membres de la CEI à rapidement leur candidature au Fonds. Après l'Ukraine, c'est la Biélorussie et l'Arménie qui, mardi 7 janvier, ont fait parvenir leur demande d'adhésion au FMI. Habituellement, l'adhésion d'un État au FMI demande près d'un an de préparation, mais, selon des responsables de l'organisme international, l'appartenance formelle des

Républiques pourrait être acquise dès le printemps. Reste à déterminer la part du capital (le quota) qui reviendra à chacune d'entre elles, véritable casse-tête pour les experts à Washington.

D'autre part, M. Brady a annoncé le 8 janvier à Tokyo que la conférence internationale sera accompagnée, aux alentours du 15 janvier, d'une rencontre (elle pourrait avoir lieu à Washington ou New-York) du groupe des Sept ministres des finances et des ministres des affaires économiques sept principaux pays industrialisés. M. Nicholas Brady, les Sept se réuniront pour discuter d'une stratégie de croissance mondiale.

Selon un premier rapport de l'OCDE

## La Tchécoslovaquie doit maintenir sa cohésion économique et réussir les privatisations

Attendue et redoutée depuis plusieurs mois à Prague, la première étude de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) consacrée à la Tchécoslovaquie a été publiée mercredi 8 janvier à Paris. Or le résultat d'un an de « thérapie de choc » apparaît plutôt positif aux experts occidentaux.

« Dès que après la révolution de velours » (en novembre 1989), la Tchécoslovaquie a pu présenter des indicateurs économiques assez impressionnants. Comme ailleurs en Europe centrale et orientale, la chute de la production a été brutale en 1990, le produit intérieur brut (PIB) est contracté de 14 %, après avoir diminué de 1 % en 1989. Cependant, en dépit de la dégradation des prix au début de 1991, l'inflation a été contenue à 55 % l'an dernier (contre 250 % en Pologne l'année de la libération des prix) et

devrait être inférieure à 10 % l'année prochaine. Un scénario un peu optimiste pour M. Jan Mladek, vice-ministre fédéral de l'économie, qui sur 1991, a vu la production baisser de 20 %, mais souligne que l'inflation est un problème secondaire pour le gouvernement.

Cinq années d'efforts encore Pour les finances publiques, le bilan est aussi relativement positif : le budget a été équilibré en 1990, et ce, grâce aux comptes extérieurs, la balance des paiements a enregistré un déficit de 200 millions de dollars en 1991, contre 1,5 milliard de dollars en 1990. La dette extérieure du COMECON, on avait redouté un solde négatif allant jusqu'à 2,5 milliards de dollars. De même, la dette extérieure est stable et relativement maîtrisée, avec 9 milliards de dollars.

Stabilité macro-économique, prix et commerce extérieur libérés, le résultat d'un an de « thérapie de choc » en Tchécoslovaquie est jugé plutôt satisfaisant par les spécialistes occidentaux. Mais les grandes questions inhérentes à la transition vers le marché restent posées. La politique rigoureuse poursuivie-elle être poursuivie, surtout en cette année d'élections ? Selon M. Salvatore Zecchi, directeur du programme « partenaires en transition » de l'OCDE, les efforts devront être poursuivis pendant cinq années au moins. Comment mettre en œuvre le transfert de la propriété de l'État vers le secteur privé ? Le rapport d'expertise sur le processus de privatisation par voie de coupons à la population (*le Monde* du 5 novembre 1991) aboutira à un scénario d'« État par leurs nouveaux propriétaires ».

L'année 1992 devrait être, selon l'OCDE, l'année des privatisations. Soit le processus s'accélère, et la croissance pourrait redevenir positive dès la fin de 1992, soit il s'écroule, et la production continuera de décroître jusqu'en 1993 au moins. Autre interrogation : que va devenir la Tchécoslovaquie dans le contexte de la montée des tensions entre Tchèques et Slovaques ? Selon M. Mladek, le scénario le plus probable est celui de la transformation de l'actuelle fédération en une confédération (deux États distincts) conservant de forts liens économiques. Mais des évolutions économiques sont susceptibles de creuser les clivages politiques : le taux de chômage se situe actuellement à 6,3 % de la population active, mais cette moyenne recouvre, rappelle M. Mladek, un taux de 4,1 % dans la République tchèque (à l'ouest du pays), pratiquement nul dans la zone industrielle de l'Allemagne, alors que les sans-emploi représentent déjà 11,4 % de la population active en Slovaquie.

F. L.

## SOCIAL

Signé par la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et peut-être FO

## Un accord améliore l'apprentissage pour développer la formation professionnelle initiale

Un accord pour le développement de l'apprentissage est intervenu au cours de la nuit du 8 janvier entre partenaires sociaux. La CFDT, la CFTC et la CFE-CGC ont signé sur-le-champ. FO rendra sa réponse, vraisemblablement positive, le 13 janvier. Le texte permet notamment d'augmenter la rémunération des apprentis et de l'aligner sur celle des autres de qualification.

À l'issue de la cinquième séance de négociations, et au milieu de la nuit, les partenaires sociaux ont parvenu à un accord pour l'amélioration de l'apprentissage, véritable filière complète de formation professionnelle initiale, au même titre que la formation publique. Trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) ont signé l'accord qui sera intégré à l'accord interprofessionnel sur la formation professionnelle du 3 juillet, repris depuis dans la loi FO, qui porte une « appréciation positive », doit attendre la réunion de son bureau confédéral, le 13 janvier, pour se prononcer. Côté patronal, le CNPF et l'UPA (Union professionnelle des artisans) ont approuvé le document. La CGPME doit faire une « ultime lecture » avant ses instances.

Le document principal est accompagné d'une lettre « paritaire », adressée au gouvernement.

sur le contenu de laquelle la CFE-CGC et la CGPME doivent se prononcer. FO ne la signera pas, préférant garder son droit d'expression. Le premier ministre, Edith Cresson, qui devrait avoir lieu les 28 et 29 janvier. Enfin, un texte de procédure, dans la CFTC souligne qu'il n'a « aucune valeur juridique », incite les branches professionnelles à augmenter la durée minimale de formation en vue d'atteindre (...) « l'objectif pour l'année scolaire 1994-1995 » : préciser qu'un premier bilan des nouvelles dispositions sera fait en septembre 1997.

Alignement sur le contrat de qualification

Peu révolutionnaire, l'accord réhabilite toutefois l'apprentissage, qui n'est actuellement que deux ans pour les jeunes et est souvent regardé comme une « déviation ». Pour assurer le développement, le texte ouvre la voie à une collaboration entre les partenaires sociaux, l'État et les régions, sur la base de « chartes d'objectifs ». Il prévoit la mise en place d'une coordination. Les syndicats sont associés à cette politique et les représentants du personnel seront consultés dans les entreprises. Les branches professionnelles « peuvent négocier les modalités d'application des orientations.

Un certain nombre d'améliorations sont apportées. En ce qui concerne l'entreprise peut obtenir

l'agrément et le statut d'apprentissage pour leurs salariés. Les conditions d'emploi des personnels des centres de formation d'apprentis (CFA) doivent être améliorées. L'information et l'orientation, particulièrement des jeunes, sont perfectionnées.

Mais c'est dans le domaine de la formation et de la rémunération que les avancées les plus importantes ont été enregistrées. Mais, les salaires des apprentis seront alignés sur ceux des autres salariés d'un même niveau de qualification. Ils iront de 24,32 % du SMIC, en 1991, pour les plus jeunes (contre 21 %) à 60,67 % (contre 60 %) du salaire minimum de l'emploi occupé, pour les plus âgés. En cas de troisième année, une augmentation de 20 points est prévue.

## La polémique sur le travail du dimanche

### « Une dérive vers une liberté mal comprise », déclare l'archevêque de Bordeaux

Le débat sur le travail du dimanche est « une dérive vers une liberté mal comprise », a déclaré Mgr Eyt, archevêque de Bordeaux, qui a tenu qu'à terme, le rapprochement du dimanche est « toujours moins », avant que ne se produise « une dérive vers une liberté mal comprise ».

« L'Eglise catholique a toujours une grande importance au dimanche », ajoute l'archevêque de Bordeaux, non seulement pour des raisons religieuses, mais aussi pour des raisons sociales se rattachant à l'obligation du repos hebdomadaire. (...) « une décision générale [d'ouverture des commerces le dimanche] est prise pour notre société, celle-ci entrera dans une nouvelle phase de développement du temps social ».

Chômage partiel : prolongation de l'aide publique. - Parallèlement au 10 décembre, le gouvernement a maintenu à 18 francs, jusqu'au 15 juillet 1992, le montant de l'aide publique au chômage partiel. Pour les entreprises à recourir au chômage partiel plutôt qu'au licenciement, l'aide de l'État avait déjà été relevée de 25 %, passant de 10,32 à 13,23 francs en mars 1991. Puis elle a été portée à 18 francs, pour une durée de six mois, le 15 juillet. Faute d'accord avec le CNPF, qui lui avait demandé un effort, une prolongation a donc été décidée, amenant l'État à prendre en charge une somme équivalente aux deux tiers du SMIC net en cas d'indemnisation.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

### PRÉFECTURE DE LA DRÔME

Valence, le 11 décembre 1991

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Bureau de l'environnement et des affaires foncières

Communes de : Livron, Etoile, Montségur, Chabeuil, Valence, St-Marcel-les-Valence, Bourg-les-Valence, Châteaufort-sur-Isère, La Roche-de-Glun, Mercurot.

### SUR LE PROJET DE CONTOURNEMENT AUTOROUTIER EST DE VALENCE

Le Préfet du département de la Drôme informe le public du projet de contournement autoroutier est de Valence - A 749, destiné à raccorder sur 25 kilomètres l'autoroute N 7 du site de la (sur la commune de Livron), jusqu'à la commune de Mercurot.

Cet effet, par arrêté préfectoral n° 4 du 13 décembre 1991, il a été ordonné l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique dudit contournement et la mise en compatibilité des POS de toutes les communes concernées avec le projet.

Cette enquête se déroulera du 11 janvier 1992 au 7 février 1992 inclus, dans les conditions ci-après :

### A la Préfecture : dépôt du dossier global de l'opération projetée, comprenant :

- les pièces relatives à la déclaration d'utilité publique,
- les dossiers portant sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des 14 communes concernées,
- les 2 registres d'enquêtes à remplir, non mobiles, cotés et paraphés par le président de la commission d'enquête ou un membre de celle-ci.

Le dossier pourra être consulté à la Préfecture (6<sup>e</sup> étage, bureau 643), aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, à savoir : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30.

Chacun pourra en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquêtes ou les adresser par écrit à la Préfecture, au président de la commission d'enquête qui les verra et les annexera aux registres. Dans les mairies des communes concernées : dépôt du dossier global de l'opération projetée, comprenant :

- les pièces relatives à la déclaration d'utilité publique,
- un dossier portant sur la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune concernée avec le projet,
- deux registres d'enquêtes à remplir, non mobiles, cotés et paraphés par le président de la commission d'enquête ou un membre de celle-ci.

Ce dossier pourra être consulté dans les mairies des communes concernées, dont la liste suit, aux jours et heures des bureaux, à savoir :

- Livron : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h ;
- Etoile : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h 30, mercredi après-midi de 13 h 30 à 17 h ;
- Portes-les-Valence : le lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h ;
- Montségur : du lundi au vendredi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h, le samedi de 10 h à 12 h ;
- Beaumont-les-Valence : le lundi de 14 h à 16 h, le mercredi, jeudi et vendredi, de 14 h à 16 h et de 14 h à 16 h, le samedi de 9 h à 12 h ;
- Valence : le lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;
- Malleval : lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 9 h à 13 h et le mercredi, de 9 h à 17 h ;
- Chabeuil : tous les jours de 9 h à 15 h, sauf le samedi ;
- St-Marcel-les-Valence : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h ;
- Bourg-les-Valence : de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, tous les jours sauf le vendredi, jusqu'à 17 h ;
- Châteaufort-sur-Isère : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, le samedi de 9 h à 12 h ;
- Pont-de-l'Isère : tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le samedi de 9 h à 12 h ;
- La Roche-de-Glun : tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h, le samedi de 9 h à 12 h ;
- Mercurot : du lundi au vendredi, de 9 h à 16 h.

Chacun pourra également en prendre connaissance et consigner ses observations sur les registres d'enquêtes ou les adresser par écrit à la Préfecture, au président de la commission d'enquête qui les verra et les annexera aux registres. La commission d'enquête dont le siège est la Préfecture de la Drôme, est composée de :

- Président : M. Roger FRIEDMANN, ingénieur expert ;
- Membres titulaires : M. Denis REY-HUET, architecte urbaniste, M. Albert COSTE, ingénieur divisionnaire des Mines ;
- Membres suppléants : M. DELAUNAY, géomètre expert, M. Georges DAVID, géomètre expert DPLG.

Le président de la commission d'enquête siège à la Préfecture de la Drôme, salle 2, 2<sup>e</sup> étage :

- le mardi 21 janvier 1992, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30,
- et le vendredi 7 février 1992, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30, afin d'y recevoir le public.

Un membre de la commission d'enquête siègera et recevra le public ainsi que les observations éventuelles qui seront consignées sur les registres d'enquêtes, dans les conditions suivantes, en mairie de :

- Livron : le mardi 7 janvier 1992, de 9 h à 12 h et le 27 janvier 1992, de 9 h à 12 h ;
- Etoile : le mercredi 8 janvier 1992, de 13 h 30 à 17 h et le 27 janvier de 14 h à 17 h ;
- Portes-les-Valence : le jeudi 9 janvier 1992, de 14 h à 17 h et le 28 janvier 1992, de 9 h à 12 h ;
- Montségur : le vendredi 10 janvier 1992, de 10 h à 12 h et le 28 janvier 1992, de 14 h à 16 h ;
- Beaumont-les-Valence : le vendredi 11 janvier 1992, de 14 h à 17 h et le 29 janvier 1992, de 9 h à 12 h ;
- Valence : le samedi 11 janvier 1992, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30 et le 29 janvier 1992, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30 ;
- Malleval : le mardi 14 janvier 1992, de 9 h à 12 h et le 30 janvier 1992, de 14 h à 17 h ;
- Chabeuil : le mardi 14 janvier 1992, de 14 h à 17 h et le 30 janvier 1992, de 9 h à 12 h ;
- St-Marcel-les-Valence : le mercredi 15 janvier 1992, de 9 h à 12 h et le 30 janvier 1992, de 14 h à 17 h ;
- Bourg-les-Valence : le jeudi 16 janvier 1992, de 9 h à 12 h et le 30 janvier 1992, de 14 h à 17 h ;
- Châteaufort-sur-Isère : le jeudi 16 janvier 1992, de 9 h à 12 h et le 30 janvier 1992, de 14 h à 17 h ;
- Pont-de-l'Isère : le jeudi 16 janvier 1992, de 14 h à 17 h et le 30 janvier 1992, de 9 h à 12 h ;
- La Roche-de-Glun : le vendredi 17 janvier 1992, de 9 h à 12 h et le 30 janvier 1992, de 9 h à 12 h ;
- Mercurot : le 17 janvier 1992, de 14 h à 16 h et le 30 janvier 1992, de 14 h à 16 h.

Dans le délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête, la commission d'enquête établira un rapport relatif au déroulement de celle-ci et rédigera des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou non à la déclaration d'utilité publique et la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes concernées avec les projets du contournement autoroutier Est de Valence.

Copie de ces documents sera tenue à la disposition du public à la mairie de chacune des communes concernées et à la Préfecture de la Drôme pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Toute personne concernée pourra, en outre, en demander communication au préfet.

Par délégation, le secrétaire général, PATRICE MOLLE.







# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 8 JANVIER

Cours relevés à 10 h 14

Réglement mensuel									
Composante	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Composante	VALEURS	Cours	Premier
4210	CALE 5%	4250	4270	4270	+0.47	4210	CALE 5%	4250	4270
822	B.L.P. T.P.	827	827	827	0.00	822	B.L.P. T.P.	827	827
814	Q.L.P. T.P.	829	829	829	0.00	814	Q.L.P. T.P.	829	829
1131	B.L.P. T.P.	1200	1195	1195	-0.42	1131	B.L.P. T.P.	1200	1195
1025	Rhone-Poul. T.P.	1030	1030	1030	0.00	1025	Rhone-Poul. T.P.	1030	1030
1026	Saint-Gobain T.P.	1030	1030	1030	0.00	1026	Saint-Gobain T.P.	1030	1030
580	ACCOR	587	587	587	0.00	580	ACCOR	587	587
530	Air Liquide	535	535	535	0.00	530	Air Liquide	535	535
1320	Alcatel-Midi	1324	1324	1324	0.00	1320	Alcatel-Midi	1324	1324
275	A.S.P.L.	280	280	280	0.00	275	A.S.P.L.	280	280
1240	Alphon. Proust	1244	1244	1244	0.00	1240	Alphon. Proust	1244	1244
680	A.S.F. 5% 1982	685	685	685	0.00	680	A.S.F. 5% 1982	685	685
124	Am. H. Mide	124	124	124	0.00	124	Am. H. Mide	124	124
77	Am. H. Mide	77	77	77	0.00	77	Am. H. Mide	77	77
73	Am. H. Mide	73	73	73	0.00	73	Am. H. Mide	73	73
44	Am. H. Mide	44	44	44	0.00	44	Am. H. Mide	44	44
826	Am. H. Mide	826	826	826	0.00	826	Am. H. Mide	826	826
270	Am. H. Mide	270	270	270	0.00	270	Am. H. Mide	270	270
230	Am. H. Mide	230	230	230	0.00	230	Am. H. Mide	230	230
680	Am. H. Mide	680	680	680	0.00	680	Am. H. Mide	680	680
118	Am. H. Mide	118	118	118	0.00	118	Am. H. Mide	118	118
945	Am. H. Mide	945	945	945	0.00	945	Am. H. Mide	945	945
250	Am. H. Mide	250	250	250	0.00	250	Am. H. Mide	250	250
15	Am. H. Mide	15	15	15	0.00	15	Am. H. Mide	15	15
1700	Am. H. Mide	1700	1700	1700	0.00	1700	Am. H. Mide	1700	1700
215	Am. H. Mide	215	215	215	0.00	215	Am. H. Mide	215	215
150	Am. H. Mide	150	150	150	0.00	150	Am. H. Mide	150	150
330	Am. H. Mide	330	330	330	0.00	330	Am. H. Mide	330	330
275	Am. H. Mide	275	275	275	0.00	275	Am. H. Mide	275	275
280	Am. H. Mide	280	280	280	0.00	280	Am. H. Mide	280	280
245	Am. H. Mide	245	245	245	0.00	245	Am. H. Mide	245	245
725	Am. H. Mide	725	725	725	0.00	725	Am. H. Mide	725	725
135	Am. H. Mide	135	135	135	0.00	135	Am. H. Mide	135	135
130	Am. H. Mide	130	130	130	0.00	130	Am. H. Mide	130	130
130	Am. H. Mide	130	130	130	0.00	130	Am. H. Mide	130	130
270	Am. H. Mide	270	270	270	0.00	270	Am. H. Mide	270	270
120	Am. H. Mide	120	120	120	0.00	120	Am. H. Mide	120	120
97	Am. H. Mide	97	97	97	0.00	97	Am. H. Mide	97	97

### COMPTANT (sélection)

### SICAV (sélection)

### 7/1

Obligations									
VALEURS	% de nom.	% de coupon	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours
Emp. 5% 1987	123.10	5.83	100.25	100.25	Emp. 5% 1987	100.25	100.25	Emp. 5% 1987	100.25
Emp. 5% 1988	101.82	4.82	100.25	100.25	Emp. 5% 1988	100.25	100.25	Emp. 5% 1988	100.25
Emp. 5% 1989	101.82	3.81	100.25	100.25	Emp. 5% 1989	100.25	100.25	Emp. 5% 1989	100.25
Emp. 5% 1990	101.82	2.80	100.25	100.25	Emp. 5% 1990	100.25	100.25	Emp. 5% 1990	100.25
Emp. 5% 1991	101.82	1.79	100.25	100.25	Emp. 5% 1991	100.25	100.25	Emp. 5% 1991	100.25
Emp. 5% 1992	101.82	0.78	100.25	100.25	Emp. 5% 1992	100.25	100.25	Emp. 5% 1992	100.25
Emp. 5% 1993	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 1993	100.25	100.25	Emp. 5% 1993	100.25
Emp. 5% 1994	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 1994	100.25	100.25	Emp. 5% 1994	100.25
Emp. 5% 1995	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 1995	100.25	100.25	Emp. 5% 1995	100.25
Emp. 5% 1996	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 1996	100.25	100.25	Emp. 5% 1996	100.25
Emp. 5% 1997	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 1997	100.25	100.25	Emp. 5% 1997	100.25
Emp. 5% 1998	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 1998	100.25	100.25	Emp. 5% 1998	100.25
Emp. 5% 1999	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 1999	100.25	100.25	Emp. 5% 1999	100.25
Emp. 5% 2000	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2000	100.25	100.25	Emp. 5% 2000	100.25
Emp. 5% 2001	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2001	100.25	100.25	Emp. 5% 2001	100.25
Emp. 5% 2002	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2002	100.25	100.25	Emp. 5% 2002	100.25
Emp. 5% 2003	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2003	100.25	100.25	Emp. 5% 2003	100.25
Emp. 5% 2004	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2004	100.25	100.25	Emp. 5% 2004	100.25
Emp. 5% 2005	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2005	100.25	100.25	Emp. 5% 2005	100.25
Emp. 5% 2006	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2006	100.25	100.25	Emp. 5% 2006	100.25
Emp. 5% 2007	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2007	100.25	100.25	Emp. 5% 2007	100.25
Emp. 5% 2008	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2008	100.25	100.25	Emp. 5% 2008	100.25
Emp. 5% 2009	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2009	100.25	100.25	Emp. 5% 2009	100.25
Emp. 5% 2010	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2010	100.25	100.25	Emp. 5% 2010	100.25
Emp. 5% 2011	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2011	100.25	100.25	Emp. 5% 2011	100.25
Emp. 5% 2012	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2012	100.25	100.25	Emp. 5% 2012	100.25
Emp. 5% 2013	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2013	100.25	100.25	Emp. 5% 2013	100.25
Emp. 5% 2014	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2014	100.25	100.25	Emp. 5% 2014	100.25
Emp. 5% 2015	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2015	100.25	100.25	Emp. 5% 2015	100.25
Emp. 5% 2016	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2016	100.25	100.25	Emp. 5% 2016	100.25
Emp. 5% 2017	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2017	100.25	100.25	Emp. 5% 2017	100.25
Emp. 5% 2018	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2018	100.25	100.25	Emp. 5% 2018	100.25
Emp. 5% 2019	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2019	100.25	100.25	Emp. 5% 2019	100.25
Emp. 5% 2020	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2020	100.25	100.25	Emp. 5% 2020	100.25
Emp. 5% 2021	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2021	100.25	100.25	Emp. 5% 2021	100.25
Emp. 5% 2022	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2022	100.25	100.25	Emp. 5% 2022	100.25
Emp. 5% 2023	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2023	100.25	100.25	Emp. 5% 2023	100.25
Emp. 5% 2024	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2024	100.25	100.25	Emp. 5% 2024	100.25
Emp. 5% 2025	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2025	100.25	100.25	Emp. 5% 2025	100.25
Emp. 5% 2026	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2026	100.25	100.25	Emp. 5% 2026	100.25
Emp. 5% 2027	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2027	100.25	100.25	Emp. 5% 2027	100.25
Emp. 5% 2028	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2028	100.25	100.25	Emp. 5% 2028	100.25
Emp. 5% 2029	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2029	100.25	100.25	Emp. 5% 2029	100.25
Emp. 5% 2030	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2030	100.25	100.25	Emp. 5% 2030	100.25
Emp. 5% 2031	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2031	100.25	100.25	Emp. 5% 2031	100.25
Emp. 5% 2032	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2032	100.25	100.25	Emp. 5% 2032	100.25
Emp. 5% 2033	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2033	100.25	100.25	Emp. 5% 2033	100.25
Emp. 5% 2034	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2034	100.25	100.25	Emp. 5% 2034	100.25
Emp. 5% 2035	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2035	100.25	100.25	Emp. 5% 2035	100.25
Emp. 5% 2036	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2036	100.25	100.25	Emp. 5% 2036	100.25
Emp. 5% 2037	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2037	100.25	100.25	Emp. 5% 2037	100.25
Emp. 5% 2038	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2038	100.25	100.25	Emp. 5% 2038	100.25
Emp. 5% 2039	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2039	100.25	100.25	Emp. 5% 2039	100.25
Emp. 5% 2040	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2040	100.25	100.25	Emp. 5% 2040	100.25
Emp. 5% 2041	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2041	100.25	100.25	Emp. 5% 2041	100.25
Emp. 5% 2042	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2042	100.25	100.25	Emp. 5% 2042	100.25
Emp. 5% 2043	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2043	100.25	100.25	Emp. 5% 2043	100.25
Emp. 5% 2044	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2044	100.25	100.25	Emp. 5% 2044	100.25
Emp. 5% 2045	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2045	100.25	100.25	Emp. 5% 2045	100.25
Emp. 5% 2046	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2046	100.25	100.25	Emp. 5% 2046	100.25
Emp. 5% 2047	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2047	100.25	100.25	Emp. 5% 2047	100.25
Emp. 5% 2048	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2048	100.25	100.25	Emp. 5% 2048	100.25
Emp. 5% 2049	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2049	100.25	100.25	Emp. 5% 2049	100.25
Emp. 5% 2050	101.82	0.00	100.25	100.25	Emp. 5% 2050	100.25	100.25	Emp. 5% 2050	100.25











هكذا من الأصل



# ARTS • SPECTACLES

Harcelez-moi!

## Des musées exposés

*J'ai peine à soutenir le poids d'or des musées, cet immense vaisseau. Combien me parle plus que leurs bouches usées. L'œuvre de Picasso.*

CES mots de Cocteau, écrits en 1919. Aujourd'hui l'essentiel de cette œuvre se trouve à ces « bouches usées ». L'une d'entre elles, l'hôtel Salé, lui est même totalement dédiée. En 1972, Daniel Buren condamnait « l'artiste (qui) jette et jette son œuvre dans le piège des musées ». Il est désormais l'une des vedettes de ces « bouches usées » et agit directement pour elles. Rien de plus logique que se tienne donc, au Grand Palais, depuis trois ans, un Salon international des musées et des expositions (SIME). La vogue des musées est sans doute, sur le plan culturel, l'un des faits marquants de la dernière décennie, dans le monde occidental. En France, ils sont en passe de remplir le rôle jadis dévolu par André Malraux aux maisons de la culture.

Finie l'époque des palais solennels où un public choisi venait admirer quelques chefs-d'œuvre — peinture ou sculpture — la vogue des galeries volontiers pousseuses où une poignée d'érudits couvraient collections de pierres taillées, de coléoptères rares et squelettes d'animaux disparus. Les nouveaux temples qui prétendent embrasser le champ entier de l'activité humaine se glissent dans de vieux bâtiments réhabilités ou dans des murs taillés sur mesure. Les grands-messes culturelles ont disparu en présence des amateurs mais aussi des touristes attirés par ces entiers et des enfants des écoles avec leurs professeurs. Cette proximité ne va pas irriter les vieux habitués, mais la volatilité tient autant à la contemplation des œuvres qu'au charme d'une présentation souvent éphémère et à la relative solitude de l'endroit. La muséographie est devenue un art, et comme tous les arts elle est imparfaite, à la merci du décorateur.

La subtilité et la discrétion le disputent avec le clinquant et l'ostentatoire; Richard Peduzzi à Gae Aulenti... Pour les architectes, le musée a supplanté le théâtre comme modèle de style obligé. Ceux-ci doivent prévoir, à côté des espaces où sont présentées les collections, des salles pour les expositions temporaires, des auditoriums pour les conférences, les concerts et les projections de films, des boutiques et des cafétérias qui sont parfois de véritables restaurants. Le musée ne dirigeait un monde en lui qui débordait largement les missions que lui avait assignées le dix-neuvième siècle. A côté des beaux-arts — de tous les arts, des Égyptiens aux installations contemporaines — les conservateurs tentent de dresser de vastes panoramas : conquêtes de la science, civilisations rurales, transports et architecture, guerre et paix, reli-



GASTON BERGERET

gion ou jeu. Toutes les branches de l'industrie humaine se bousculent dans ces sanctuaires de notre mémoire qui reçoivent la même appellation générique : musée.

Et cette prolifération ne s'accompagne pas de la demande du public. En 1981, les 34 musées nationaux accueillaient 9,5 millions de visiteurs. En 1990, ceux-ci étaient 15 millions, soit une progression de 57 % en dix ans. Le Louvre a vu ses entrées augmenter de 38 % depuis l'ouverture du Hall Napoléon; celles du Musée des Beaux-Arts de Lyon (145 000 en 1990) ont pratiquement triplé depuis le début de la dernière décennie et celles du nouveau Musée d'art moderne de Villeneuve-d'Ascq ont dépassé les 39 000 en 1984 à 102 000 en 1990. Au même moment, les quelque 1 200 musées créés par l'État français avaient reçu près de 70 millions de personnes. En 1990, le ministère de la culture a investi 217 millions de francs dans la construction, l'extension ou la rénovation de ces établissements. Le Grand Louvre, il est vrai, s'est taillé la part du lion : il a reçu ce jour 4 millions de francs. Les crédits d'acquisition de l'État (valeur des donations comprises) s'élevaient à 420,7 millions de francs en 1991 contre 161,3 millions de francs en 1982. Cette année, plus de 20 millions de francs ont été alloués à la rénovation de l'hôtel de la Mairie de Paris. A Nice, le Musée Matisse ouvrira ses portes en juin; à Rouen et à Lyon, une première tranche de rénovation « lourde » sera achevée au printemps dans les musées des beaux-arts de ces villes; ceux de Ceret, d'Epinal et de Clermont-Ferrand suivront à l'automne. En 1993, Nîmes pourra inaugurer son « Carré d'art » et Grenoble son « Centre d'art moderne ». Symptôme nouveau, les collectivités territoriales, naguère indifférentes, se préoccupent activement de leurs musées, « vitrines » de la région, du département ou de la ville.

Mais, à la multiplication de ces institutions et leur implantation au sein du dispositif culturel local, indiscutables, cette croissance ne va pas sans interrogations. Les œuvres ne risquent-elles pas de souffrir dans ces lieux aseptisés? Maurice Blanchot évoquait à propos des musées un mal « analogue au mal des

montagnes, fait de vertige et d'étouffement, auquel on tombe rapidement sans bonheur de voir ». Witold Gombrowicz, provocateur, prétendait qu'accrocher un tableau dans une conditions équivalait à signer son arrêt de mort. « Au musée, écrit-il, il y a une foule, la quantité accable la qualité, les chefs-d'œuvre, treize à la douzaine, n'ont d'être des chefs-d'œuvre. Qui peut voir convenablement Murillo quand Tiepolo à côté sollicite son regard, quand trente autres peintures lui crient : « regarde, regarde-moi ! » ? Il y a un hiatus insurmontable, avilissant, entre l'intention de chacune de ces œuvres d'art — qui, elle, se veut exclusive et unique — et leur exhibition dans ce bâtiment. »

Un autre risque, beaucoup plus tangible, est la banalisation du musée, l'appauvrissement de son contenu culturel. Le musée pédagogique, voulu par la Convention pour l'éducation du citoyen, deviendrait un lieu vaguement « ludique », tourné vers le loisir de masse et destiné à satisfaire l'appétit de la machine touristique qui répond à un enjeu économique? Le ministre de la culture, Jack Lang, perçoit cette dérive : « On a réussi à faire des musées de vraies vedettes. L'étape nouvelle est de leur donner, à tous, une dimension scientifique. Ils doivent devenir de véritables pôles intellectuels. » Et il cite comme exemple l'hôtel de Saint-Aignan en cours de restauration à Paris. « Les travaux — payés par l'État et la Ville de Paris — ont interrompu en raison de la dérive prise par le projet : transformer le bâtiment en musée d'art juif. Ils le reprennent tant qu'on ne s'est pas remis à la conception initiale : faire de cet endroit un institut d'art et de civilisation hébraïques. »

Autre problème plus difficile à régler : la divergence croissante entre les établissements voués aux beaux-arts et les musées dits de société. Si les fonctions d'un musée sont toujours identiques — conservation, recherche, diffusion — la priorité accordée à l'une d'entre elles est différente selon la nature des institutions. Aux premières l'obligation de montrer de manière quasi fixe l'essentiel de leur fond, aux secondes la nécessité d'utiliser leurs collections comme matière première pour des expositions, par-

## Le troisième Salon international des musées et des expositions ouvre ses portes au Grand Palais

Une longue durée, mais presque toujours temporaires. De plus, un beau presque toujours relever d'une administration commune, la Direction des Musées de France (DMF), la « famille » de l'histoire amène les premières à s'estimer supérieures aux secondes. Et, au sein de la DMF, les beaux-arts pèsent effectivement d'un poids plus lourd. Cette tendance est d'ailleurs renforcée par la formation des conservateurs, que la création de l'École du patrimoine n'a encore rééquilibrée. Aussi, certains appellent à une modification administrative radicale : opérer un divorce au sein de la DMF entre l'art et les musées de société ou de civilisation, créer une sous-direction ou service à caractère administratif l'autonomie que connaissent déjà le Centre Pompidou ou le CNRS des sciences et de l'industrie de La Villette.

Jacques Sallois, directeur des Musées de France, est d'un avis diamétralement opposé : « On doit parler d'une réunion de la famille des musées plutôt que d'un éclatement, indique-t-il. D'abord parce que c'est donner aux conservateurs de musée la possibilité d'une carrière plus riche : Chantilly (1), qui dépend de l'Institut (1), les Invalides, qui relèvent du ministère de la Défense, vont ainsi recevoir des conservateurs du Centre d'Etat. Le Conseil des musées du vingtième siècle qui vient d'être mis sur pied réunit des individualités comme Dominique Bozo, président du Centre Pompidou, Suzanne Pagé, directrice du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, ou Bernard Ceysson, responsable du Musée de Saint-Etienne. Il existe une quantité de musées mixtes comme le palais Longchamp de Marseille — dont nous partageons la gestion avec le ministère de l'éducation nationale, un partenaire avec qui le dialogue se poursuit. Ce n'est donc pas le moment d'approfondir une césure qui peut exister en la. »

EMMANUEL DE ROUX

Lire la suite page 28

(1) Musée de la ville de Chantilly, ancien musée de la ville de Chantilly et traditions populaires, vient de prendre ses fonctions à Chantilly.

<b>THÉÂTRE</b>	<b>30</b>
Rentrée : les dangers du foisonnement	
<b>CINÉMA</b>	<b>31</b>
Rencontre avec Henri Herré, réalisateur d'« Août ».	
<b>DANSE</b>	<b>38</b>
Daniel Larrieu au Théâtre de la Bastille	
Lire pages 32 à 36 la sélection des rendez-vous de la semaine	

THEATRE

NANTERRE AMATEURS

Britannicus

Mise en scène Alain Françon

du 7 janvier au 2 février 1992

46 14 70 00



## MUSÉES

MENACES MULTIPLES

## La chute de la maison



S'il est un musée parisien authentiquement populaire, dans l'esprit de ses inventeurs, c'est bien le Musée des arts et traditions populaires de Paris (ATP). Voulu par le Front du même nom, longtemps dirigé par un homme, Georges Henri Rivière, qui inventa dans ses murs une muséologie moderne, le voilà aujourd'hui délaissé par ses fidèles et abandonné par les pouvoirs publics qui méditent de le délocaliser. Au moment même où son nouveau directeur, Jean Guibal, concevait pour lui un grand projet, une dynamique nouvelle.

« **Q**UE faire des Arts et traditions populaires ? », se demandait Jean Guibal dans un récent numéro du *Débat* (1). Question toujours d'actualité, car si la plupart des musées n'ont pas envisagé, pour le moment, qu'une crise de croissance, celui des Arts et traditions populaires, en débat au milieu de difficultés toujours plus grandes. En effet, à peine avait-on nommé à sa tête un nouveau responsable, Jean Guibal, pour élaborer un projet destiné à faire rebondir ce laissé-pour-compte de l'euphorie muséologique qu'on apprendait qu'il était dans le collimateur de Matignon : promis à une « délocalisation » qui risque de signifier une fin de monde.

« Personne, bien sûr, n'est contre la décentralisation », remarque Frédéric Maquet, directeur du service iconographique de l'ATP. Mais la délocalisation telle qu'elle est entreprise ne correspond à aucun projet sérieux et signifie à terme la démantèlement de la casse de l'institution créée par Georges Henri Rivière. Institution qui a seulement besoin d'une nouvelle impulsion pour redémarrer. Philippe Sevestre, secrétaire général du Syndicat national des musées culturels (FEN), souligne que cette décision a été prise en l'absence de toute concertation : « On a décidé en haut lieu qu'il fallait délocaliser 5 % des administrations et on a demandé à chaque ministère de désigner ceux qui devaient partir. Ce qui a conduit à des choix très faibles qui ont été choisis. Au lieu de Valois, on a donc pensé aux ATP : puisque cet établissement a des problèmes, qu'il aille se soigner en province, on s'est dit. En réalité, c'est la mise de la ruralité, il n'a rien à faire à Paris. Cette décision, quoiqu'elle n'était pas grave, montre l'absence de réflexion et l'autoritarisme administratif qui y a présidé ».

Pourtant la dynamique de l'ATP était sur le point d'être relancée par Jean Guibal, qui a reçu du ministre une mission de six mois pour réfléchir au projet de l'établissement transféré à laisière du Bois de Boulogne. Il fut élu en 1975, dans un contexte

construit sur mesure, sur un terrain appartenant à la Ville de Paris. Le vieux musée du Front populaire se trouvait enfin. Sa conception était encore révolutionnaire au moment de sa naissance en dépit de l'exceptionnelle longueur de sa gestation. Aujourd'hui, seize ans après son inauguration, il reçoit moins de 20 000 visiteurs payants par an. Les ATP de Georges-Henri Rivière ont été incontestablement un grand musée en avant. Son fondateur, pédagogue à l'extrême, était animé par une remarquable force de synthèse : il a su associer musée et centre de recherche. Mais le projet de son homme, animé par l'idée de ne pas prendre racine et qui avait voulu pour son établissement des salles modulables à l'infini, hanté également par le sens des objets plutôt que par leurs enveloppes matérielles, a été trahi par sa perfection même.

Des vitrines typologiques présentent toujours, en batterie, des centaines d'objets dans une lumière noire. Elles sont toutes comme une planche de l'*Encyclopédie de Diderot*, mais placent les visiteurs qui se promènent dans ces sévères galeries d'études. « C'est une forme d'art conceptuel, dont nous ne pouvons pas parler », reconnaît Frédéric Maquet. Les expositions temporaires n'attirent pas la rigidité de cette mécanique. Faute d'un budget suffisant, elles sont montées avec trois bouts de chandelle et deux morceaux de carton. Comme il n'existe pas de réel service des expositions, chacun tâche de préparer la sienne dans son coin, sans vraie coordination, avec les (pauvres) moyens du bord. Pour le grand public, les ATP sont devenus le royaume de la colle et de la charpie, un objet lui-même folklorique, mais encore plus de charme conféré par la patine du temps. Le musée évolutif, voulu par Georges Henri Rivière, ne devient le musée de son créateur.

Mais malheur à celui qui ose contester un iota de l'œuvre du maître, suggère que la muséologie du fil de nylon a peut-être fait son temps. Les gardiens du temple stigmatisent immédiatement ce crime de lèse-majesté. « Comment pourrions-nous aussi caractériser Georges-Henri Rivière, une des gloires de la muséologie mondiale et un des rares, dans le seul musée que la France ait jamais connu depuis Louis Hautecœur, à avoir été un homme de la culture ? », s'indigne André Desvallées, conservateur en chef des Musées de France, ancien collaborateur de Georges Henri Rivière. L'homme à la « muséologie du fil de nylon » avait poussé plus loin que quiconque la mise en valeur de l'objet par la neutralisation de tout ce qui pourrait nuire à sa vision, et cette qualité n'est toujours pas acquise par les vedettes de la prétendue scénographie moderne. Faut-il que de lui chercher de mauvaises querelles sur des détails qui ne sont que des détails, mieux vaut rechercher les vraies raisons de la désaffection actuelle du public pour un musée national : l'indifférence de la population qui s'intéresse à la culture rurale jusqu'aux années 70 et qui ne modifi-

## Le SIME au Grand Palais

Le III<sup>e</sup> Salon International des Musées et des expositions (SIME) se tiendra au Grand Palais du 14 au 19 janvier. Il sera composé de stands, près de 280 musées ou fondations offriront un échantillon de leurs collections. Parmi ceux-ci, il faut noter la présence de beaucoup d'établissements étrangers. Les Allemands sont nombreux, mais aussi les Hollandais, les Italiens et les Japonais. On note la présence timide de quelques

institutions de l'est de l'Europe (tchèques, slovaques et hongroises).

La direction des Musées de France donne un aperçu sur 32 chantiers en cours : 21 expositions seront présentées en avant-première. Un hommage sera également rendu aux collectionneurs privés. Cette année la collection japonaise du sculpteur Arman sera écorchée au public. L'Agora où ces pièces seront exposées à la réception par Finn Gelpel et Nicolas Michelin. Une manifestation « Restauration d'art et écoles » a été ouverte. Des colloques se tiendront pendant toute la durée de la manifestation.

\* Grand Palais, avenue Winston-Churchill, 75008 Paris, tél. : 42-56-56-00. De 11 heures à 20 heures, nocturne le 15 janvier jusqu'à 22 heures.

## Des musées exposés

Suite de la page 27

Il faut, au contraire, jeter les ponts entre les différentes disciplines. C'est d'autant plus facile que la nouvelle Ecole du patrimoine, qui forme les conservateurs dans toutes les branches, favorise le rapprochement. Tolérer une coupure entre les musées, c'est raisonner en administratifs alors qu'il faut penser en termes culturels et scientifiques. À la place, il faut faire admettre à nos conservateurs l'importance de ces champs nouveaux, organiser la cohérence des musées entre eux, éviter les doublons et les établissements surdimensionnés, accélérer le redéploiement des collections, poursuivre la politique de dépôt et orienter judicieusement legs et donations.

Mais cette profession de foi, parfaitement logique et cohérente, est sans cesse confrontée à une réalité plus rugueuse. Un conservateur du département des peintures du Musée du Louvre pourra-t-il jamais regarder sous le même angle un Fragonard ou un Poussin destiné à ses prestigieuses collections et un manège forain ou un musée d'arts et traditions populaires (ATP) ? Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si un éminent responsable de la DMF avait naguère suggéré le transfert des ATP à Marne-la-Vallée, en face du futur Eurodisneyland. Et cette ségrégation joue dans l'intérieur du domaine des beaux-arts. Ainsi le Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO) a toujours servi d'exil pour les conservateurs « mal notés ». Et comme il n'existe pas, à ce jour, de conservateur spécialiste des arts « primitifs », ceux qui végètent à la Porte Dorée ne sont pas forcément les plus brillants de leur profession.

Une indifférence à l'art « négro » est également

ment par le peu d'enthousiasme avec lequel la commission responsable des acquisitions accueille les propositions qui lui sont faites dans ce domaine. On se souvient que la DMF avait laissé passer la donation Rattou - la « moralité » du donateur n'avait pas été jugée suffisamment exemplaire, mais, s'agissant de tableaux prestigieux, gagnons que l'appréciation de cette moralité n'est pas la seule. Une importante dation vient d'être refusée. Le dossier aurait été, dit-on, un peu gêné par la DMF, maladroitement géré par le directeur en chef du MAAO, Henri Marchal. Mais, dans un département plus « noble », maintiendrait-on encore une telle personnalité qui, depuis de longues années, a fait la preuve de son incompétence ?

La montée en puissance des musées s'accompagne, et c'est tout normal, d'enjeux de pouvoir, de luttes d'influence, moins visibles lorsque le monde se borne à quelques spécialistes inconnus du grand public, qui n'avaient à gérer que la parcellaire. Aujourd'hui, les conservateurs - les moins certains d'entre eux - sont devenus des vedettes qui jonglent avec des budgets considérables. Les règles de la profession se modifient au rythme du marché. La profession elle-même se diversifie, se ramifie au gré de l'évolution de la société. Dans ces conditions, peut-être faut-il, comme nous le dit Jean Lacouture (2), « considérer les formes politiques et économiques que prend le phénomène, étudier la composition du ou des publics ainsi constitués ou juxtaposés, aménager l'institution, la corporation qui prend en charge cet immense matériel ».

EMMANUEL DE ROUX

(2) Les Musées en chantier, texte de Jean Lacouture, « Enjeux-culture », Réunion des musées nationaux, 450 F.



Tandis que le Musée des arts et traditions populaires de Paris tente de sortir de la crise qui le paralyse, les Québécois ont mis sur pied, depuis quatre ans, un Musée de la civilisation. Un modèle original, à la structure souple, sur lequel les Français pourraient méditer. D'autant que cette approche nouvelle de l'ethnographie se double d'un réel succès populaire.

LE MUSÉE

## Espaces

QUÉBEC

de notre envoyé spécial

**P**RAGMATISME : c'est le mot qui a présidé à la naissance du Musée de la civilisation de Québec. Avant d'ouvrir leurs portes, les ATP de Georges-Henri Rivière avaient été précédés d'une longue réflexion. Roland Arpin, qui pilote le nouvel établissement québécois, a saisi l'occasion de relancer un projet qui s'inscrit. Au milieu de la dernière décennie, le gouvernement québécois avait un double dessein : un Musée des sciences pour Montréal, un Musée de l'homme à Québec. Le premier est toujours dans les limbes. Depuis 1987, le second s'élève sur la rive du Saint-Laurent. Un architecte d'origine israélienne, Moshe Safdie, a dessiné son plan et ses terrasses. Il a amené, au milieu de bâtiments modernes bien sages, une maison du dix-huitième siècle et la plus ancienne banque de la ville.

Le vaste patio d'entrée est occupé par une sculpture posée sur un fragment de l'ancien parapet du port et qui évoque les glaces de la débâcle. Les travaux ont permis la mise au jour d'un cimetière de bateaux. Une grande barque, qui date de la colonisation française, se dresse au cœur du musée. Elle symbolise la mémoire de ce pays : à quelques mètres d'ici s'élevait la maison de Champlain, fondateur de la ville en 1608. Le nouvel établissement est d'ailleurs au centre des vieux quartiers, ce qui contribue à le réhabiliter. Mais le musée n'est voué ni au souvenir ni à l'ethnologie régionale. S'il est riche de près de soixante-dix mille objets, son propos n'est pas de les présenter dans des vitrines. Dix expositions temporaires se partagent les 7000 mètres carrés qui leur sont attribués.

صكيات الامم



# MUSÉES

SUR LES ATP

## Rivière

cation du langage de l'exposition ■ l'influence

« Mais ce sont les vrais disciples de Georges Henri Rivière qui ont les premiers dépassé sa muséographie pour inventer une plus expressive. Voyez, par exemple, la Musée dauphinois de Grenoble ou certains écomusées, comme celui du Brintinai, à Rennes, ou de la Margeride, au Cantal et Haute-Loire. On y a adopté un langage tout à fait nouveau par rapport à celui de Rivière, et pourtant on y a gardé le même intérêt que lui pour l'original, même si cet intérêt n'est plus exclusif et, je dirais, naïf. »

C'est justement Jean Guibal, responsable du Musée dauphinois, l'un des ces « vrais disciples » dont parle André Desvallées, qui est chargé d'inventer le grand musée. Il a pour lui de bien connaître la maison où il a passé cinq ans, entre 1974 et 1981. Et de disposer de collections uniques en Europe : près de 100 000 objets, 70 000 estampes et peintures, des archives considérables — notamment celles du père de l'ethnographie française, Arnold Van Gennep —, un fonds de 300 000 photos, une bibliothèque de 80 000 volumes et une phonothèque riche de plus de 75 000 phonogrammes. En revanche, l'unité du personnel — 145 permanents, dont 30 agents du CNRS — est la refaire. La cohésion qui existait entre les deux équipes — recherche et conservation — s'est fissurée au fil du temps. Roland Arpin et Michel Côté, du Musée de la civilisation de Québec, chargés par le ministère de faire un audit de l'ATP, ont été surpris de constater l'isolement et la balkanisation des services, l'absence de projet global, le flou de l'organigramme, la méconnaissance de certains chapitres élémentaires (celui du budget par exemple, qui tournerait autour de 30 millions de francs, hors salaires). Enfin la mission culturelle de l'établissement est largement négligée.

Selon Jean Guibal, une remise en route est possible, à quelques conditions près : « Conservation, recherche, diffusion : les éléments de la classique triologie sont évidemment liés mais il est indispensable de les distinguer clairement. Chacun a sa logique, ses principes, ses objectifs. La constitution et la poursuite d'objectifs communs ne doit en aucun cas impliquer une confusion des missions qui fondent le rôle d'un tel musée. La conservation de nos collections ? C'est une tâche que nous accomplissons en dépit de nos moyens réduits. La recherche ? Elle est poursuivie. Mais ne faut-il pas qu'elle trouve l'indispensable ? La diffusion ? Toujours présente, elle est à revoir et à fonder en comble. Comment ? En faisant d'abord valoir qu'on ne peut faire fonctionner un musée de société, un musée de civilisation comme un musée d'art. »

« Au Louvre, on vient voir, la Joconde ou la Vierge de Milo. Ces œuvres sont exposées là, toutes les jours. On ne vient pas aux ATP pour contempler tel objet mais si la qualité esthétique de cer-

taines de nos pièces est remarquable. Ces objets ne sont intéressants qu'en eux-mêmes. Mais qu'une exposition permanente de notre fonds — impossible par ailleurs à organiser — il faut privilégier les expositions temporaires (le regard sur le patrimoine évolue vite). La taille et la durée de celles-ci doivent être géométriquement variables. De 1 000 m<sup>2</sup> à 200 m<sup>2</sup> (nous disposons de 5 000 m<sup>2</sup> de surface d'exposition) et de quelques mois à trois ou quatre ans. Il faut pouvoir faire plusieurs inaugurations dans l'année. Et chaque inauguration doit être un événement. Ces expositions, même si on refuse le « spectacle », doivent être scénographiées en fonction du public visé. Cessons de confondre les érudits et le grand public. »

Jean Guibal veut aussi réinventer les ATP à son échelle rurale. Faire une place au fait urbain, au monde industriel, oubliés par Georges Henri Rivière, trop attaché par la civilisation agricole qui disparaissait sous ses yeux. « Il faut fonder le musée sur une institution sur un projet culturel d'ampleur. La réémergence des nationalités à l'Est, les problèmes du tiers-monde et des minorités nécessitent des outils pour analyser l'évolution de la société, rappelle Jean Guibal. Le rôle des ATP est de répondre à ces questions. Nous ne devons pas être le musée de la célébration d'une identité mais celui de l'interrogation sur cette identité. »

« Détachons-nous de la notion d'« arts et traditions populaires », aussi désuète que le folklorisme, pour assumer la mission de cet établissement sur le patrimoine ethnographique dans une plus large dimension. Toutes les cultures, toutes les sociétés humaines, nous concernent. Notre référence ne doit pas seulement être les cultures françaises d'origine mais aussi les cultures et les sociétés qui coexistent en France. Essayons d'expliquer les affrontements, les racines, les immigrations. Allons même jusqu'au « fait de société » (médecines douces, sorcelleries, sectes, chanson, jeu) et lions nos collections patrimoniales à un groupe social et culturel. Avec un tel programme, il est impossible de rester seul dans son coin. »

« Nous devons travailler avec d'autres institutions, régionales et européennes, échanger nos savoirs, nos collections et nos expositions. Nous pouvons devenir la vitrine de certains établissements plus modestes, plus spécialisés et constituer ainsi un réseau de musées de civilisation. »

Pour répondre à cette ambition, il faut des moyens. La Direction des Musées de France semble prête à leur accorder. Mais une remise à plat de l'organisation du musée et la constitution d'une nouvelle équipe de direction capable d'élaborer une nouvelle programmation. Cela semble possible. Il reste un obstacle de taille : « Les ATP sont insérés dans le monde des musées dominés par les Beaux-Arts, remarque Philippe Sevestre, et ont du mal à faire leurs marques au milieu d'eux. Des réformes de structures sont donc indispensables. »



F. MOLARMINISTÈRE DE LA CULTURE

Photo page de gauche (en haut) : réserve des ATP.

Photo ci-dessus : le musée de Paris a privilégié la civilisation rurale au détriment de la culture industrielle.

Photo page de gauche (en bas) : celui du Québec emprunte souvent la matière de ses expositions. Il possède notamment des propres collections : portrait de deux Amérindiens exécutés au siècle dernier.

taines ? Comment trouver cet équilibre de l'écrit à un musée d'histoire qui ne l'a pas du tout des livres ? Constituer un établissement public ? Cela semble exclu pour le moment. La menace de l'industrialisme qui pèse sur les ATP est la marge de manœuvre de Jean Guibal encore plus étroite. « Si l'ATP n'aboutit, affirme-t-il, philosophe, je retournerai à Grenoble m'occuper de mon Musée dauphinois. Ce serait la fin du rêve de Georges Henri Rivière. Un gouvernement de gauche aurait renouvelé la grande idée rivérienne du Front populaire. »

E. de R.

(1) Le débat n° 65, mai-août 1991, pages, 100 F. Gallimard, éd.

DE LA CIVILISATION DE QUÉBEC

## en mouvement pour un monde qui bouge

Elles utilisent les collections mais vont puiser ailleurs la plupart de leurs ressources. L'objet est ici un témoin. Rien de plus, rien de moins. Le concept de l'exposition s'articule davantage sur une mise en espace, une scénographie, il change de fois appropriée. L'une des plus réussies, « Mémoires », explore deux cents ans d'histoire québécoise, à travers les objets de la vie quotidienne, mais aussi une évocation des institutions, des crises politiques et des mutations sociales qui ont ébranlé la province. Décors, films rares, écomusées et témoignages parlés contribuent à sa totale réussite. Ouverte avec le musée, « Mémoires » est son exposition fétiche. Elle doit se prolonger encore pendant deux ou trois ans.

« Messages », exposition ouverte elle aussi en 1987, veut présenter la communication entre les individus et les continents. Mais la clarté du propos est desservie par la prolifération des objets, hétéroclites, trop nombreux, présentés de manière confuse, supports de discours éclatés qui se relèvent mal entre eux. « Jeux » est plus réussi. C'est une interrogation sur le thème du hasard, de la passion, du dédoublement et de la compétition, fort bien menée, avec des niveaux d'approche qui permettent à des publics différents de parcourir les salles avec le même intérêt. « El Dorado, For de Colombie » est plus traditionnelle. A travers une sélection des trésors de la Banque de Colombie, les civilisations précolombiennes de cette partie des Andes sont soigneusement expliquées. « Être dans son assiette » permet un tour d'horizon de l'alimentation actuelle des Québécois. « Voyages et voyageurs » approfondit avec humour le thème du départ et du déplacement, touristique ou professionnel. Les malles-cabines Vuitton voisinent avec la valise du représentant de commerce, et la première Ford

de série avec une sélection d'articles d'époque. Cette réflexion sur l'objet ethnographique — comment un ustensile d'usage courant peut devenir une pièce de musée — est inoubliable. Une collection chinoise, constituée par des missionnaires jésuites, est juxtaposée à du mobilier local tant bien que mal regroupé par affinités.

Ces expositions, réussies ou non, occupent des espaces divers, de 200 mètres carrés à 1 200 mètres carrés. Leur durée varie de quelques mois à plusieurs années. Elles sont accompagnées d'un environnement désormais classique dans ce genre d'établissement : conférences, séminaires, ateliers, projections de films, animations pour les enfants. L'accueil est particulièrement soigné. Dans chaque salle des guides (ce sont des étudiants payés 12 dollars canadiens l'heure, environ 55 francs) proposent aux visiteurs des explications à la carte. Le musée intervient également en dehors de ses murs. Dans la maison Chevalier, une construction du dix-huitième siècle qui permet la présentation d'éléments mobiliers anciens, comme dans le « centre d'interprétation » de la place Royale, au cœur de la vieille ville. Il pratique également une active politique d'échange avec les trente-huit musées de société de la Province. Echange de savoirs, de pièces et d'expositions.

Roland Arpin pilote l'institution : deux cents personnes et un budget de 20 millions de dollars canadiens (environ 90 millions de francs). Cet enseignant, devenu haut fonctionnaire, est parachuté à la tête du musée quand celui-ci, à la veille de son ouverture, s'interroge encore : doit-il se tourner vers l'art ou vers l'histoire ? Rapidement, Roland Arpin établit un programme et constitue une équipe à la tête de laquelle on trouve un historien, Michel Côté, et un

géographe, Henri Dorion, chargé, l'un de la diffusion et de l'éducation, l'autre de la recherche, de la conservation et des relations internationales. Voilà les principaux départements de ce musée, qui met l'accent sur le fait social et l'ethnographie contemporaine. « Tous les musées de société placent la recherche au cœur de leur dispositif », insiste Roland Arpin. Nous n'avons pas échappé à cette obligation. L'histoire du Québec n'est pas oubliée ici. Mais nous plaçons au même niveau l'exploration de phénomènes qui ne sont pas toujours une période donnée et un groupe culturel particulier. Et ces sujets d'études thématiques sont choisis en tenant compte de la tradition, mais aussi des préoccupations de la société contemporaine. »

Deuxième impératif : le public est considéré comme un élément capital. « Un musée, affirme Roland Arpin, c'est une base d'éducation, de connaissance. C'est aussi un lieu de loisir. Les publics sont très divers — touristes, locaux, scolaires, érudits. La muséologie et l'accueil sont pour nous déterminants. Il s'agit de faire venir les gens qui ne fréquentent pas ce genre d'établissement, sans rebuter les vrais amateurs. Nous avons voulu passer du musée de théologie, classique en la matière, au musée de pédagogie. Ce qui n'implique ni la simplification ni l'aseptisation. Nous avons un rôle social à jouer, nous devons nous engager sur les grands problèmes de la société : la famille, l'écologie, l'immigration. » Les services éducatifs et ceux qui sont tournés vers le public sont donc centraux. La recherche et la conservation n'en sont pas négligées pour autant : treize conservateurs veillent sur les collections, qui se sont enrichies de dix mille objets depuis trois ans. Les achats sont souvent faits en fonction des prochaines expositions.

Chacune d'entre elles est perçue comme un projet auto-

nomme. Son responsable est choisi parmi les « chargés de projets » (fonction distincte de celle des conservateurs). Celui-ci est une équipe de spécialistes extérieurs, la plupart du temps universitaires. « Nous montons parfois des coproductions, explique Michel Côté, mais nous n'accueillons jamais d'expositions clés en main. Le produit final est toujours contrôlé par nos soins. Notre crédibilité repose sur la qualité de la recherche. » Une vingtaine de manifestations sont présentées au public chaque année. Elles nécessitent de deux à cinq ans de préparation et coûtent en moyenne 1 000 dollars canadiens le mètre carré (environ 4 500 francs). La recherche est aussi systématique. Le groupe Provigo, un poids lourd du secteur agroalimentaire, a subventionné « Être dans son assiette » et un fabricant de jeux, Kironac, l'exposition sur le thème du jeu. « Le commanditaire, qui peut couvrir jusqu'à 25 % du coût de l'exposition, n'a aucun moyen d'intervenir sur son contenu », affirme Michel Côté.

Le danger d'un tel système réside surtout — les responsables du musée en sont conscients — dans la recherche incessante d'un public nouveau à satisfaire par des thèmes toujours différents. « Dans l'absence d'un design toujours plus sophistiqué mais qui risque d'être gratuit. « Le Musée de la civilisation de Québec est un lieu de réflexion sociale, note Henri Dorion. Ce n'est pas un avatar de Disneyland. Nous veillons à échapper à tous les folklores. » Aujourd'hui, il reçoit plus de sept cent mille visiteurs par an. Beau résultat d'une démarche qu'il ne s'agit pas de plagier en France. ■ d'examiner attentivement.

E. de R.

MENACES MULTIPLES  
le la maison

LE MUSÉE  
Espace

QUÉBEC



صك زامن الأصل



CINÉMA

RENCONTRE AVEC HENRI HERRÉ, LE RÉALISATEUR D'« AOUT »

# Le vol des anges sous la Grande Arche

Paris, la Défense, la Grande Arche dans la chaleur du mois d'août. Les touristes sont ailleurs, sur les quais de la Seine sans doute. Restent les paumés, les dragueurs, les chômeurs. Pour son premier long-métrage, Henri Herré, jeune homme discret et attentif, s'est inspiré d'une pièce algérienne de Horvath, *Casimir et Caroline*, qui raconte l'inévitable désagrégation de jeunes gens démunis. Il s'en est inspiré pour parler d'un présent qui l'inquiète, montrer le désarroi de personnages attachants. Mais *Août* n'est pas un film réaliste. Henri Herré qui s'est, dit-il, formé sur le tas, est sensible à la poésie des ambiances et des êtres.

« A DIX-SEPT ans, je suivais des études de philo, j'ai voulu faire du cinéma. Rien ne m'y prédisposait. J'habitais le Sud-Ouest, au fin fond de la province : Toulouse. Ce n'est certainement pas un désert culturel, mais le rapport à la culture n'est pas le même qu'à Paris, où la profusion permet de se déterminer. J'avais été très impressionné par un spectacle de Pip Simons, *Woyzeck* (1). Je n'aime pas exclusivement le noir, le désespoir. C'est le trauma qui m'intéresse, pas le divertissement. Au théâtre comme au cinéma.

« Dernièrement, un film m'a marqué : *Close up* (2) de Per Arne Remmen. Vous arrivez et vous commencez à appréhender une qualité unique. C'est incroyable, surtout quand vous savez un peu comment se passe l'acte de tourner. Alors, vous démentez l'écheveau, vous voyez le rapport entre la réalité, la fiction, le film, l'anticipation de ce qui va suivre, et les scènes prises au début qui vont avoir leur place à la fin de l'histoire. Cet homme est fantastique : la relation qu'il instaure entre le fantasme, le jeu, le social relève d'un jeu dans la classe enfantine.

« Je me réveille beaucoup au théâtre, j'y vais souvent, plus souvent même qu'au cinéma. Peut-être un jour, je me lancerai. Plus tard. Je veux d'abord faire des films. Je n'ai jamais suivi de cours. Ce que je sais, je l'ai appris sur le tas. J'ai avancé par rencontres. La première était avec Nestor Almendros. La grand-mère de mon meilleur ami, qui m'a introduit à Paris, l'avait hébergé. Je lui ai demandé de me présenter à lui. J'étais terriblement impressionné. Il m'a dit : « Si tu veux, je peux te prendre dans mon équipe, mais ça ne te rendra pas service. Tu dois commencer avec des gens de ta généra-

tion, comme moi j'ai démarré avec Rohmer, Truffaut... Nous sommes ensemble au même temps les mêmes choses, mais nous avons une autre Nouvelle Vague... C'est la première sensation que j'ai entendue sur le cinéma.

« J'ai donc décidé de ne plus tourner jusqu'à ce que j'arrive à faire un long-métrage, et ça a duré six ans, pendant lesquels j'ai travaillé à droite et à gauche. J'ai réalisé des vidéos pour une troupe théâtrale de Toulouse. J'ai écrit des scénarios, quatre ou cinq, avec l'aide de scénaristes, de Philippe Mimyans - encore un homme de théâtre - et je n'aime pas écrire. Construire les phrases qui correspondent à ma façon de penser n'est pas évident. J'ai rencontré une foultitude de gens, de producteurs qui n'ont pas été de bon conseil. Un jour, Pierre Braunberger m'a téléphoné. Un appel de Pierre Braunberger dans ma chambre de bonne !... Il me dit qu'il a vu mes courts-métrages et qu'il veut produire le premier long, qu'il va présenter mon projet à l'avance sur recettes. Ça a duré un bon moment, après quoi j'ai été recalé. Braunberger a été tellement touché dans son orgueil qu'il a laissé tomber.

« Six ans d'attente et de déception seraient insupportables si on ne vivait que dans le manque de tourner. Mais les choses ne se passent pas ainsi. Il s'agit d'une passion, pas d'une idée fixe. Je ne vois pas comment expliquer, je ne suis pas tellement lucide - rapport à moi. Je ne regrette pas d'avoir écrit toutes ces histoires que je n'ai pas réalisées et je ne les ai pas rangées dans un tiroir en attendant. Si je continue, ce sera avec d'autres histoires. Sans penser à des acteurs précis. J'essaie d'abord d'atteindre la meilleure expression d'une idée.

« Et puis Anouk Grinberg - nous sommes amis depuis très longtemps - m'a donné le titre *Casimir et Caroline* de Horvath, et j'ai été emballé par la violence cachée du texte. Il est fortement anti-nazi et précisément daté : la fin des années 20, en Bavière, pendant la Fête de la Bière. C'est presque une pièce de terreur, pourtant elle s'adapte immédiatement à notre époque, à notre vie ici en France, à la normalisation qui nous menace, et c'est ça qui m'intéresse. Voilà pourquoi j'ai

choisi le décor de la Grande Arche de la Défense, qui représente la fine pointe de la modernité. L'architecture est à la fois inspirée et contradictoire : le bâtiment est construit sur une structure autonome, une fondation. Théoriquement, on pourrait le déplacer, seulement il est trop immergé. Sa conception révolutionnaire ne se situe rien puisqu'on le trouve dans l'impossibilité de l'action qu'elle a juste-ment de révolutionner. Il était intéressant d'y introduire Gérard Barreau et son accordéon, un climat populo intempes- tif. C'était Prévert à la Défense.

« J'ai écrit seul le scénario en quatre heures, j'ai écrit contre Adeline Lecatier. Elle était une série qui ne s'est pas faite, elle voulait produire seule son premier long-métrage. Voilà. Nous nous sommes rassemblés que je connaissais pour les avoir vus en scène, pour les avoir rencontrés. Ils étaient très différents les uns des autres par leur façon d'être dans leur rôle. On prenait un rôle. Anouk est la première personne à laquelle j'ai pensé. Je pourrais la comparer à Arletty : elle par ce qu'elle est pour aboutir au rôle. Quand Arletty incarne un personnage, on n'imagine pas une autre manière de le faire, on poursuit c'est toujours Arletty. Anouk est comme ça.

« Dominique Pinon, lui, est un homme artificiel. Il est dans le creux de votre main. Il arrive, il n'y a rien, il n'est pas ce que vous voulez qu'il soit. Il est passé par le cinéma le plus commercial, a joué dans le porte-flingue dans les films policiers. Pendant un moment, il n'y avait pas un second rôle derrière lui. Pinon derrière le manche. Mais il a toujours évoqué une chose que ce qu'il faisait. Je l'ai vu dans *Delicatessen*, je l'ai appelé, je lui ai dit : « Je veux que tu sois un ange ». Il a quelque chose d'angélique, c'est beau. Je crois qu'un acteur parvient toujours à devenir ce qu'il est, comme Nietzsche. Après dix ans de commercial, Dominique Pinon y parvient et nous lui comprenons ce c'est pour lui qu'il fait du cinéma. Mais moi, il est illimité, comme Carrière. Il ne ressemble pas à Carrière et ne ressemble pas à personne - mais dans deux cents ans on se souviendra de lui. Je pense que Dominique peut atteindre ce niveau grâce à une absence totale de narcissisme.

« La performance des acteurs est d'autant plus impressionnante que le film ne comporte pas de grand gratifiant. Il n'y a ni bons ni méchants ni héros, seulement des gens fatigués et fragiles.

« Nous avons très peu répété. Je ne suis dirigé d'aucune façon purement instinctive, je ne possède pas la technique. Ils se sont tous engagés à fond, Anouk, Brialy avec ses soixante-dix personnages derrière lui. Je ne suis d'ailleurs pas sûr qu'il existe une technique de direction d'acteur. Anouk, par exemple, apporte quelque chose de très extraordinaire, ce que je l'imagine la plus grande invention. Je savais à l'avance qu'il fallait dire aux comédiens, ce qu'ils devaient trans-



te. Ensuite, devant la caméra, je leur ai lâché la main.

« A présent, mon projet : rien faire. On doit donner quand on dirige cent dix personnes. On vide. Quand on a pu exprimer ce que l'on a fourni Horvath, on devez réfléchir à la suite. Le film pose des questions qui m'inquiètent : la normalisation, l'individualisme, l'Europe, les raisons pour lesquelles une pièce anti-nazie se révèle aussi pertinente, sur ce que l'on fait de la politique, sur ce qu'elle est devenue. La façon dont très démocratiquement, on amène à la négation de la démocratie. Je suis très petit, je me rapproche de l'humanité quand il la fin il essaie d'affronter le pire en déplaçant, en détournant, en violant cette espèce de slogan volontariste : « Ça va, ça va bien, ça va mieux », proféré par ceux qui font du mal. Le genre de slogans auxquels on ne peut pas opposer la réponse dialectique car elle se situerait à un niveau trop bas. Ce serait 0 + 0. J'ai peur, je me suis dépassé mais je dois essayer d'aller plus loin. »

Propos recueillis par LETTE GODARD

(1) Le Pip Theater Group est anglais, a, un esprit de grotesque très noir, donné plusieurs spectacles en France pendant les années 70. *Alles in Wonderland, An Musik, la Tragédie de l'homme ridicule* d'après Dostoevski, *Woyzeck* de Büchner.

(2) *Close up* reconstitue avec de véritables protagonistes l'authenticité d'un chômeur qui s'est fait passer pour un acteur réalisant auprès d'une riche famille, avant d'être arrêté et jugé.

(3) Réalisation de Simone Barbès sur la vertu - histoire d'une femme de cinéma porno - l'âne qui avait bu la lune, le Jour du roi.



Anouk Grinberg et Dominique Pinon

## Il fait si chaud en « Août »

ÇA commence avec deux séparations. La première dans le vide, la seconde dans un espace très organisé. D'abord la séparation de deux amoureux spirituels, à la télé. Et puis, tout de suite, la séparation d'un couple. Lui répare la porte pour qu'elle l'enferme mieux dans son petit appartement de grand ensemble, qu'elle le protège de ce monde qui vient de le mettre au chômage. Elle, elle s'en va, descend sur le parvis devant leur immeuble, elle sort.

*Août* est l'histoire de gens enfermés dans leur case, leur « catégorie socioprofessionnelle », leurs vêtements, leurs tics de langage et de comportement. Il y a Antoine (le fermier de porte), brave type lambda, assez paumé, un peu alibi. Il y a Marthe et Lancel, les deux pontes de la médecine en goguettes, Myriam et Marie, les ados de banlieue, chair à vendre au bout de l'annuel et du dégoût de tout. Thérèse et François, couple d'inséparables minables, vaguement truands, plus crétiens et malheureux que méchants.

*Août* est, surtout, l'histoire de Caroline, qui, un soir et puis toute la journée du lendemain et encore la nuit suivante, a essayé de sortir, de changer, de dévier. En bas de chez elle, sur un air d'accordéon réaliste-podique, il y avait Blouzette, aussi brave que vilaine, gardien de souris blanches à l'insolent Pasteur la nuit et amateur de glaces le jour. Blouzette est tout seul, Blouzette est le mistigri qui va fausser le jeu, servir de tremplin à Caroline pour essayer une nouvelle trajectoire.

Étrange et fascinant circuit que celui organisé par Henri Herré, avec une maîtrise qu'on n'attend pas d'un débutant. Dans un entrecroisement de lignes se fuit, un pointillé de collisions, il dessine, avec ses plans-séquences zigzagants et les diagonales abstraites de ses cadrages, un monde clos et inquiétant.

Il fabrique une sorte d'univers à la Escher, multiples niveaux et double fond, où jamais le spectateur ni les protagonistes ne s'égareront plus que nécessaire. Avec, sans trucs, par les seules vertus d'un regard inventif et rigoureux, transformé le quartier de la Défense en Pays des merveilles est une jolie gageure.

Cette dérive somnambulique et semée de chausse-trappes évoque, parfois, *After Hours*, de Scorsese - noble cousinage. Aussi parce qu'elle est, de façon palpable, caniculaire. Il fait chaud, en *Août*. Et c'est toujours un sir-

indice du début d'un mariage en même qu'il est le moment où le mariage se désintègre, supposée régner sur son destin. Le film sortira lorsque le film sera en janvier.

La rançon de pareille méthode est souvent la sécheresse d'un pur théâtre théorique. Ecueil auquel s'opposent par Henri Herré, grâce à ses interprètes, à côté de Brialy, épouvantablement comédien en grand patron cynique et joueur, une solide équipe de comédiens de la scène qui donne à la fois la répétition et de la scène à ces figures humaines, mêlées, fléchies et séparées comme les cartes d'un jeu dont nul ne sortira vainqueur.

En perpétuel porta-à-faux, victime désignée et optimiste du monde, Dominique Pinon est un personnage à l'humour toujours à la limite du pitoyable, quotidien et porteur d'une innocence. Cela fait des ans qu'on l'a aperçu, Pinon, un coin d'écran de Beineix ou de Polanski, de la *Légende du saint buveur* ou d'*Express*. En 1991, il a enfin bien joué : pleine lumière, il a joué dans *Les Arcades* : plus qu'une « queue », un vrai et bon acteur, qui offre à *Août* la sécurité d'un point fixe et les nuances d'un « simple » très complexe.

Et puis il y a, cascade de rires et infinie détresse, Anouk Grinberg. C'est une merveille que cette fille-là ! Entière et fragile, irradiant l'émotion, l'appât de vivre et le savoir des plus beaux maîtres, tel un bloc de talent enrichi d'un peu plus de lumière - un « bloc » sculpté par les plus grands maîtres. Elle pilote le film à corps perdu, l'entraîne dans le délire, l'entraîne dans une impossible aplomb. On lui réserverait volontiers le pontif à la définition de la star de cinéma, celle-dont-la-caméra-est-attachée. Mais au théâtre, elle fait la même chose.

Avec pareils acolytes, si l'élan se perd un peu dans le dernier quart d'heure, *Août* réchauffe le regard. Sa vision désenchantée et fantasmagorique d'un monde coincé, et indifférent à sa propre médiocrité, ne porte guère à l'optimisme sur nos lendemains, mais, pour le cinéma, d'une lumière prometteuse la même année.

JEAN-MICHEL FRODON

## in des stars

... de la Défense, la Grande Arche dans la chaleur du mois d'août. Les touristes sont ailleurs, sur les quais de la Seine sans doute. Restent les paumés, les dragueurs, les chômeurs. Pour son premier long-métrage, Henri Herré, jeune homme discret et attentif, s'est inspiré d'une pièce algérienne de Horvath, *Casimir et Caroline*, qui raconte l'inévitable désagrégation de jeunes gens démunis. Il s'en est inspiré pour parler d'un présent qui l'inquiète, montrer le désarroi de personnages attachants. Mais *Août* n'est pas un film réaliste. Henri Herré qui s'est, dit-il, formé sur le tas, est sensible à la poésie des ambiances et des êtres.

« A DIX-SEPT ans, je suivais des études de philo, j'ai voulu faire du cinéma. Rien ne m'y prédisposait. J'habitais le Sud-Ouest, au fin fond de la province : Toulouse. Ce n'est certainement pas un désert culturel, mais le rapport à la culture n'est pas le même qu'à Paris, où la profusion permet de se déterminer. J'avais été très impressionné par un spectacle de Pip Simons, *Woyzeck* (1). Je n'aime pas exclusivement le noir, le désespoir. C'est le trauma qui m'intéresse, pas le divertissement. Au théâtre comme au cinéma.

« Dernièrement, un film m'a marqué : *Close up* (2) de Per Arne Remmen. Vous arrivez et vous commencez à appréhender une qualité unique. C'est incroyable, surtout quand vous savez un peu comment se passe l'acte de tourner. Alors, vous démentez l'écheveau, vous voyez le rapport entre la réalité, la fiction, le film, l'anticipation de ce qui va suivre, et les scènes prises au début qui vont avoir leur place à la fin de l'histoire. Cet homme est fantastique : la relation qu'il instaure entre le fantasme, le jeu, le social relève d'un jeu dans la classe enfantine.

« Je me réveille beaucoup au théâtre, j'y vais souvent, plus souvent même qu'au cinéma. Peut-être un jour, je me lancerai. Plus tard. Je veux d'abord faire des films. Je n'ai jamais suivi de cours. Ce que je sais, je l'ai appris sur le tas. J'ai avancé par rencontres. La première était avec Nestor Almendros. La grand-mère de mon meilleur ami, qui m'a introduit à Paris, l'avait hébergé. Je lui ai demandé de me présenter à lui. J'étais terriblement impressionné. Il m'a dit : « Si tu veux, je peux te prendre dans mon équipe, mais ça ne te rendra pas service. Tu dois commencer avec des gens de ta généra-















# DE LA SEMAINE

autres et même à soi. Les mots contre l'indifférence. Les mots, pour s'aimer.

**Théâtre Daniel Sorano**, 16, rue Charles-Perthé, 94000 Vincennes. A partir du 9 janvier. Du mercredi au vendredi à 21 heures, le dimanche à 18 heures. Tél. : 48-08-90-93. 75 F et 90 F.

## Le Retour de Casanova

d'après Arthur Schnitzler, mise en scène d'Arlette Tiphany, avec Patrick Carli, François Chaumette, Anne-Marie Côté, Claude Leveque, Pierre Meyrand, Virginie Peignien, Claude-Bernard Perot, Robert Sèveyrol et Dominique Vitar.

Arthur Schnitzler toujours, sur un personnage étrange et passionnant : Casanova vieillit, interdit de séjour à Venise, retourne à Vienne.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. A partir du 10 janvier. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30 (et le 16 fév.). Tél. : 48-08-90-93. 90 F et 110 F.

## Sans rancune

de Sam Bobick et Ron Clark, mise en scène de Pierre Morisy, avec Roland Girard, Nicole Cailen, Gérard Hernandez, Consuelo de Havilland, Valentina Varela, Eric Métyer, Jean-Pierre Rochette et Marc Pécus.

Tous les éléments du bon boulevard jadis se réunissent sur les immenses affiches qui tapissent les murs des métros.

Palais-Royal, 38, rue Montpensier, 1<sup>er</sup>. A partir du 14 janvier. Du mardi au vendredi à 20 h 30, le samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-97-55-51. De 35 F à 280 F.

## Slub

de Witold Gombrowicz, mise en scène de Jerzy Janicki.

Le premier des trois spectacles polonais invités par le Théâtre de l'Europe. Le second est mis en scène par Wojciech.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6<sup>e</sup>. A partir du 10 janvier. Les vendredi et samedi à 19 h 30. Tél. : 43-26-70-32. De 60 F à 150 F.

## Le Souverain Fou

d'Harold Pinter, mise en scène d'Ivan Gribarg, avec François Chénier, Anne Berland, Damien Bonnet, Philippe Faut et Sophie Vignaux.

La parole délicate portée par un comédien hors pair. Créé à la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon au dernier Festival.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. A partir du 9 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-31-11-48. 95 F et 125 F.

## La Veuve

de Pierre Corneille, mise en scène de Christian Rist, avec Françoise Frappet, Patricia Dinev, Didier Lefau, Thibaut de Montlembert, Chantal Neuvirth, Denis Podalydès, Andréa Ratz-Rouvet, Frédérique Lavel, Claire Ruppil, Pierre-Yves Boutevin, Olivier Broche et Emmanuel Quirou.

Une comédie de Corneille, on pourrait même dire un vaudeville, qui entre tout à fait dans le « baroque » actuel. C'est la reprise d'un des plus grands succès de Christian Rist, avec une distribution quelque peu modifiée et toujours la même « veuve » : Patricia Dinev.

Athénée-Louis Journot, 4, square de l'Opéra-Louis-Journot, 9<sup>e</sup>. A partir du 14 janvier. Le mardi à 19 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 65 F à 130 F.

**La vie est un petit torrent agité**  
de François Debout, mise en scène

de Christophe Bessy, avec Artémus Gordon et Brigitte Mazure. La sinistrose est à la mode. C'est sans doute pour cette raison que de « nouveaux comiques » apparaissent presque chaque jour.

Guichet Montparnasse, 15, rue du Maine, 14<sup>e</sup>. A partir du 13 janvier. Du lundi au samedi à 22 h 15. Tél. : 43-27-86-81. De 50 F à 100 F.

## Paris

### Archais

Bagnoles, gags, acrobaties, chevances toutrantes, plus quelques Brésiliens dans les rôles de « bons sauvages ».

Sous chapiteau, 97, quai de la gare, 13<sup>e</sup>. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 15 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 40-02-01-18. De 100 F à 150 F.

### Comédies barbares

de Ramon del Valle-Inclán, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Claude Aubourg, Michel Aumont, Philippe Blancher, Marie Casarès, J.-D. Chablain, M. Chevillat, M. Comarier, L.-A. Diquiero, D. Genes, I. Gonzalez-Jain, P. Joris, G. Jozet, I. Karajan, M. Labord, P. de Oliveira, S. Quentin, S. Sar et E. Suarez.

Sous le ciel gris du janvier parisien, les brillantes et picaresques aventures d'un grand d'Espagne et de sa famille : des forces de la nature.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Melba-Brun, 20<sup>e</sup>. Du mardi au dimanche à 20 heures. Matinée, samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 2 h 45. De 110 F à 220 F.

### Djurdjura (cellule de création)

de François Bourgeat, mise en scène de Jean-Luc Lagarange, avec Agnès Adam, Karine Baillet, Yves Beaunet, Nadine Bertrand, Pascale Benoit, Elise Dubroca, Gilles Dyrdek, Carole Frenck, Benoit Gino, Jean Joriel, Arnaud Laurens, Alexandra Masbou, Aurélie Puchault, Nicolas Thibault et Philippe Vieux.

« Mise en espace », c'est-à-dire chaquée d'un spectacle en train de se créer, de passer par la poésie et le corps des comédiens.

Théâtre ouvert-Jardin d'Orléans, 19<sup>e</sup>. Le samedi à 18 heures. Tél. : 42-62-59-48. 75 F et 95 F.

### Grand-Peur et mystère du III<sup>e</sup> Reich

de Bertolt Brecht, mise en scène de Jean-François Préval, avec Sarah Gendron, Rémy Kiro, Gérard Moro et Jean-François Préval.

Quelques stiches percutants d'un Brecht dingant.

Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, 9<sup>e</sup>. Le mardi à 19 heures. Tél. : 42-61-00-11. De 120 F à 240 F.

### Les Misérables

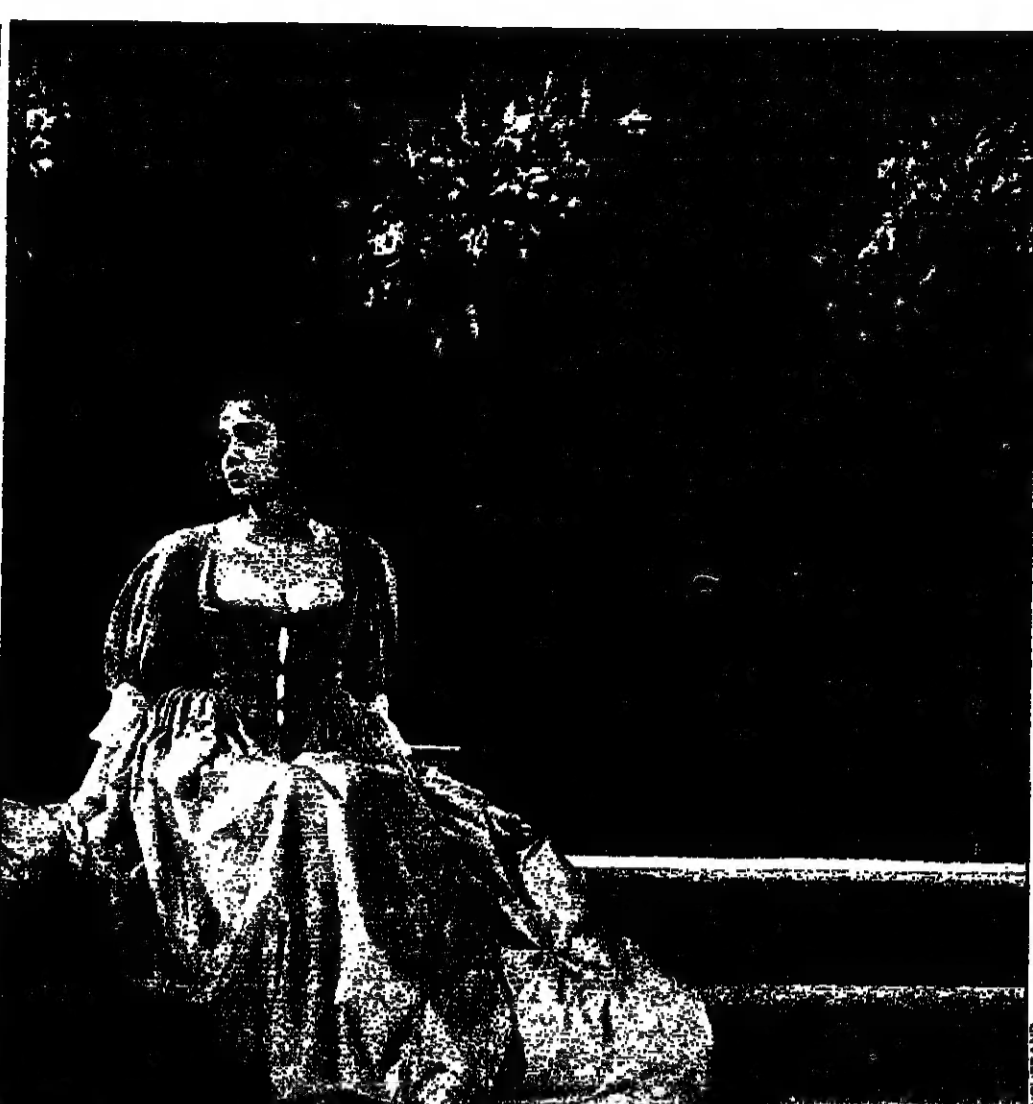
d'Alain Boublil et Claude Michel Schönberg, d'après Victor Hugo, mise en scène de John Caird et Trevor Nunn, avec Robert Marlan, Patrick Roges, Louise Piro, Stéphanie Martin, Jérôme Pradon, Marie Zamora, Julien Combe, Laurent Gendron et Marie-France Rossel.

Jean Valjean, Gavroche, Cosette, Marius, les Thénardières, les barbares, le mélo le plus fameux de Hugo au grand cœur.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 48-78-04-04. De 100 F à 360 F.

### Opéra équestre

de Bartabas, mise en scène de l'auteur.



« La Veuve », mise en scène de Christian Rist à l'Athénée-Louis Journot.

Il y a tous là : les chevaux, les musiciens, les Géorgiens, les femmes barbares, et Bartabas dans un enchantement de poète.

### Pièce montée

de Pierre Palmade, mise en scène de Stéphanie Hermelin, avec Jacqueline Maillan.

Seule en scène, ça ne lui fait pas peur, Maillan apporte sa force comique aux textes signés de Pierre Palmade.

Comédie des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 9<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 h 30. Tél. : 48-04-38-48. Durée : 2 h 30. De 110 F à 210 F.

### Quincalleries

de Jacques Gamblin, mise en scène d'Yves Babin, avec Jacques Gamblin et Maurice Delle.

C'est l'histoire d'un quincallier qui est aussi poète, qui a le sens de l'absurde et du paradoxe.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 18 h 30. Tél. : 43-28-36-38. Durée : 1 h 20. De 50 F à 110 F.

### La Valse des toréadors

de Jean Anouilh, mise en scène de Régis Santon, avec Marc de Jonghe, Marie-France Santon, Jean Lucot, Anne-Marie Philippe, Eric Boucher, Jean Val, Jacques Serizier, Agathe Tréssier, Marie Sauvanet, Béatrice Comandil et Raphaëlle Jans.

Régis Santon et Jean Anouilh : une collaboration qui devrait faire des étincelles.

Théâtre Silvie-Monfort, 106, rue Bran-

## Régions

### Reims

**Ajax et Philoctète**  
de Sophocle, mise en scène de Christian Schibler.

Création des deux tragédies qui vont venir à l'Odéon-Théâtre de l'Europe.

Comédie de Reims, 3, chaussée Bogueuse, 51000 Reims. Le mardi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 28-40-45-45. 90 F.

### Lille

**Don Juan revient de guerre**  
de Odon von Horvath, mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec Claudine Flévet, Léonor Galindo-Fox, Eva Vallée, Zizi Dolein, Nathalie Ortega, Ina Clemen, Anouche Serbon, Rosa Ruiz, Nadine Bertrand, Charlotte-Passala Posa et Ana Benito.

Le spectacle-félicie de Stéphane Braunschweig, étonnamment grinçant, sensible et intelligent.

La Métaphore, 4, place du Général-de-Gaulle, 59000 Lille. Le mardi à 20 h 45. Tél. : 30-40-10-20. 85 F et 110 F.

### Orléans

### Hérault

de Ruth et Augustus Goss, d'après Henry James, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Jean-Pierre Cassel, Marianne Epin, Christiane Minazzoli, Danièle Minazzoli, Claire Deluca, Sylviane Goulet, Pascal

# DANSE

## Daniel Larrieu

Gravures  
Fluide, simple, serene, une très belle pièce pour six danseurs, irriguée par le texte de Pétrarque, l'Ascension du mont Ventoux, où l'effort physique de l'ascension de la montagne est métaphore de la quête spirituelle. Costumes de Sylvie Schinazi, lumières de Françoise Michel, musiques de Boccherini, Schubert, Elgar, Cocteau Twins et Frank. (Lire l'entretien avec le chorégraphe page 38).

Théâtre de la Bastille, du 8 au 12 janvier, 21 heures, sauf dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. 90 F.

## Compagnie 100 % Acrylique

Maman encore un tour  
C'est pièce, que le chorégraphe Evelyn Castano présente comme « un chât de vie, un chant justifié aussi, par la hétéroguerrille des hommes », ouvre le cinquième Festival « Place à la danse contemporaine » organisé par le Théâtre des Amateurs de Paris. Il se poursuivra jusqu'au 20 février, avec une dizaine de jeunes compagnies.

Théâtre des Amateurs de Paris, du 14 au 18 janvier, 20 h 30. Tél. : 43-66-42-17. 80 F et 70 F.

## Les Géants de la Danse

Sous cette pompeuse et bien évidemment excessive étiquette, des étoiles et solistes venus de Moscou, Saint-Petersbourg, Lausanne, Philadelphie, Copenhague, Hambourg, et même de l'Opéra de Paris. Trois programmes, donnés trois soirs chacun. A l'affiche du premier : Nina Ananiashvili, Patrick Dupond, Christina Hoyos, Ivan Liska, Marie-Claude Pietraglia, Elisabeth Plet et Farouk Rouzmator (pour le 11, soirée de gala de l'Europe des sciences, on verra en outre Milla Plissetskaja, Rouben Bachbeyanlian, Florence Faure et Serge Campardon).

Théâtre des Champs-Élysées, les 11 et 13 janvier à 20 h 30, le 12 à 17 heures. De 90 F à 360 F.

## Limoges

### Danse Emot 92

Un festival créé en 1987, devenu l'un des temps forts de la vie culturelle de la ville et de la région. Cette fois-ci, douze compagnies françaises et étrangères, dont celles de Régine Chopinot avec Saint Georges, Georges Apsk avec De et par, Maguy Maria avec Cortez, etc. Deux « périples de courtes pièces » présenteront des jeunes « chorégraphes en devenir ».

Divers lieux de Limoges, du 11 au 31 janvier. Tél. : 55-34-45-48. De 80 F à 120 F.

## Vannes

### Compagnie Maguy Marin

Cortez  
La dernière création de Maguy Marin, une étude fouillée sur la perception humaine, superbement interprétée. En tournée en France, elle sera le 17 à Brest, les 21 et 22 à Marseille, le 23 à Avignon, le 25 à Martigues, le 27 à Clermont-Ferrand, le 29 à Limoges.

Palais des Arts de Vannes, le 9 janvier, 20 h 30. Tél. : 97-47-30. 105 F.

La sélection « Théâtre »  
a été établie par :  
Collette Godard  
« Danse » : Sylvie de Nussac

## Electre

de Sophocle - mise en scène Deborah Warner

avec Fiona Shaw

Thelma Holt présente en accord avec Duncan C. Wehdon une production de la ROYAL SHAKESPEARE COMPANY

Spectacle en langue anglaise - Texte de Kenneth Mc Laish

11 représentations exceptionnelles • 14 — 25 JAN. • 48 31 11 45

## DANIEL LARRIEU

Gravures

du 13 janv au 2 fév à 19 h 30  
dim 15 h 30 - relache lundi

## LOLA ET MOI ET TOI

Nathalie Schmidt  
avec Christophe Bernard  
Eva Ionasco  
Jérôme Kircher  
Edith Scob

43 57 42 14  
20, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS

du 7 au 31 janvier 1992

## La danse de Ciguri

Quatuor vocal NOMAD

Mise en scène : Farid Paya

1, 4, 8, 11, 14, 17, 20, 22, 24, 26 FEVRIER

## LADY MACBETH DE MTSENSK

CHOSTAKOVITCH

LOCATION OUVERTE  
PAR TELEPHONE  
(1) 44 73 13 00

CREATION

## la mouette

ANTON TCHEKHOV

10, 11, 14, 16, 17, 18 janvier - 21h • Mise en scène : Philippe Sireuil

Co-production : Ferme du Buisson  
Les Gâteaux/Snouch, Canal Général des Rues de Paris  
Comédie de Bouvère-Théâtre de la Ville

Location : 64 62 77 77

La Ferme du Buisson



## ARTS

## Nouvelles expositions

## SIME 1992

Lire notre dossier pages 27 à 29.

Grand-Palais, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8. Tél. : 42-56-45-06. Tous les jours de 12 heures à 18 heures, samedi, dimanche de 11 heures à 19 heures. Du 12 janvier 1992 au 19 janvier 1992. 20 F.

## Paris

## Bronzes bouddhiques et hindous de l'antique Ceylan

Les musées du Sri Lanka présentent leur chefs-d'œuvre au Musée Guimet : cinquante-trois bronzes bouddhiques et hindous datant, pour les plus anciens, des premiers siècles de notre ère et, pour les plus récents, du treizième siècle.

Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16. Tél. : 47-23-61-65. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 24 février 1992. 20 F.

## Marcel Broodthaers

Au commencement de son œuvre était un manifeste surréaliste, contre Breton, avec Magritte, en 1947. Ce Belge, homme de lettres, plutôt poète que peintre, avec un penchant très fort pour Mallarmé, aura un autre penchant : Duchamp. Et c'est sous le double signe des objets (moules, œufs, pots...) et des mots qu'il faut placer son œuvre très originale, qu'il a livrée sous la forme d'un musée critique au musée d'Art. Une rétrospective.

Galeria nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 8. Tél. : 42-80-59-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 h 30. Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1992. 20 F.

## Dessins de Dürer et de la Renaissance germanique

Avec trois expositions : l'une de sculpt-

tures, l'autre de gravures et la troisième de dessins, le Louvre se met à l'heure allemande, celle du passage du Moyen Âge à la Renaissance. Martin Schongauer (dont le musée du Petit Palais, de son côté, expose les gravures) et Dürer en sont les figures principales.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jussard - côté jardin des Tuileries, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 21 h 45. Jusqu'au 20 janvier 1992. 35 F (ticket d'entrée au musée).

## Max Ernst

C'est l'exposition du centenaire de la naissance de Max Ernst. Londres, Stuttgart et Düsseldorf l'ont reçue avant Paris. Tout y est, tout ce qu'il faut pour s'évader avec cet inventeur hors les règles de l'art, et plonger dans son iconographie onirique, scandaleuse ou visionnaire. Tout y est sauf le moins bon. Et c'est très bien ainsi.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 janvier 1992.

## Gisèle Freund

Colette, Joyce, bien sûr Aragon, Malraux durant plus de quarante ans, Virginia Woolf, Sartre et Simone de Beauvoir, le jour du prix Goncourt, mais aussi le nord de l'Angleterre en crise et Evita Peron. La rétrospective d'une ancienne sociologue qui a parcouru le globe et traversé l'histoire de son siècle.

Centre Georges-Pompidou, Grande Galerie 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 janvier 1992.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Samedi et dimanche jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 15 mars 1992. 40 F.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 janvier 1992. 20 F.

Musée de la Poste (oui, lui, et pas celui de la Monnaie, dont l'humour n'est pas le fort) a entrepris de montrer la représentation de l'argent dans l'art du seizième siècle à nos jours. Vaste entreprise qui nous promène de la pièce d'or illuminant le corps de Denali aux Dollars signés d'Andy Warhol.

Musée de la Poste, 34, bd de Vaugrand, Paris 15<sup>e</sup>. Tél. : 43-20-16-30. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1992. 20 F.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pom-

pidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 mars 1992.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Samedi et dimanche jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 15 mars 1992. 40 F.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pom-

pidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 mars 1992.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Samedi et dimanche jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 15 mars 1992. 40 F.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pom-

pidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 mars 1992.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Samedi et dimanche jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 15 mars 1992. 40 F.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pom-

pidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 mars 1992.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Samedi et dimanche jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 15 mars 1992. 40 F.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

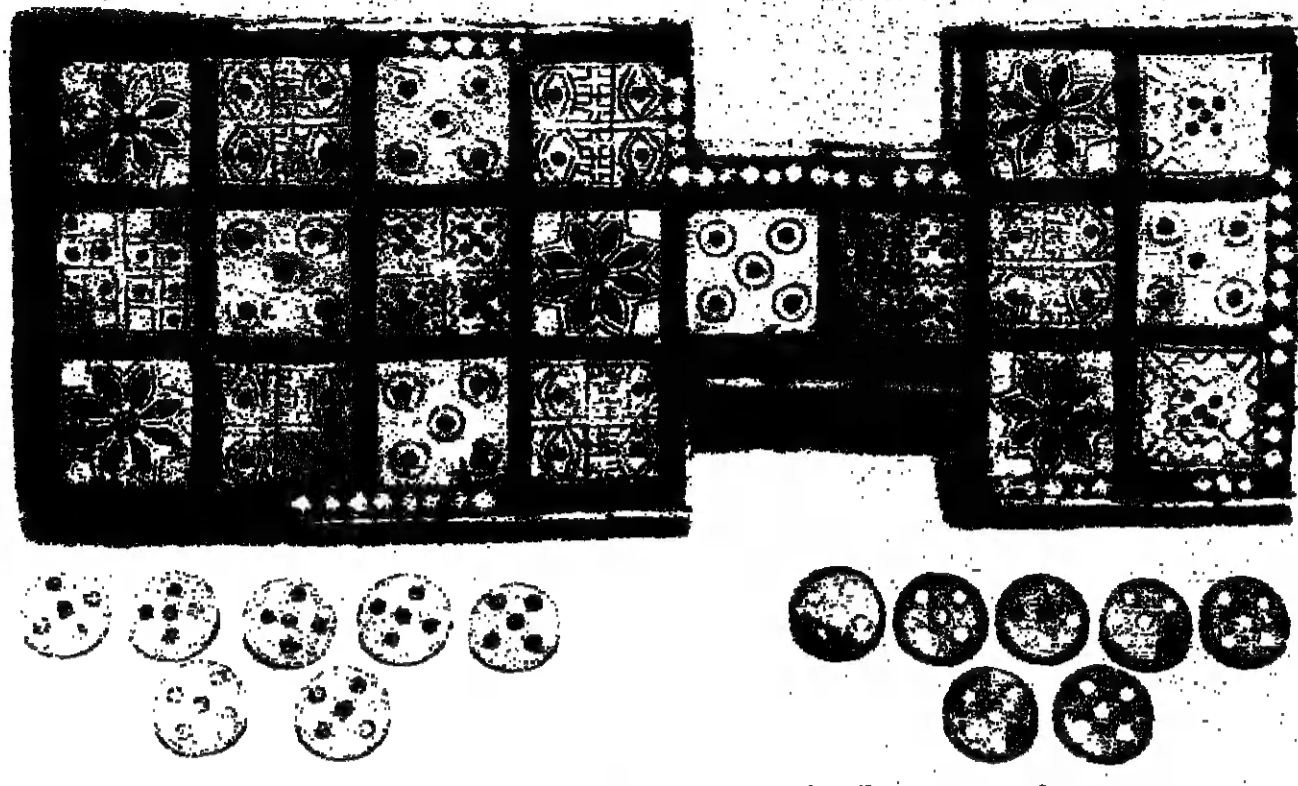
Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pom-

pidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 mars 1992.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Samedi et dimanche jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 15 mars 1992. 40 F.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pom-



Jeu de table d'Ur exposé à Marseille au Centre de la Vieille-Charité.

Centre Georges-Pompidou, Grande Galerie 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 mars 1992.

## Alberto Giacometti

Revoir ou découvrir le sculpteur, le dessinateur, le peintre et son vertige face à la figure humaine, qui lui échappe, qu'il tente d'approcher, de cerner. Une grande rétrospective réunissant plus de trois cents œuvres depuis les essais de jeunesse, à Stampa, jusqu'aux portraits d'Annette ou de Diego.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Samedi et dimanche jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 15 mars 1992. 40 F.

## René Lalique

Orfèvre, ciseleur, émailleur, dessinateur, sculpteur et surtout verrier, René Lalique, cette figure majeure de l'art nouveau, fut un grand explorateur de matériaux, qu'il a pliés à ses caprices stylistiques. Naturellement à signaler, en prime, une réunion de 100 vases de sa période arts déco, galerie Doria (4, rue Bourbon-le-Château, 75006), à partir du 4 novembre.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 janvier 1992. 20 F.

## Les couleurs de l'argent

Le Musée de la Poste (oui, lui, et pas celui de la Monnaie, dont l'humour n'est pas le fort) a entrepris de montrer la représentation de l'argent dans l'art du seizième siècle à nos jours. Vaste entreprise qui nous promène de la pièce d'or illuminant le corps de Denali aux Dollars signés d'Andy Warhol.

Musée de la Poste, 34, bd de Vaugrand, Paris 15<sup>e</sup>. Tél. : 43-20-16-30. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1992. 20 F.

## Les Dubuffet de Dubuffet

C'est au Musée des arts décoratifs qu'est né, grâce à François Mailley, la première rétrospective Dubuffet. La peinture, en remerciement et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci est présentée en permanence, mais partiellement. L'accrochage d'aujourd'hui permet de la voir tout entière.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

## François Morellet

François Morellet a toujours adoré dessiner des projets réalisables ou fous, tirer des lignes, calculer, chiffrer, géométriser et y faisant une bonne part d'accidentel. Particulièrement abondants en un temps où l'artiste fustigeait de l'art son second métier, nombre de ces travaux avaient été oubliés dans des fonds de tiroirs. Les voici exposés.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pom-

pidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 mars 1992.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Samedi et dimanche jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 15 mars 1992. 40 F.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pom-

pidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 mars 1992.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Samedi et dimanche jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 15 mars 1992. 40 F.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pom-

pidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 mars 1992.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Samedi et dimanche jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 15 mars 1992. 40 F.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pom-

pidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 mars 1992.

## Mozart à Paris

Plus de trois cents documents, lettres, manuscrits, gravures, et portraits retracent les trois séjours parisiens de Mozart. Jolie exposition, hélas! éclipsée trop faiblement parfois.

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-72-21-13. Tous les jours sauf lundi et fêtes de 10 heures à 17 h 40, mercredi et vendredi jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 16 février 1992. 30 F.

## Photographie et sculpture

D'Hippolyte Bayard aux icônes modernes de Georges Rousse et Pascal Kern, sous forme de statuettes, bas-relief, buste, installation ou corps humain, qu'il s'agisse d'organiser des effets de lumière, d'agencer l'espace, de valoriser la matière ou de déconstruire le réel, la sculpture décline ses facettes et acquiert une autre dimension par l'image fixe.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-52. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 6 avril 1992. 25 F (entrée au musée).

## Rops et la modernité

On connaît Frédéric Rops symboliste et satiriste. On connaît moins ses représentations de la vie moderne, intérieurs bourgeois, drames sentimentaux, appétits inavouables. A travers des gravures et des dessins rarement montrés, l'exposition tente de rendre à son œuvre toute sa diversité.

Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beaubourg, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-28-16. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février 1992. 20 F.

## Robert Ryman

Des tableaux que l'on dit blancs, dont le potentiel coloré et la pictorialité ne saient échapper à qui les regarde loquacement. Sur les murs blancs d'un nouvel espace pour l'art contemporain, dont le cinéaste Claude Berri est le patron. Pas mal pour un début.

Nouveaux espaces d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 42-60-22-99. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi de 12 heures à 17 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin 1992.

## La Lumière et la Ville

Se coucher tard nuit, dit le poète Devos. Pourtant, c'est tard la nuit que la ville d'aujourd'hui révèle ses richesses architecturales et urbaines, ses espaces. C'est aussi le moment où les plus vives distorsions surgissent entre les rêves suggérés et les pauvretés, les solitudes qui viennent s'y briser. Evidemment, l'exposition prête plutôt aux riches.

Espace Art Défense - Art 4, 15, place de la Défense, la Défense, 92200. Tél. : 45-00-15-86. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 mars 1992.

## Régions

## Als

## Michel Seuphor

« La traversée du siècle » d'un écrivain, romancier, poète et critique d'art né à Anvers en 1901. Qui, dès le début des années 20, a milité pour l'art abstrait, le Stijl et le constructivisme en particulier. Mondrian, le « moins », et Asp, le « plus », les deux principaux amis de Seuphor, figurent évidemment dans l'exposition.

Musée biblique Pierre-Armand Sévère, 52, montée des Laviers, Rochefort, 30107. Tél. : 66-86-96-69. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 février 1992.

## Bordeaux

## Peter Halley

Un New-Yorkais à la mode, figure principale du mouvement des « neo-ges », pour qui l'ordre géométrique, utopique, des constructivistes, des neo-plasticiens et même des minimalistes, n'a plus sa raison d'être aujourd'hui. Et il le dit, tout en faisant de la géométrie.

Musée d'art contemporain, 7, rue Fernand, 33000. Tél. : 56-44-15-35. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 2 février 1992. 20 F.

## Calais

## Hannah Höch

En 1912, Hannah Höch est à Berlin ; en 1915, elle y rencontre Raoul Hausmann ; et dès 1917-1918, elle réalise, dans le mouvement de dada, des collages abstraits à base de dentelles et de feuilles de patrons de mode, puis ses premiers photomontages ironiques à souhait en regard de la société et du sort réservé en particulier à la femme-artiste.

Musée des beaux-arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 15 février 1992.

## Grenoble

## Sarkis

« Scènes de nuit, scènes de jour », en douze pièces ou « chambres » réalisées par Sarkis depuis la fin des années 60, et qui sont pour la première fois réunies. L'artiste, qui compte parmi les plus singuliers de sa génération, y développe une idée de la création comme projection de son univers mental. Qu'il traite sur le mode métaphorique, à coups de projecteur.

Musée des beaux-arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 15 février 1992.

Musée des beaux-arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 15 février 1992.

Musée des beaux-arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 15 février 1992.

Musée des beaux-arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 15 février 1992.

Musée des beaux-arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 15 février 1992.

Musée des beaux-arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 15 février 1992.

Musée des beaux-arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 15 février 1992.

Musée des beaux-arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 15 février 1992.

Musée des beaux-arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 15 février 1992.

Musée des beaux-arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 15 février 1992.

Musée des beaux-arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 15 février 1992.

Musée des beaux-arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 15 février 1992.

Musée des beaux-arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 15 février 1992.

Musée des beaux-arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à



# LA SÉLECTION

## DE LA SEMAINE

### DISQUES

#### Jazz

##### Jo Privat

Manouche Paris

Ils sont venus, ils sont tous là, convoqués par Jo Privat, l'Ame à bretelles de la Java et du Balajo : Matelot (Ferret) à la première guitare, père des deux frères Ferré (en ce moment aux Alligators, voir sélection jazz), Montagne à la deuxième, Mac Kak à la batterie, Dubois - Didi Dubois - à la basse. Ces noms ne s'inventent pas. Le violoniste? Personne ne se rappelle son nom. C'est Matelot qui l'avait amené, mais il n'a jamais su comment il s'appelait. Et Matelot a disparu. Après des mètres et des kilos de disques de danse, Jo Privat a obtenu comme un faveur de Columbia en 1959, comme une récréation, de pouvoir enregistrer un disque libre avec ses compositions à lui, les airs qu'il aimait dans ce goût inimitable du jazz musette à composante manouche, le blues des roulettes. On n'a pas fait d'histoire : la séance a duré exactement de 9 heures du matin à 16 heures avec une pause pour déjeuner. Cinq morceaux dans la matinée, cinq dans l'après-midi, jamais plus de deux prises, plus vifs au retour du repas (*Minor Swing*) parce que l'orchestre avait taquiné le bordel. Plus tard, quand les 33 tours ont gagné 8 centimètres de diamètre, on a ajouté quatre morceaux. Ce disque est un moment de grâce, d'élégance et de gaieté délicate. C'est une des musiques les plus savantes, les plus civilisées qu'on connaisse. Ça vole, ça valse, ça swingue avec un raffinement et une vivacité extrêmes. Rien à ajouter, tout y passe : la *Valse des Niglos*, les *Yeux noirs*, *Nuages*, *Rêve bohémien*, *Rythmes gitans*, *Java manouche*. Un festival.

1 CD Nocturne NTCO 308.

##### Richard Galliano

New Music

Même délicatesse d'expression que Jo Privat, même finesse, subtilité harmonique augmentée (c'est simplement l'œuvre du temps), Richard Galliano est un poète et un ingénieur de l'accordéon. Il a su le tirer de sa décadence. Avec Philippe Catherine, Pierre Michelot et Aldo Romano il vient de constituer un groupe qui respire, invente le musette, le découpe et en rajoute. Une perfection du genre. Le complément le plus tonique et le plus heureux à Jo Privat.

1 CD Label Bleu LBLC 6547.



Jorge Benjor

##### Eddy Louiss

Multicolor Feeling Paris

Soixante-dix musiciens plus ou moins amateurs, plus ou moins experts en cuivres, cela ne se maîtrise pas comme un régime. Eddy Louiss leur insufflé une musique qui danse et qui saute, qui explose et relance, comme pour une formidable fête. Cela pourrait trainer, cela souffrir d'un seul coup. Cela pourrait être enregistré à la va-comme-je-te-pousse, cela résonne comme un orgue activé par des diables. C'est le disque de danse de l'année. Ce n'est pas faire injure à Eddy Louiss de le dire. Bien au contraire.

1 CD Nocturne NTCO 108.

F. M.

### Rock

##### Stevie Ray Vaughan

The Sky Is Crying

Ceux qui ont vu le guitariste texan sur scène le comparent à Hendrix. Sur disque, Stevie Ray Vaughan, mort le 27 août 1990, n'avait jamais fait justice de cette comparaison autrement que par éclairs. Et voilà que ce disque posthume, compilation d'inédits enregistrés en studio entre 1984 et 1991, qui reprend le titre du classique d'Elmore James, donne enfin la mesure de ce guitariste, de ce bluesman. De *Foot Hill*, blues homicide électrique et psychotique, qui ouvre l'album, à *Life By The Drop*, épitaphe acoustique pour blues-

simplement, efficacement, une vie de nègre de banlieue. Il se méfie des mots à trois syllabes ou plus qu'affectionnent beaucoup de ses collègues rappers (expression, situation, société...) qui regardent trop les journaux télévisés. Tonton David joue la candeur et l'humour, et même ses dérapages idéologiques (sa vision de la condition féminine et de l'homosexualité) montre que les rastas et la communauté d'Écône ont plus en commun que ne le croient les uns et les autres) finissent par devenir des signes d'honnêteté. Produit à Londres, le *Blues des racailles*, bénéficie d'un gros son qui habille une structure instrumentale encore un peu pauvre. Reste, de ce côté, l'essentiel, la pulsation du raggamuffin, qui fait de cet album une tranche de comédie humaine à danser.

Labelle noir/Delabel DE 030925.

### Chanson

##### Colette Magny

Indicia 91 (1)

Fou et rythme (2)

Deux ans après la sortie de *Kevo*, hymne à la terre sauvage, Colette Magny, chanteuse de jazz, faiseuse de *protest-songs*, grande interprète, auteure-compositrice traversée par des coups de génie (*Mélocoton*), *per-former* politique, revient avec deux albums en forme d'auto-analyse : le présent et le passé (avec des inédits du déjà entendu), la sagesse intérieure et le cri révolutionnaire.

Dans *Inédits 91*, Colette Magny retrouve justement *Mélocoton*, dans une version plus pacifiée, moins tendue que celle retenue à l'origine. Elle renoue avec la poésie, qu'elle aime assez pour parvenir à en magnifier la musicalité. *Chanson de la plus haute tour* (Rimbaud), *les Tulleries* (Hugo), *Heures graves* (Rilke) sont autant d'occasions de retrouver la beauté des textes à travers une voix exceptionnelle. Au même programme, deux standards américains *Love me Tender* et *Si James Infirmity*, 900 Miles de Woody Guthrie, cinq titres signés Colette Magny et Michel Préfaut, dont un tout neuf, tout beau, *Rap'loi d'a que je m'y mette*, vaste improvisation politique entrecoupée de couplets du *Grlr*, (par Didier Brasseur), ce qui nous mène au second album, *Fou et rythme*.

*Fou et rythme* est une mosaïque de douze titres recollés les uns aux autres pour leur inspiration politique, noire ou sud américaine. Textes de Pablo Neruda, de Max Jacob, ou encore inspirés par la peinture, le Larousse... Il est suivi d'*Un Juf à la mer*, un *Palestiniens au napalm*, vaste fresque qui date de 1977 et où Henry Texier s'en donne à cœur joie à la contrebasse et Colette Magny au chant. Mais ces tendances free-jazz sont-elles aujourd'hui encore de mise? Les textes sont souvent superbes (Mahmoud Darwish, Mordechai Dobzynski, David Hofstein, Mustapha El Kurd, qui chante ici), les musiques rapidement débridées. Colette Magny, auteur, y confond parfois l'ana-

lyse politique et la chanson. Même si les idées sont pertinentes, cassent le consensus, faut-il nécessairement appeler un chat un chat, un impérialiste un impérialiste, nommer en musique le partage de 47 et les dernières statistiques de la population israélienne?

(1) 1 CD Scala/Disc CMPCO 05.

(2) 1 CD Scala/Disc CMPCO 04.

V. Mo.

### Musiques du monde

##### Jorge Benjor

À la vie no Rio

Jorge Benjor, muni d'un nom renoué - officiellement afin d'éviter la confusion Jorge Ben/George Benson, tous deux hébergés chez WEA -, a entamé sa deuxième décennie de carrière avec un appétit nouveau. A preuve, ce double CD, *À la vie no Rio*, le premier album qu'il ait accepté d'enregistrer en public. Brésilien noir né à Addis-Abeba de mère éthiopienne, Jorge Ben aura doré et déjà laissé à la culture brésilienne quelques traces indélébiles, sous forme de chansons mondialement reconnues (*Pais Tropical*, *Filho Maravilha*, *Mas que nada*), mais aussi par son affirmation avant l'heure du « *Black Is Beautiful* » dans un pays qui limite encore l'histoire de sa négritude à l'épisode esclavagiste ou au folklore. « *Comme si les Noirs avaient cessé d'exister au lendemain de l'abolition de l'esclavage* », commente Jorge Benjor.

Les chansons de Jorge Ben racontent rien en particulier, petites moments empruntés au quotidien un peu flâneur du peuple de Rio. « *une ville noire très mélangée où la discrimination est moins forte qu'ailleurs* ». Le foot, la pluie, la samba, le téléphone qui sonne et Teresa qui s'est perdue dans les rues, sur un rythme indéfectible, sorte de « *samba-funk* » musclée à la guitare et très typée par la voix. « *Je suis, dit-il, un reporter musical* ». A partir de 1976, date à laquelle il signe la musique du film *Xica da Silva* de Carlos Diegues, hymne à la gloire de la femme noire personnifiée par l'actrice Zélie Motta, Jorge Ben complique un peu plus les choses, références à l'éthiopie, à Mama Africa, à l'alchimie, mélodies plus tarabiscotées, arrangements électrisés. Les quarante titres proposés dans ce live très réussi, en tout cas en comparaison des deux précédents albums, américains à outrance, permettent de passer en revue la carrière de ce Brésilien qui fait partie de l'aristocratie des grands inventeurs de rythmes et de renouer avec le Jorge Ben (jor) que l'on aime, animateur sans faille de concerts torrides.

1 double CD WEA 9031-73587.

V. Mo.

### PHILIPS RÉÉDITE PAUL PARAY

## Le retour impromptu

DISPARU en 1979, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, Paul Paray serait mort une seconde fois si Philippe ne s'était enfin décidé à rééditer les disques que le chef d'orchestre a enregistrés à la tête de son Orchestre de Saint-Saëns, au tournant des années 50-60 pour la firme Mercury (les prises de son ne font pas leur âge). Et encore, sont-ils un peu perdus au milieu d'une trentaine de références qui ne présentent pas toutes autant d'intérêt. Aussi le retour de Paul Paray risque de passer inaperçu.

Ces deux disques compacts sont des documents inestimables sur l'art d'un chef sous-estimé en Europe. Des trois Français qui ont occupé des postes vraiment importants aux États-Unis et de façon durable - Pierre Monteux (1875-1964), Charles Munch (1891-1969) étant les deux autres - Paray est le seul dont le nom ne soit plus rien aux jeunes mélomanes. Cela est bien dommage. Les phrases élégantes, la rythmique solide comme un roc, la sonorité admirablement ciselée, les tempos justes, libres et cependant si contrôlés, la joie de faire de la musique, enfin, qui émane du programme Chabrier-Roussel sont un vrai bonheur, un de ces miracles dont le disque se fait parfois le gardien. Nous ne connaissons pas d'enregistrement plus admirable de ces œuvres, pas même celui d'Ernest Ansermet (Decca).

Historique, l'enregistrement de la *Symphonie avec orgue* de Saint-Saëns l'est sans aucun doute (ne serait-ce que pour une raison de date : Paray et l'organiste Marcel Dupré (1886-1971) sont nés l'année de la création de cette colossale symphonie). Mais cela ne serait rien si leur interprétation n'avait cet élan irrésistible, si elle ne témoignait d'une logique dans l'enchaînement des deux volets (divisés chacun en trois parties) de cette œuvre dédiée à Liszt. Aucun autre chef n'a égalé leur performance, dans un studio d'enregistrement, hormis Karajan (avec Pierre Cochereau, chez Deutsche Grammophon). L'Autrichien n'a

toutefois pas l'élégance sveltesse de Paray, il ne réussit surtout pas à faire passer une réelle émotion, une vraie grandeur dans une musique qu'il théâtralise sans doute trop, faute d'appartenir à une génération qui y croyait vraiment. Il nous faut cependant mettre un bémol à un réel enthousiasme : les cordes de l'Orchestre de Saint-Saëns, qui ont fort à faire dans cette symphonie, sont fâchées avec la justesse et leur mise en place n'est pas parfaite (aucune interprétation de ce Saint-Saëns n'est irréprochable à ces deux points de vue, mais si, comme le disait Saint-Saëns lui-même, tous les violonistes jouent faux, ceux-là exagèrent).

La messe composée par Paray et créée en 1931, à Rouen, pour commémorer le mort de Jeanne d'Arc n'est pas du tout une pièce de circonstance, au style pompier, ou une œuvre de chef faite pour briller devant les pontes réunis en de telles occasions, mais bien une partition au langage travaillé qui se fait l'écho de modes orientaux, parfois tourmente dans ses contours mélodiques, grandiose sans être grandiloquente, brillante, « inspirée » de bout en bout, réellement émouvante (sublime *Hosanna*!), malgré un « sujet » peu fréquentable ces derniers temps. Le sévère Florent Schmitt en a loué les qualités. Il n'avait pas tort. Cette messe est une page majeure du répertoire religieux d'avant-guerre.

En fin de disque, Paul Paray s'adresse à ses musiciens américains dans un anglais délicieusement approximatif pour les remercier de leur collaboration. Le timbre de sa voix est aussi élégant que sa musique est noble.

#### ALAIN LOMPECH

\* 1 CD Mercury-Philips 434 303-2 (Pièces pour orchestre de Chabrier et *Suite* op. 33 de Roussel) et 1 CD 432 719-2 (*Symphonie avec orgue*, de Saint-Saëns, et *Messe* de Paray) pour le cinquième anniversaire de la mort de Jeanne d'Arc.

## VOTRE TABLE CE SOIR

« Ambiance musicale » Orchestre - P.M.L. : prix moyens des repas - J... H. : ouvert jusqu'à... heures.

### DINERS

#### RIVE DROITE

L'ALSACE AUX HALLES 42-36-74-24 DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Four vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1<sup>er</sup> étage.

LE COBESAIRE 45-20-87-83 et 45-25-53-23 Le restaurant où vous ne serez jamais déçu. Spécialité de qualité. Cuisine faite par le patron. Menus à 85 F et 130 F et carte. Fermé samedi.

RIVE GAUCHE NOS ANOSTRES LES GAULOIS 46-33-46-07 et 46-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4<sup>e</sup> Climatisé Unique au monde. Cadre fin 17<sup>e</sup>. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 180 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

RESTAURANT THOUVENEL 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7<sup>e</sup> Spécialité de coq de canard et de cassoulet au coq de canard. Soir jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. soir continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

### SOUPERS APRÈS MINUIT

#### ALSACE A PARIS

9, pl. Saint-André-des-Arts, 6<sup>e</sup> - Salons

CHOUCRUTES, grillades, POISSONS

DÉGUSTATION D'HUITRES ET COQUILLAGES

Pâtisserie - Grands crus d'Alsace.

RETOUR CASANOVA

47.42.67.37



## DANSE



Daniel Larrieu dans « Waterproof » (ci-contre), et dans « Gravures » (ci-dessous).

## DANIEL LARRIEU AU THÉÂTRE DE LA BASTILLE

SIM  
Lire  
Gran-  
men-  
tal,  
12 p.  
dina-  
12 p.  
20 p.

Bro-  
hin-

Les  
chefs  
quan-  
tité  
des p-  
les p-  
Mus-  
met,  
61-6  
9 h 4  
1992

Mar

Au c-  
us m-  
avec  
hom-  
tre, a  
larm-  
Duch  
des o-  
mots  
gna-  
mus-  
rétro-  
Galer  
place  
80-61  
12 h-  
dina-  
mardi  
1992

Des

Rent

Avec

INSI  
DU  
ARJ

40.51

« Gravures », la dernière chorégraphie de Daniel Larrieu, montée sur le texte admirable de Pétrarque, « l'Ascension du mont Ventoux », est un modèle de la danse qui aime les mots. Chaque interprète, avec émotion, fait sienne cette histoire d'amour survivant à la mort. Un comédien, James Smylie, transforme le texte en chant profond. Créée en plein air au Festival de Montpellier, cette pièce, au Théâtre de la Bastille, gardera-t-elle sa magie nocturne ?

L'ENTRÉE de Daniel Larrieu dans la danse ressemble à un pied de nez : cet élève en horticulture devenu chorégraphe ne prend rien au sérieux. *Chiqueaudes*, *Volte-face*, *Un sucre ou deux*, ses premières pièces, obéissent à la règle de son bon plaisir. C'est rigolo, enjoué. Avec deux chiffons, il bricole lui-même des costumes élégants et décalés. Les magazines à la mode en font leur enfant chéri. Pour rester dans la note, il nomme sa compagnie Astrakan. Il lui suffira pourtant d'une seule pièce pour froisser son image d'homme léger sur papier glacé. Avec *Romance en stuc*, il tire sa révérence à la jeunesse chic des années 80 pour installer un thème qui sera dorénavant au centre de son travail d'auteur : la mort, le courage et la douceur. Un virage janséniste qu'annonçait, à y regarder de plus près, son physique pensif de jeune dandy terrien.

Ce désir de se montrer tel qu'il est, désireux de participer avec ses chorégraphies aux interrogations du temps, le conduit à écrire des pièces métaphoriques et spirituelles pour lutter contre le prosaïsme et le malheur. En 1992, il fête les dix ans de sa compagnie : un programme qui s'annonce sous les auspices de la création intense. Paris, Bangkok, Avignon, la Ferme-du-Buisson, à Marne-la-Vallée, où le chorégraphe termine son contrat de créateur-associé.

« Avec *Gravures*, n'avez-vous pas l'impression de bon-  
cher un cycle, celui de la grâce, de l'amour, de la mort ?

— Les années 80 sont marquées par la mort, la maladie du sida qui frappe les gens qui nous entourent. La danse, elle, a l'habitude de prendre en charge le corps de l'autre. Le système éducatif occidental, fondé sur l'individualisme, n'en a cure. Cet isolement se retrouve partout : à l'hôpital, le malade est seul face à sa maladie. On parle de sa peur devant la mort, mais jamais de la mort elle-même. Tout le monde s'empare du sida, de sa portée sociale, politique, mais jamais on n'ose un mot direct sur ceux qui fabriquent les médicaments, les financiers qui ont pris le pouvoir dans ce drame. Il faudrait les taxer. Leur attitude m'énrage.

« Le sida fait prendre conscience à toute une génération de ce qu'est la maladie. Avant, il y a eu la tuberculose, le cancer. On réagit négativement par la peur. De toute façon, on a aujourd'hui peur de tout, de l'immigration, du manque d'argent, de l'amour. On n'apprend pas à vivre, seulement à résister. Quand on assiste quelqu'un qui va mourir, on comprend qu'il faut dépasser la prudence et les peurs qui nous habitent. Elles sont toujours là, mais elles n'empêchent plus d'aller directement à l'essentiel. J'ai aussi compris que la courtoisie, qui m'est si chère, a ses limites. Il faut savoir aussi exiger, se mettre en colère pour obtenir ce que l'on veut. Où est l'humanité dans tous les modèles qu'on nous propose ?

— Comment voyez-vous l'évolution de votre travail ?  
— Très ludique au départ, il m'a donné une image de chorégraphe branché. Mais après 1983, les magazines de



## Les dessous de la frivolité

mode ont cessé de s'intéresser à moi. Mon travail était devenu plus émotionnel, jouant sur la fragilité d'une « presque non-danse » pour essayer de faire sortir du corps l'essence des vibrations essentielles. Tantôt avec une accumulation d'éléments plastiques et esthétiques, à l'exemple de *Romance en stuc*, tantôt dans le plus grand dépouillement, à l'exemple d'*Anima*.

« Mes pièces se sont faites l'écho des danseurs que j'ai rencontrés et rassemblés. Sarah Denizot m'inspire la grâce. Claude-Henri Buffard m'évoque la force physique et la chair. Il est le seul, avec Bernardo Montet, à approcher l'idée d'un Nijinski contemporain.

« Avec *Waterproof* que l'on dansait sous l'eau, nous avons vécu une expérience qui nous a brûlés de l'intérieur. C'était une pièce cardiaque où chaque interprète vivait une grande solitude. On ne pouvait plus retourner en arrière. Cette expérience était un dépassement. Ce dont je suis sûr, c'est que je ne fonctionne ni sur les formes hystériques et extraverties, ni sur les formes minimales. Je cherche plutôt un corps oscillant entre le repos absolu et le paroxysme. Je tente aussi de renouer avec le beau et le classicisme, notions tenues pour ringardes au vu des tendances de l'art, ces dernières années.

— Quelle a été parallèlement l'évolution du public ?  
— On a beaucoup tiré sur la corde. Il nous fallait expérimenter, savoir jusqu'où il allait nous mener, nous suivre. Le public n'a pas été peureux, il nous a soutenus, a été attentif aux récits de nos petites histoires, puis il s'est refermé. Il avait le désir d'une danse plus sociale

présentant un grand nombre de danseurs sur un plateau, et non plus les sempiternels quatre ou cinq individus se démenant sur scène à l'ombre de leurs narcissismes. William Forsythe a ramassé la mise en scène par sa conception de la danse répond à ce besoin, même si, selon moi, il n'est pas apprécié pour ce qu'il est réellement... En France aussi, on a vérifié cette hypothèse avec des chorégraphes qui soudain se défontaient avec succès parce qu'ils créaient des œuvres pour trente ou quarante danseurs. Les enjeux inhabituels cassent les routines.

« Le public et la critique ont été largués par la *Route de la soie*, une création en trois volets qui m'avait été commandée par la Biennale de Lyon. J'en avais probablement trop programmé les contenus et les formes. La lenteur des deux premières parties a déconcerté. Alors, j'ai donné dans le grand spectacle pour la troisième partie qui avait pour thème l'Amérique. Une phrase de Raoul Vaneigem m'avait inspiré : « Si les Américains pouvaient démocratiser Dieu, ils le feraient. » Mais trop, c'était trop. J'en ai tiré la leçon suivante : pendant des années, en travaillant comme un mineur de fond, j'avais proposé de nombreuses images du corps, il était temps pour moi d'utiliser le matériel que j'avais dégagé. C'est ce que j'ai fait avec *Gravures*, ma dernière pièce. Tout le monde a souligné la présence du texte de Pétrarque alors que les mots ont toujours eu leur place dans mon travail. Déjà j'utilisais Empédocle dans *Romance en stuc*, où il était dit : « Gros lot de ce que je perds là » : cela pourrait être ma devise du moment.

— Quel regard portez-vous aujourd'hui sur la danse en France ?

— On est passé ces dix dernières années du stade artisanal au stade industriel, à la notion de produit et de qualité. Les talents étaient là, capables de répondre à la pression. Ils sont aujourd'hui reconnus, installés, déjà suivis par des plus jeunes. Que va-t-on faire de cette éclosion ? On sait très bien, quand on achète des fleurs coupées, aussi belles soient-elles, qu'il faudra les jeter. Va-t-on choisir de faire vivre le répertoire des années 80 ou bien va-t-on se permettre le luxe de continuer cette création tous azimuts ? Le piège des années à venir serait de refuser toute forme expérimentale, toute tentative d'éphémère.

— Qui avez-vous particulièrement aimé parmi ces compagnies qui ont grandi avec vous ?

— C'est la globalité du phénomène qui m'a intéressé. Trisha Brown reste le grand modèle par son humanité et l'intelligence de son travail. Le corps qu'elle propose ne se démode pas. Pendant qu'on y est, faisons le tour des *masters* : Pina Bausch est là pour ceux qui sont en quête d'histoires, et Merce Cunningham pour les assoiffés d'architecture. Jusqu'à Martha Graham qui apporte une sorte de catharsis du corps, voire de folie. Ils sont là depuis des années pour nous aider à trouver notre place et nos différences.

— Vous avez déjà créé des chorégraphies pour la compagnie de Forsythe, vous vous apprêtez à créer votre première pièce pour l'Opéra Garnier : où en êtes-vous de vos projets ?

— Je suis trop sauvage pour avoir en envie d'une compagnie fixe. J'aurais eu l'impression de mettre des pantoufles. Je déteste le clonage : avec une grande compagnie, on ne peut pas vraiment passer sa danse à quelqu'un d'autre. Les danseurs de Forsythe ne font pas vraiment « du Larrieu » dans *Jungle sur la planète Vénus*. Nous allons mutuellement les uns au-devant des autres jusqu'à un point où peut exister ma chorégraphie. J'aborde l'Opéra Garnier avec une certaine tranquillité d'esprit. Mais il me faut faire quelque chose de fort. Je me trouve jeune. Trente-quatre ans, c'est plus que dix ans de moins que Forsythe, que Twyla Tharp, que Maguy Marin qui ont déjà créé pour l'Opéra. Il faut du temps pour trouver sa maturité d'écriture. C'est le plongeon. Patrick Dupond, directeur de la danse à Garnier, n'a pas peur de se lancer dans des aventures car il est curieux. Une qualité plutôt rare. Il est le seul dans la maison à connaître mon travail : je lui avais écrit un solo, *Hydrien*, en 1989, quand il dirigeait encore le Ballet de Nancy.

— Allez-vous fêter les dix ans de votre compagnie ?

— J'aime les symboles. En 1982, je gagnais le concours de chorégraphie de Bagnolet ; pour le Festival d'Avignon, cet été, je prépare un spectacle de deux heures vingt composé d'extraits de mes pièces. En ce moment, je remonte *Romance en stuc* avec les élèves du Centre national de danse contemporaine d'Angers. Débarrassée des costumes et des décors, je m'aperçois que la danse *stricto sensu* tient le coup. Le public a souvent cru que, à chaque fois, je lui faisais un plan curieux et différent : cela dit, l'écriture, hors mise en scène, possède sa logique et sa continuité. Fin 1992, je donnerai également une pièce à La Ferme-du-Buisson où je suis « créateur associé ». Mais d'ici là, je serai allé enseigner dans une école de danse traditionnelle, à Bangkok. J'aimerais me poser, réfléchir à ma situation d'auteur, à de nouvelles formes possibles. Je passerais bien six mois chez Forsythe, à observer et à mijoter. A continuer à apprendre.

Propos recueillis par DOMINIQUE FRÉTARD

\* Du 8 au 11 janvier au Théâtre de la Bastille, à 21 heures. Le 12 à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14.

صكزامن الأصل